

Infractions de change et fraudes douanières
**73 MILLIARDS DE DINARS DE PÉNALITÉS
POUR LES IMPORTATEURS** P.5

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information
D'ORAN

**ALGER : LA GRIPPE TUE
SIX PERSONNES** P.3

ACTUALITÉ VUE
AUTREMENT P.7 à 17

**Gaz de schiste
ON N'A PAS LE DROIT
À LA FRACTURE !**

ABDELLATIF BOUSENANE

**CE SUD QUI NOUS FAIT
SI CHAUD AU CŒUR**

SALIM METREF

- L'amendement Hamel bouleverse la Constitution
ABED CHAREF
- Monologues en peurs et colères
AKRAM BELKAÏD
- Un mal profond, complexe et grave
MUSTAPHA BENCHENANE & BRAHIM SENOUCI
- Problème de mentalité !
KAMAL GUERROUA
- Le modèle des cités pour le passage à la modernité
MOHAMED-AMOKRANE ZORELI
- Pour la gloire de la Culture. Pour l'honneur du pays !
BELKACEM AHCENE-DJABALLAH
- Par-delà les enquêtes en cours, la France se questionne
PIERRE MORVILLE
- PEGIDA, l'Eurabia et l'idéologie du grand remplacement
AHMED FARRAH

**IN
SALAH,
AUX
SOURCES
DE
L'UTILE**

SLEMNIA BENDAOU

L'INCERTITUDE

EL YAZID DIB



Une convention-type entre la CNAS et les cliniques privées de cardiologie

Abdelkrim Zerzouri

La contractualisation de l'acte médical, dont l'échéance d'application a été, longtemps, repoussée, commence à se faire par petites touches successives, selon une priorité thérapeutique prédéfinie. Après l'adoption, au mois de décembre dernier, d'un décret exécutif, définissant la convention-type entre la Sécurité sociale et les centres d'hémodialyse, un autre décret exécutif, fixant la convention-type conclue, entre les organismes de Sécurité sociale et les établissements hospitaliers privés autorisés à assurer des activités médicochirurgicales cardiaques et cardio-vasculaires, vient de paraître sur le Journal Officiel, du 28 décembre 2014. Cette contractualisation des activités médicochirurgicales et cardiovasculaires qui intervient suite à un rapport du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, tout comme cela a été le cas pour le premier décret indiqué, devrait, d'une part, satisfaire les patients qui déboursaient des sommes farineuses chez les privés, avec remboursement 'minima' par les soins de la Sécurité sociale, et permettrait, d'autre part, de freiner les dépenses pour des soins à l'étranger, où se déplacent les malades, avec prise en charge, pour se soigner. Dans ce cadre, il est, clairement, préconisé par les termes du décret en question que l'établissement hospitalier privé s'engage à « utiliser le système 'Chifa' », pour les actes médicaux qu'il dispense aux assurés sociaux et à leurs ayants-droit, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, en vigueur et à la convention, en respectant les conditions générales d'utilisation et les procédures afférentes, telles que décrites dans le document qui lui est remis, en même temps que la clé électronique de la structure de soins et du logiciel d'utilisation de la carte 'Chifa'. Chose qui oblige le privé de « disposer d'un équipement informatique adapté », avec connexion Internet et d'un ou de plusieurs lecteurs de carte 'Chifa'. Et,

bien évidemment, il est exigé que les activités médicochirurgicales cardiaques et cardio-vasculaires de l'établissement hospitalier privé d'accueil doivent être assurées, sous la responsabilité d'un médecin spécialiste en cardiologie ou en chirurgie cardiaque, exerçant à plein temps, ainsi que d'un personnel paramédical ayant des compétences requises dans le domaine d'activité de la chirurgie cardiaque, de la cardiologie, du vasculaire et de la réanimation.

Désormais, pour bénéficier des dispositions de la présente convention, l'assuré social est tenu d'introduire auprès de l'établissement hospitalier privé de son choix, une demande de prise en charge, pour lui-même ou pour son ayant-droit, comportant notamment la prescription médicale du médecin traitant spécialiste en cardiologie ou en chirurgie cardiaque et vasculaire, un dossier médical complet avec les bilans cliniques et para-cliniques, sous pli confidentiel, à l'attention du directeur médical de l'établissement hospitalier privé. Et, il est clairement souligné que « l'assuré social et ses ayants-droit ne doivent verser aucun montant à l'établissement hospitalier privé ». Plus important encore, le décret exécutif, en question, engage l'établissement hospitalier privé à « élaborer et à mettre en œuvre avec l'organisme de Sécurité sociale, dans le cadre des relations contractuelles prévues par la présente convention, un programme de formation multiforme des praticiens médicaux spécialistes, exerçant au sein des structures sanitaires de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés, notamment, à l'occasion de l'intervention des équipes, hautement, spécialisées de l'établissement hospitalier privé ».

En attendant la signature d'autres conventions qui allégeraient d'autres malades, dans le domaine ophtalmologique et les malades du cancer, en particulier, d'autant que des privés ont investi, depuis peu, le créneau de la radiothérapie et qui facturent à des prix inabordables les séances pour les malades.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Un remaniement aux couleurs d'union nationale ?

Se basant sur des « confidences » recueillies auprès de sources qualifiées de fiables, des confrères ont dès le début de l'automne dernier annoncé que le président de la République s'apprêtait à procéder à un remaniement gouvernemental d'importance. Depuis et même si le secrétaire général du FLN Amar Saadani a confirmé qu'effectivement l'opération va avoir lieu, l'équipe Sellal est toujours en place.

Selon nos propres sources, le remaniement est toujours d'actualité, mais le chef de l'Etat tempore car ayant fait engager des tractations avec des formations partisans hors de la coalition de gouvernement actuelle en vue de l'élargissement de celle-ci. Ce qui lui permettrait de constituer un exécutif aux allures de gouvernement d'unité nationale. Bouteflika a songé à doter le pays d'un tel gouvernement au lendemain même de sa réélection contestée d'avril 2014. Des contacts avaient été entrepris dans ce sens notamment auprès du FFS, du PT, du Parti Moustakbel et d'autres de la mouvance islamiste en particulier. Tous ont décliné l'offre à participer au gouvernement postélectoral, et Bouteflika contraint donc à la formation d'une équipe gouvernementale qui est tout sauf d'unité nationale.

S'il tente de relancer son projet c'est au constat que le pays est entré dans une zone de turbulences qui nécessite à ses commandes une équipe dirigeante disposant du soutien et de la confiance des forces vives nationales les plus influentes. Mais

si l'impératif d'unité nationale s'impose à l'Algérie confrontée à de menaçants dangers qui sont sa préoccupante situation économique et financière et

les conséquences induites pour sa sécurité nationale par les conflits et crises qui secouent pratiquement tous les Etats ayant une frontière avec elle, il faut pour pouvoir le concrétiser que Bouteflika et les tenants du pouvoir renoncent à dicter les termes d'un consensus national à cette fin.

Or, ils s'en tiennent à l'évidence à cette exigence en rejetant dans la forme et le fond les propositions formulées solidairement par une bonne partie de la classe politique visant à permettre la construction d'un tel consensus national. Les choses étant en l'état, il paraît peu envisageable que le remaniement gouvernemental attendu s'opère dans des conditions donnant à voir que l'unité nationale s'est faite pour affronter les défis auxquels le pays est confronté. Dans ce contexte particulier par sa gravité que traverse la nation, un remaniement qui se limiterait à un énième partage des postes ministériels entre les partis de l'actuelle coalition gouvernementale ne constituerait qu'une fuite en avant et un refus d'admettre que la solution à la crise nationale n'est pas dans le seul lifting d'une équipe gouvernementale. Les problèmes qui se posent à l'Algérie sont cruciaux. Le système et le régime qui les ont créés et accumulés ne peuvent plus prétendre les résoudre en refusant ce que le reste de la société propose comme solution pour y parvenir.

Publicité

MobiVille

Fabrication de mobilier urbain

Jardinières

Barrière de protection

Bancs public

Corbeilles

avec **MobiVille** ...

plus belle sera la ville

ZONE industrielle
Rouiba, Alger
TEL : + 213 23 85 08 51
FAX : + 213 23 85 08 55
contact@mobiville.dz
www.mobiville.dz

<p>Tirage du N° 6129 119.664 exemp.</p>	<h3>Le Quotidien</h3> <p>D'ORAN</p> <p>Edition Nationale d'Information Editée par la SPA ORAN - PRESSE au Capital de 195.923.000,00 DA</p>	<p>Président Directeur Général Directeur de la Publication Mohamed Abdou BENABBOU</p>	<p>Direction - Administration Rédaction centrale 63, Ave de l'ANP - Oran B.P.N°110 - Oran Tél. 041.23.25.22 23.25.23 / 23.25.24 23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15</p>	<p>Fax Pub: 041.23.25.21 Fax et Rédaction 041.23.25.20</p> <p>Imp.: Oran : imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Constantine : S.I.E. Quargla: S.I.A.</p>	<p>INTERNET: http://www.lequotidien-oran.com E-mail : infos@lequotidien-oran.com publicite@lequotidien-oran.com admin@lequotidien-oran.com lequotidiendoran@yahoo.fr</p> <p>Rédaction Algéroise Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57</p> <p>Rédaction Constantinoise Tél.: 031.87.19.81 - Fax: 031.87.19.80</p> <p>Pub Tél.: 021. 64.96.44</p> <p>Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52 Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS</p>
---	--	---	--	---	--

Hausse du chômage
**A la recherche
de la bonne recette**

Le gouvernement s'entête à croire que l'absorption du chômage se fera par le secteur de l'agriculture et celui du tourisme dont les politiques se contentent de contempler les paysages et la nature.

Ghania Oukazi

Il est rare que le gouvernement admette que le chômage est en hausse. C'est comme s'il se remet en cause après qu'il s'est tout le temps targué de maîtriser les leviers de la création de l'emploi. Il l'a effectivement avoué il y a quelques jours en reprenant une donnée de l'Office national des statistiques (ONS) qui fixe cette hausse à un peu moins de 1%.

De 9,8% que tous les responsables mettaient en avant en précisant que c'est un taux retenu par le FMI, le chômage est monté à 10,6%. Il a fallu que le prix du baril de pétrole dégringole à un niveau menaçant les équilibres macroéconomiques pour que nos décideurs se résignent à mettre de côté leur optimisme béat dont les effets se télescopaient pourtant avec les tristes réalités du terrain.

Aujourd'hui, pris dans ses propres contradictions, le gouvernement tente d'atténuer les contraintes économiques et financières du pays sans pour autant exceller dans le choix des solutions. Les hommes d'affaires n'ont pas trouvé mieux non plus que de frapper aux portes de certaines institutions publiques pour réclamer «un climat d'affaires assaini des difficultés qui entravent leurs projets». Il est curieux de voir les plus grosses fortunes de ce pays s'adresser au parlement pour parler d'aménagements des lois alors qu'elles sont en vigueur depuis plusieurs années et ne les ont jamais empêchés de faire des affaires.

Le gouvernement croit avoir trouvé la parade pour juguler le chômage. Il met pour cela en avant le secteur de l'agriculture et le tourisme. Si du côté de l'ANEM et de l'ANSEJ on affirme que l'agriculture est véritablement en tête des secteurs pourvoyeurs d'emplois après, bien sûr, les services, ils n'en disent pas autant du tourisme qui n'a jamais brillé en la matière. Il faut croire que les responsables de ce secteur, depuis son institution, confondent nature ou paysages et impérative nécessité d'infrastructures hôtelières pour leur mise en valeur.

LE TOURISME OU LA GESTION DES NABABS

Le discours politique reste coincé à ce jour entre les 1200 km de côte et le sable chaud du désert que possède l'Algérie. C'est peut-être l'essentiel mais il manque l'indispensable. On se rappelle que lors d'un déplacement du 1^{er} ministre à Khenchela, les journalistes ont été contraints de passer la nuit dans un hôtel pourri au vrai sens. Un d'entre eux avait eu une terrible intoxication alimentaire. Les autres, tous les autres, ont dormi dans des chambres qui sentaient mauvais, une literie sale, un mobilier brinquebalant, sans eau chaude et la froideur coulant parfois qu'au niveau des douchettes des toilettes. Triste tableau. «Ce genre d'hôtel doit disparaître», avions-nous dit ce jour-là à des membres du gouvernement. «Vous pensez que c'est facile?», ont-ils répondu. Suggestion simple, avions-nous dit, «constituez un pool de cadres formés dans des écoles internationales où sont enseignées les normes universelles en matière de tourisme, recenser les structures hôtelières et touristiques du pays, les obliger à se mettre à niveau sur la base d'un planning marquant coût, durée et qualité des travaux». Les échéances doivent être bien fixées et bien précisées. A défaut de leur respect, fermeture de l'établissement.

L'hôtel de Khenchela appartient, avons-nous appris, à un membre du

Conseil de la Nation. Beaucoup de responsables reconnaissent que «c'est toute une culture». Le président Bouteflika avait tenté au début de son premier mandat d'en dénouer les causes en demandant à ses ministres de lancer le tourisme dans les régions du Sud parce que, aurait-il relevé, «les gens du Sud sont hospitaliers, sages, calmes et savent recevoir».

En attendant, les responsables savent qu'au nord, il y a des infrastructures touristiques publiques où les prestations se confondent avec gain facile et mauvaises mœurs. Le gouvernement a eu l'écho d'hôtels sur le littoral ouest de la capitale où des chambres sont louées à l'heure et d'autres sont sous-louées par leurs locataires en complicité avec ceux-là mêmes qui sont censés régenter la structure conformément aux lois du pays. Les personnels se comportent comme des nababs du plus bas de l'échelle à son plus haut niveau. Reste que le temps de réaction de nos responsables est indéterminé pour la simple raison qu'ils se fichent de son importance.

LE FLEGME D'UN GOUVERNEMENT EN MAL DE SOLUTIONS

Preuve en est, c'est à la fin des années 80 que le discours sur la nécessité de substituer une économie de rente par une autre productive s'est fait bruyant à tous les niveaux. Il a été lancé par des économistes pour que les gouvernants le reprennent à leur compte. Il est repris depuis comme un véritable leitmotiv dans toutes les rencontres, les tribunes et les espaces de toutes les corporations politiques, civiles, militaires et universitaires. Près de 40 ans après, le constat est le même, les revenus pétroliers constituent toujours 98% des ressources financières de l'Etat. Aucun gouvernement n'a réussi à lancer la machine productive du pays. Le secteur privé n'a pas fait mieux. Il demande toujours à être «accompagné et soutenu» par l'Etat. «Nous avons de l'argent pour prendre tout en charge, pour créer de l'emploi, pour continuer à construire des logements et à financer tous les dispositifs sociaux», n'avait de cesse de répéter le 1^{er} ministre et tout son gouvernement. Aucune nuance, aucune retenue dans leur manière d'évoquer la fameuse aisance financière du pays et les disponibilités de l'Etat à continuer à dépenser comme il l'entend. D'ailleurs le gouvernement, flegmatique qu'il est, ne semble pas saisir la véritable évaluation des conséquences de cette crise et surtout le temps qu'elle prendra pour être résolue. Ce mardi seulement, le ministre du Commerce soutenait que «l'Algérie n'a pas de difficultés financières, elle a des réserves qui pourront couvrir ses besoins sur trois ou quatre ans». Amara Benyounes n'est pas le seul ministre à penser que «trois ou quatre ans» sont assez longs comme période pour que l'Algérie puisse «se prendre en charge» sans subir de choc. Le gouvernement Sellal ne dit pas, cependant, comment les caisses de l'Etat peuvent être renflouées si le prix du pétrole continue sa chute. Parce que, si sur «trois ou quatre ans» l'Algérie aura réussi à couvrir financièrement ses besoins, elle aura en même temps épuisé ses réserves. Entre-temps, de grosses fortunes privées se sont accumulées, d'importants transferts illicites sont opérés, (les services de douanes en détiennent la preuve selon leur propre directeur général), des liasses d'argent sont échangées en plein jour sur les voies publiques. Le tout sans que l'Etat ne puisse en contrôler ni l'origine, ni la traçabilité des transactions, encore moins les volumes.



Raina Raikoum

Kamel Daoud

L'autre «Je suis Mohamed»

C'est-à-dire Mohammed Aïssa, le ministre des Affaires religieuses. Homme distingué, calme, profond et capable de parler de Dieu, sans marcher sur

l'homme. Dans le tourbillon des récupérations, après l'attentat contre Charlie Hebdo, en France, entre le salafiste dopé et les manipulations affectives, il a été le seul à dénoncer la vraie main étrangère : les télévisions «jordanienne», sous prétextes algériens qui ont appelé à des marches. Etonnant vu par la forme : voilà que deux chaînes se permettent ce que les partis ne se permettent pas et sans que la justice ne bouge : appeler à des marches et lever des foules. Ni le ministère de la Communication, ni la très invisible autorité de régulation des médias, n'ont bougé. Rien : on peut être une société jordanienne et appeler à des manifestations en Algérie, sans risque.

Mais le sujet est ailleurs. Mohammed Aïssa a été le seul à réagir à la grande menace : l'invasion des cheikhs cathodiques, les chaînes TV qui en font commerce et l'islam de Riyad et des wahhabites. A propos de ces TV, il expliqua, avant-hier que : « Cela relève de l'inconscience (...) on pousse à l'extrême, sans prendre conscience de l'incidence des propos des uns et des autres. Je remarque sur certains plateaux des invités qui excommunient carrément des Algériens de leur religion, les considérant comme des païens et des apostats. Il y a aussi d'autres invités qui versent dans le blasphème ». Du grand courage face à l'énigmatique empire occulte de ces TV, qui bénéficient de trop de facilités. Homme de savoir, il expliquera que « je suis Mohammed » s'illustre par le comportement, la conquête du Savoir, la morale, l'observance. « C'est-à-dire qu'au lieu de crier, de brûler et d'incendier, il est préférable de démontrer que l'islam est une religion d'entente, de co-

habitation, de convivialité, de propreté et d'hygiène ». L'homme étant dans le religieux là où ses adversaires sont dans la manipulation et la propagande.

L'homme est donc à soutenir et à suivre. Il représente ce que doit être un vrai ministre des Affaires religieuses, en ces heures sombres où la religion sert à tuer, excommunier, violer, massacrer, puis hurler qu'on est les victimes du monde et de l'Occident. Un Islam éclairé, qui transmettra à nos enfants, le désir de vivre et de partager, pas celui de s'exploser et assassiner. Et l'homme est donc lynché par ces TV, par leurs journaux, crucifié par les imams qui « mangent » de vendre des fatwas, et par les courants de la main étrangère wahhabite, formés en Arabie, puis envoyés en Algérie. Il résiste mais il ne le pourra seul. « Je suis Mohammed » prend tout son sens lorsqu'on est, aussi Mohammed Aïssa, son combat et sa vision. Les deux grands ministères de souveraineté ne sont pas, en effet, en Algérie celui de la Défense ou de l'Intérieur, mais celui des Affaires religieuses et celui de l'Education. Cela se joue là, sous nos yeux. Si on laisse cet homme seul, il sera vaincu et nous et le pays avec lui. Il faut soutenir cet homme, aujourd'hui, maintenant, explicitement et avec courage. Il ne s'agit de pas de lui mais de nous tous. « Je suis Mohammed » n'a pas de sens si on laisse Mohammed seul face à ces avocats de la fin du monde et les néo-Koreichs hystériques. « Je suis Mohammed » est un acte de la vie et de la foi et du choix de chacun. C'est parler à l'humanité et non lui cracher dessus. C'est assumer son propre prénom pour prétendre être digne d'un autre. C'est suivre et aider Mohammed Aïssa contre ceux qui, déjà, l'insultent, le lynchent. Car être Mohammed n'est pas chose facile. Mohammed (Aïssa) le sait bien, lui.

Alger

La grippe tue six personnes

Six personnes, souffrant de certaines pathologies dont le diabète et l'hypertension, sont mortes «depuis le 1^{er} janvier, de grippe saisonnière compliquée », à l'hôpital de Ain Taya (wilaya d'Alger), a-t-on appris, hier, auprès de responsables de l'hôpital. Les personnes décédées, «sont mortes des suites d'une grippe saisonnière compliquée, qui a touché des catégories de malades souffrant de certaines pathologies », a expliqué à l'APS, le Dr. Ourari Abdelhamid,

directeur des Services sanitaires, à l'hôpital de Ain Taya. «Nous avons enregistré, en fait, depuis le 1^{er} janvier dernier, six décès de personnes dont certaines âgées et souffrant, notamment, d'hypertension, de diabète insulino-dépendant et de cardiopathie», a-t-il ajouté.

Les six personnes décédées sont quatre femmes, dont une enceinte, et deux hommes, dont un âgé de 28 ans.

Leur âge varie de 28 ans à 99 ans, une des femmes décédées

avait 99 ans, selon la même source. «Les personnes atteintes de maladies chroniques, dont le diabète, l'hypertension, la cardiopathie ou les asthmatiques sont les catégories les plus vulnérables à cette grippe saisonnière aiguë», souligne, par ailleurs, le Dr. Ourari. Pour autant, un traitement «normal et sous les conseils d'un médecin» est de nature à prémunir ceux atteints de grippe saisonnière, de toute conséquence fâcheuse, assure la même source.

Le trafic maritime reprend au port d'Alger

Fin de la grève des capitaines de remorqueurs

Le trafic maritime, au port d'Alger a «repris normalement», mercredi, après la grève déclenchée lundi, par des capitaines de remorqueurs qui avaient demandé la destitution de l'un de leurs délégués syndicaux, a-t-on appris de source proche de l'entreprise portuaire d'Alger (EPAL). «Je vous confirme que le travail a repris, normalement, au port d'Alger, et que tous les grévistes, c'est-à-dire les capitaines de remorqueurs, ont repris leurs postes de travail», a indiqué, à l'APS, Abderahmane Timizar, responsable de la Communication, à l'EPAL. Une quinzaine de capitaines de remorqueurs, sur les 150 que compte l'entreprise, avaient débrayé pour la destitution de l'un de leurs 2 délégués syndicaux. Dans la journée de mardi, le

délégué syndical concerné avait déposé sa démission, et l'a affirmée, avait précisé, de son côté, le SG de la section syndicale de l'EPAL, Bourouba Derradji. Mais, dans la même journée, le tribunal de Sidi M'hamed avait condamné les grévistes à reprendre le travail. L'EPAL avait engagé deux actions en justice pour amener les grévistes à reprendre le travail, rappelle-t-on, dont une plainte pour «grève illégale». Par ailleurs, «à la demande des grévistes, la direction de l'EPAL a retiré sa plainte» engagée devant le tribunal pénal pour «grève illégale ayant donné lieu à la prise d'otages de bateaux, en entrée et sortie», a ajouté M. Timizar, soulignant que «l'administration (de l'EPAL) est soucieuse de la bonne

marche de l'entreprise et de la quiétude de ses travailleurs». Par contre, « nous avons demandé aux capitaines de remorqueurs d'accélérer les entrées et sorties de navire pour rattraper le retard », dans les débarquements et embarquements de marchandises. Le SG de la section syndicale de l'EPAL a confirmé, par ailleurs, la reprise de travail des capitaines de remorqueurs grévistes, et a assuré, dans une déclaration à l'APS, que « tout sera fait pour accélérer la cadence des entrées et sorties de navires, et rattraper le temps perdu ». Selon lui, au moins 25 navires seront pris en charge, mercredi, en entrée et sortie du port d'Alger. En 2014, plus de 550 navires avaient accosté au port d'Alger, dont des pétroliers et des Ro-Ro.



GOOD Guessra

**200^{DA} = 100^{MIN} VERS DJEZZY
OU 40 MIN VERS LES AUTRES RÉSEAUX
VALABLE POUR 24H**

***720#**

DJEZZY
جازي

200 DA= 100 MIN vers Djezzy ou 40 Min vers les autres réseaux nationaux. Option valable 24H
Tarification préférentielle à 2,89 DA/30 sec vers les autres réseaux nationaux (après les 40 min)

Gaz de schiste

Sellal prochainement à Ouargla et In Salah

Le Premier ministre se déplacera prochainement à Ouargla et à In Salah pour tenter de désamorcer la contestation socioéconomique des populations, notamment celles en rapport avec l'exploitation du gaz de schiste que les habitants d'In Salah mettent en avant.

Ghania Oukazi

Après près d'un mois de contestation des habitants d'In Salah contre l'exploitation du gaz de schiste, Abdelmalek Sellal a enfin décidé de s'y rendre pour entendre de vive voix les contestataires et les rassurer que « rien ne se fera sans leur consentement ». C'est ce que nous avons appris, hier en fin de matinée, auprès de son cabinet au Palais du gouvernement. On nous précise que le 1^{er} ministre se déplacera le même jour dans deux régions, la wilaya de Ouargla et la wilaya de Tamanrasset avec un point de chute essentiel, celui d'In Salah. Il faut rappeler que Ouargla est aussi, depuis plusieurs mois, le théâtre de mouvements de contestations dénonçant pratiquement les mêmes problèmes socioéconomiques que celles d'une grande partie des régions du sud du pays et même du pays tout entier. A la différence que les habitants d'In Salah, eux, tiennent à mettre leur rejet de l'exploitation du gaz de schiste en tête de leurs revendications même s'ils reconnaissent vivre dans des conditions précaires puisque manquant de commodités les plus élémentaires pour une vie décente. S'ils tiennent à lui accorder la priorité, c'est parce qu'ils considèrent que l'exploitation du gaz de schiste va les enfoncer davantage dans les situations socioéconomiques désagréables dans lesquelles ils se débattent depuis longtemps. Abdelmalek Sellal leur demandera certainement d'être attentifs aux explications des experts, à leurs argumentaires et surtout à leurs assurances. Il sera tenu de faire engager des débats aussi larges que possibles pour convaincre de « la bonne volonté » de l'Etat et de son gouvernement de n'initier que des projets « économiquement rentables, socialement équitables et écologiquement viables ». Débats qui doivent, en évidence, être ouverts

Sofiane Djilali tacle Louiza Hanoune

Zahir Mehdaoui

Le président du parti Jil Jadid, Sofiane Djilali, s'en est pris hier à la secrétaire générale du PT Louiza Hanoune, en l'accusant de renier ses principes et d'être désormais une vraie « capitaliste » alors qu'elle avait toujours soutenu le contraire. « Le trotskisme est de défendre les démunis et le peuple et non pas le pouvoir » a déclaré Sofiane Djilali à l'occasion d'une conférence de presse organisée au siège du parti à Zeralda et consacrée principalement au mouvement de contestation qui se déroule au niveau de In Salah contre l'exploitation du gaz de schiste dans le sud. Le président de Jil Jadid affirme que le mouvement de colère est spontané et n'a jamais été fomenté comme l'affirment les responsables du gouvernement et leurs supplétifs à tous les niveaux. Le président de Jil Jadid affirme que le mouvement de colère est spontané et n'a jamais été fomenté comme l'affirment les responsables du gouvernement et leurs supplétifs à tous les niveaux. Sofiane Djilali est convaincu que ce sont au contraire les autorités Algériennes qui ont abdiqué devant les puissances étrangères en envisageant d'exploiter cette énergie qu'il qualifie d'extrêmement dangereuse pour l'environnement et la santé des populations autochto-

notamment à toutes les couches des populations d'In Salah et à toutes celles des régions du Sud. Il y va de la crédibilité de la démarche et de la transparence qui doit lui être assurée. Non sans que les membres du gouvernement tentent de donner à leurs déclarations plus de cohérences et moins de contradictions que celles qui les ont émaillés tout au long de cette période de perturbation. Le 1^{er} ministre devra trouver « la juste mesure » pour pouvoir allier la paix sociale et les choix économiques d'un pays qui n'a de gisements financiers que les hydrocarbures conventionnels. Il est question notamment de démontrer en premier que le gaz de schiste ne polluera pas une nappe d'eau que lui-même en tant que ministre des Ressources en eau a su mettre à la disposition des citoyens de la wilaya de Tamanrasset en suivant pas à pas la réalisation de l'immense projet de transfert de cette ressource d'In Salah vers la ville de Tam et de ses environs. Il est clair que si l'Etat a décidé de tester l'exploitation du gaz de schiste, c'est certainement pas pour « casser » un projet dont la réalisation s'est étalée sur de longues distances, qui a coûté des sommes faramineuses et de surcroît permet aujourd'hui au gouvernement de se targuer d'avoir défini la nature pour la mettre à la disposition des populations qui manquaient affreusement d'eau depuis la nuit des temps. Sinon, ce serait absurde.

Le déplacement du 1^{er} ministre « prochainement » à Ouargla et à In Salah devrait être bien accueilli selon des observateurs qui tablent, d'ores et déjà, sur la facilité du contact qu'il a toujours eu avec ces populations. « Cette familiarité » qu'il entretient avec de nombreux citoyens au Sud, Sellal l'avait construite après les avoir côtoyés et même fréquentés pendant les années où il occupait des postes au niveau des instances de leurs collectivités locales.

« Vous pensez que les multinationales vont respecter l'environnement s'ils exploitent le gaz de schiste dans le sud. Elles vont faire les mêmes dégâts que celui du golf Delta au Niger » soutient le responsable de Jil Jadid qui s'interroge par ailleurs sur cet « empiètement » du gouvernement à vouloir à tout prix faire des forages alors qu'en réalité, le coût d'exploitation de cette énergie non conventionnelle est extrêmement élevé et n'est pas bénéfique pour le pays. Le conférencier qui répondait à ses détracteurs qui l'accusent de se rendre à In Salah pour attiser la haine, les appellent à aller au-devant des manifestants pour expliquer le bien fondé de leur démarche et à arrêter d'organiser des réunions dans l'aéroport de In Salah, loin des contestataires. Sofiane Djilali qui s'interroge également sur les raisons de l'envoi du DGSN, Abdelghani Hamel en qualité d'émissaire dans la région, dénonce une gestion hasardeuse du dossier du gaz de schiste par des responsables qui ont oublié l'existence de la région du sud durant un demi-siècle. « Si vous êtes légitimes alors vous n'avez aucune peur à aller discuter avec les manifestants » lance le conférencier qui exhorte solennellement le président Bouteflika à partir et à laisser la jeunesse décider elle-même de son sort.

Confusion sur le dossier du gaz de schiste

Yazid Alilat

Le gouvernement s'apprête-t-il à reculer sur le gaz de schiste, moins d'un mois après des déclarations fracassantes du ministre de l'Energie sur une avance du calendrier pour l'exploitation de ces gaz, plus tôt que prévu ? Les manifestations « non stop » organisées dans les villes de l'extrême sud du pays, et plus particulièrement à In Salah, depuis cette déclaration (c'était le 27 décembre 2014), ont obligé le gouvernement à dépêcher sur place des émissaires, dont Youcef Yousfi, un des partisans de l'exploitation de gaz de schiste, ou shale gas, des experts et, surtout, le patron de la Police nationale, annoncé comme émissaire du président de la République.

La « protesta » contre le gaz de schiste, menée en réalité par les populations du sud du pays, à Tam, In Salah, Adrar, notamment, n'a pas été, pour autant, soutenue ni fortement appuyée par la société civile du nord du pays, notamment les ONG et les associations versées dans la défense de l'environnement. C'est, donc, seules que les populations de In Salah luttent pour que leurs voix, leurs inquiétudes soient entendues, sinon prises en considération. Le général major Abdelghani Hamel s'est rendu sur place et a discuté avec les anti-gaz de schiste de In Salah. On peut être sûr qu'il a au moins rapporté fidèlement ses discussions au président de la République.

D'autant que des rumeurs bruissent, depuis quelques jours, sur une possible intervention du Président Bouteflika pour geler toute décision concernant l'exploitation, et l'entrée en production de ce type d'énergie non conventionnelle. Au moins, pour quelques années. Et ce, autant pour calmer la fronde qui gronde au Grand Sud, que de donner une chance à ne pas aller, pour le moment, au gaz de schiste.

La « reculade » du gouvernement sur le gaz de schiste est, en fait, perceptible, puisque mardi, à Mascara, le ministre de l'Energie Youcef Yousfi a déclaré que le gouvernement est, actuellement en phase d'évaluation et d'étude technico-économique du projet d'exploitation du gaz de schiste. Mieux, rassurant, il a précisé que le gouvernement « n'a pris, à ce jour, aucune décision définitive concernant l'exploitation du gaz de schiste et effectue, actuellement, une évaluation technico-économique de ce projet ».

Or, le 27 décembre dernier, au bassin d'Ahnet, à In Salah, où a été

foré le premier puits de gaz de schiste, le ministre de l'Energie avait dit, sur un ton triomphaliste: « nous assistons au succès de la première opération réelle de l'exploration de gaz de schiste, dans le bassin d'Ahnet où nous avons réussi à produire du gaz extrêmement compact situé dans des roches imperméables ». Ce puits « nous laisse envisager la possibilité d'aller de l'avant dans l'exploitation éventuelle de ces ressources gazières non conventionnelles », a-t-il dit, avant de préciser sa pensée: « ces ressources étant, certainement, très importantes et utiles pour le pays, nous ne pouvons pas les laisser inexploitées ».

Le forage, à In Salah, du puits d'Ahnet, le AHT1 H2, premier puits-pilote de gaz de schiste, en Algérie, a été entamé, en août 2008, sur une profondeur de 1.800 m en vertical et de 2.000 m en horizontal. Dans le même bassin d'Ahnet, le groupe Sonatrach a déjà entamé le forage d'un deuxième puits-pilote, AHT1 H1, sur les cinq puits d'exploration prévus, à cet effet. Techniquement, l'Algérie est positionnée à la troisième place mondiale pour ses réserves de gaz de schiste récupérables, et dispose selon le rapport mondial du département américain de l'Energie d'un potentiel récupérable de 6.440 milliards de m³ de gaz. Maintenant que le gouvernement s'est dévoilé, que le mouvement anti-gaz de schiste prend de l'ampleur, au sud du pays où une formidable mobilisation tient la dragée haute à toutes les tentatives pour faire passer « la pilule », y compris des déclarations de certains partis, il est évident que toutes les parties doivent faire une pause. Au moins pour que l'opinion publique ne soit pas trompée par des campagnes médiatiques qui soutiendraient, tel ou tel camp. Aux Etats-Unis, où l'exploitation des shale oil et shale gas (pétrole de schiste et gaz de schiste) est menée, tambour battant, par les grands lobbies, notamment le clan texan, en dépit d'une forte opposition d'ONG anti-gaz de schiste, des études ont montré que des zones où est exploité ce type d'hydrocarbures fossiles, sont devenues des zones sismiques. En Europe, aucun pays de l'UE ne s'est aventuré à l'exploration, encore moins l'exploitation du gaz de schiste, notamment en France, et en dépit des campagnes, même avec des pots-de-vin, de certains groupes pétroliers.

POT DE TERRE CONTRE POT DE FER

En Afrique du Sud, une autorisa-

tion a été donnée pour des exploitations de gaz de schiste, avec des études d'impact sur l'environnement et la nappe phréatique. En Algérie, malheureusement, rien de tout cela n'a été fait. C'est une des raisons de la colère des gens de In Salah, qui n'ont demandé, lors de leur rencontre avec M. Yousfi, qu'un moratoire sur le gaz de schiste. Ni plus, ni moins, avertissant qu'ils ne veulent que la mise en place d'une enquête approfondie et un moratoire ; sur les effets de l'hydro-fracturation, sur la nappe phréatique et l'Environnement dans leur région, In Salah, une zone pleine de potentiel gazier. En réalité, le gouvernement de M. Abdelmalek Sellal, a fait passer et entériner par le Parlement, son plan d'action quinquennal qui a confirmé l'option du développement des ressources énergétiques non conventionnelles, principalement les gaz de schiste. Ce choix devait, fatalement, consacrer le recours à fracturation hydraulique, une technique controversée, dénoncée par les ONG et les écologistes pour sa propension à polluer les nappes d'eau, outre son immense désavantage de consommer beaucoup d'eau dans des régions désertiques.

Dans le secteur énergétique, le gouvernement avait, en fait, affirmé sa volonté, d'« intensifier l'effort d'exploration » et « accroître les réserves d'hydrocarbures, par nos moyens propres et en partenariat », selon le plan d'action du gouvernement, qui, sous-couvert d'« assurer la sécurité énergétique à long terme et maintenir un niveau de développement compatible avec les besoins nationaux, en matière de développement économique et social », donne le feu vert à l'exploration des hydrocarbures, qui se fera, aussi bien, pour les « ressources conventionnelles » que celles « non conventionnelles, dont le potentiel est prometteur ». Le coût d'un forage pour l'exploitation de gaz de schiste est compris entre 10 et 15 millions de dollars. Selon des experts du groupe Sonatrach, ces prix sont considérés « élevés », à l'heure actuelle, en comparaison avec certains pays, dont les Etats-Unis. Une chose est sûre: le mouvement anti-gaz de schiste a resserré les rangs dans le grand sud du pays, du Touat au Gourara, du Hoggar au Tassili. Toutes ethnies confondues, qui, de leurs oasis, ne comprennent pas que la chute du cours du baril puisse hypothéquer leur environnement, leur habitat, leur mode de vie.

Infractions de change et fraudes douanières 73 milliards de DA de pénalités pour les importateurs

Les services des douanes ont infligé, en 2014, plus de 73 milliards de DA de pénalités à des importateurs pour un grand nombre d'infractions de change et autres fraudes douanières, a confié hier à l'APS un haut responsable des douanes. En 2014, « la fraude dans le commerce extérieur a pris un tournant assez inquiétant », avise le directeur du contrôle a posteriori auprès de la direction générale des douanes, M. Benammar Regue. Selon lui, le taux d'évolution des pénalités en matière d'infractions de change et d'infractions douanières a été de 104%, en passant de 36 mds de DA en 2013 à 73,4 mds de DA en 2014. Quant au nombre des infractions constatées en 2014, elles se sont élevées à 1.111 dont 134 représentent des infractions de change, tandis que le reste comprend des infractions douanières diverses, précise le responsable de la direction du contrôle a posteriori qui

avait été créée en 2010 dans le cadre de la restructuration des services de lutte contre la fraude. A ce propos, M. Regue fait état d'une hausse fulgurante des infractions de change commises par des importateurs fraudeurs en 2014. Les pénalités infligées pour cette catégorie d'infractions ont avoisiné les 52 mds de DA en 2014 contre 21,8 mds de DA en 2013, soit une hausse de 147%. Elles ont, d'ailleurs, représenté 71% du montant global des pénalités douanières enregistrées en 2014. Expliquant la nature des infractions de change constatées par ses services, le même responsable indique qu'il s'agit, notamment, de la majoration de la valeur des marchandises importées à travers la surfacturation, qui a pris, prévient-il, des « proportions alarmantes » depuis ces dernières années. Pour ce qui concerne les infractions douanières (hors infractions de

change), les pénalités se sont élevées à 21,4 mds de DA en 2014 contre 14,1 mds de DA en 2013, selon les chiffres fournis par ce haut cadre douanier. Ces infractions douanières portent sur la fraude commerciale constatée lors des fausses déclarations d'espèce, de valeur et d'origine, les détournements des avantages fiscaux ainsi que le dédouanement à l'aide de faux documents. M. Regue fait état, dans ce sens, de l'ouverture de 1.586 enquêtes par ses services en 2014 dans le cadre du contrôle des opérations du commerce extérieur qui ont donné lieu à l'établissement de 1.082 dossiers de contentieux transmis à la justice. Au niveau national, le plus gros des infractions a été enregistré dans la wilaya d'Alger où les pénalités infligées ont atteint 29,6 mds de DA, suivie de Tlemcen avec 15,9 mds de DA, d'Oran avec 8,8 mds de DA et de Ouargla avec 6 mds de DA.

Le ministre des Affaires religieuses Alger et Paris préparent un colloque international sur l'Islam

El-Houari Dilmi

« En vertu d'une lettre d'intention, signée entre l'Algérie et la France, nous organiserons prochainement, à la Grande Mosquée de Paris, un colloque international sur le vrai islam, dans un contexte marqué par une flambée inquiétante de l'islamophobie », a indiqué hier sur les ondes de la Chaîne I, le ministre des Affaires religieuses, M. Med Aïssa.

Le gouvernement algérien a « l'obligation de protéger ses ressortissants à l'étranger, ce que nous comptons faire en organisant ce congrès malgré l'onde de choc provoquée par les attentats de Paris du 7 janvier dernier », a insisté le ministre en ajoutant que la France a donné son feu vert pour le déplacement en France d'une importante délégation algérienne d'imams, de penseurs et de docteurs de la foi « qui va sillonner toute la France pour expliquer le vrai islam, dont le message fondateur est basé sur la dialogue, la tolérance et le rejet de toute forme de violence ». « L'heure est grave », a alerté Med Aïssa, expliquant que les « actes islamophobes ont explosé durant ces dernières semaines en France, qui compte près de 7 millions de musulmans dont quatre millions d'Algériens. Ce qui veut dire que les musulmans font l'objet d'agressions de toutes formes bien avant les attentats du 7 janvier dernier ». « Cela me donne la nette impression que l'Islam fait peur en Europe en s'imposant comme la deuxième religion, dans cette partie du monde où le repli sur soi et l'individualisme exacerbé sont devenus un phénomène de mode », a encore expliqué le ministre des Affaires religieuses. Se disant « très inquiet » de la montée des actes islamophobes en France depuis l'attentat contre le périodique satirique Charlie Hebdo, Med Aïssa a estimé que le tirage de cet hebdomadaire à 7 millions d'exemplaires, soit le nombre de musulmans en France, était « une autre provocation », avant de faire état des

rapports en provenance de la Grande Mosquée de Paris qui « montrent clairement la poussée des agressions contre les lieux de culte musulmans en France, le harcèlement, et même les menaces de mort dont sont victimes les membres de la communauté musulmane dans ce pays ». « Parce que le terrorisme n'a ni religion ni nationalité, l'islam et son prophète (QSSL), de même que les musulmans sont innocents de cette haine exacerbée à l'égard de la religion de Mohammed (QSSL) », a déclaré le ministre des Affaires religieuses rappelant que les « auteurs présumés des attentats de la capitale française n'ont rien à voir avec l'Algérie qu'ils n'ont jamais visitée, ni fréquenté des mosquées où officient des imams algériens en France. Il s'agit d'un problème franco-français qui ne concerne en rien nos ressortissants établis en France ». Appelant les médias, l'élite intellectuelle et la société civile en Algérie à « contrer l'islam radical », l'invité de la Chaîne I a estimé que « le défi de l'heure était de réhabiliter l'image de l'islam qui ne peut en aucun cas être synonyme de jusqu'au-boutisme et de violence ». L'autre annonce importante faite par Med Aïssa a été le projet de loi pour la création d'une académie scientifique et religieuse où siègeront des religieux et scientifiques à l'exemple des médecins, astronomes et sociologues, sera soumis au gouvernement avant juin prochain, « avant la désignation du Mufti de la république ». Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs a également annoncé qu'un nouveau responsable sera bientôt nommé à la tête de l'Office national du Hadj et la Omra en remplacement de Cheikh Berbara, démis de ses fonctions. Expliquant que 28.800 Algériens effectueront le grand pèlerinage cette année, le ministre annonce que « de nouvelles mesures ont été prises en prévision pour préparer cet événement, surtout en matière de prise en charge des pèlerins qui se plaignent d'un certain nombre d'insuffisances que nous comptons combler au plus tôt ».

L'ANP réitère

Attachement aux missions constitutionnelles et poursuite de la lutte contre le terrorisme

L'Armée nationale populaire (ANP) a réaffirmé son attachement à l'accomplissement de ses missions constitutionnelles « avec abnégation et loyauté », ainsi que la poursuite de son combat contre le terrorisme « avec rigueur et détermination jusqu'à son éradication ». « L'Armée nationale populaire restera attachée à l'accomplissement de ses missions constitutionnelles avec abnégation et loyauté (...). Ses éléments fourniront davantage d'efforts, redoubleront de vigilance et continueront le combat contre le terrorisme, le crime organisé ainsi que la défense des frontières nationales avec rigueur et détermination jusqu'à l'éradication totale de ce fléau étranger à notre société », souligne la revue « El Djeich » dans son édition de janvier.

Elle a rappelé que lors de ses visites dans les différentes régions militaires, le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de

l'ANP, Ahmed Gaid Salah « n'a eu de cesse de mettre l'accent sur la nécessité d'améliorer et de développer les programmes d'instruction et de préparer les forces de manière à ce qu'elles soient en mesure d'exécuter pleinement leurs missions et dans les meilleures conditions ».

L'ANP, ajoute El Djeich, « a déployé des efforts conséquents sur le plan de lutte contre le terrorisme, couronnés par l'élimination de nombreux criminels dangereux et la mise en échec des activités de nombreuses filières de contrebande et de réseaux du crime organisé qui s'adonnaient au pillage de l'économie nationale et représentaient une menace pour la sécurité du pays ». En cela, les éléments de l'ANP « ont fait montre, en de nombreuses circonstances, de leur disponibilité permanente à défendre la patrie et à préserver sa souveraineté, ainsi que sa stabilité », relève la revue El-Djeich dans son éditorial.

Moncef Wafi

L'Europe, la France en tête, est en train de passer à la vitesse supérieure en termes de mesures concrètes pour lutter contre le terrorisme. Selon le Premier ministre français, Manuel Valls, une série de mesures seront prises qui coûteront à l'Etat 425 millions d'euros étalés sur trois ans. La priorité est donnée à l'aspect sécuritaire avec la surveillance de « près de 3000 personnes » en France en raison de leurs liens supposés avec les mouvances djihadistes, mais aussi le quadrillage de « la sphère cyber-djihadiste francophone », avec la création, sur la même période, de 2680 emplois supplémentaires dédiés à la lutte anti-terroriste. Matignon devra donc annoncer un renforcement, en hommes et en moyens, de la police, de l'armée, des services antiterroristes et du renseignement, accusé de « failles » après l'attaque du 7 janvier dans la surveillance des djihadistes. Un grief retenu contre les services de renseignement après chaque attentat terroriste comme ce fut le cas dans le dossier Merah. Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, avait évoqué, dès ce lundi, cet aspect en annonçant « des moyens supplémentaires, en effectifs et en budget » sur demande précisément du chef de l'Etat, François Hollande, qui avait demandé à son gouvernement des propositions pour muscler les services de sécurité. Sa première mesure a été de mettre un frein à la réduction des effectifs de l'armée, censée perdre plus de 22.000 postes d'ici fin 2017. Dans cette logique du tout sécuritaire, Manuel Valls, a annoncé la création d'un fichier spécifique pour les personnes condamnées pour terrorisme ou membres « d'un groupe de combat terroriste », et l'isolement carcéral d'ici fin 2015 des détenus islamistes radicaux, une démarche voulue et demandée par le Crif. En parallèle, 60 aumôniers supplémentaires seront recrutés pour les prisons, s'ajoutant aux 182 existants pour prévenir toute radicalisation de derrière les barreaux. Le gouvernement pourrait même se rallier à une proposition de l'opposition de droi-

L'Europe face au terrorisme Des mesures concrètes annoncées

te, soutenue par la majorité socialiste à l'Assemblée nationale, d'une « peine d'indignité nationale » privant de leurs droits civiques, civils et politiques, les condamnés pour des faits de terrorisme. Sécuritaire, mais pas que, le gouvernement français compte également prendre des mesures en amont en annonçant principalement des projets en direction du secteur de l'Education. Le but étant de renforcer dans la société française le respect de la laïcité et mieux former les jeunes à la diversité et à l'esprit civique, chanter la Marseillaise le matin devant être obligatoire. Au milieu de ces mesures, Matignon s'est attiré les foudres de la droite et de l'extrême droite lorsque Valls a dénoncé un « apartheid territorial, social, ethnique » rongant la France, dans une évocation des émeutes qui avaient secoué les banlieues à forte population étrangère du pays en 2005. L'Europe, elle aussi, n'est pas en reste de ces décisions puisque plusieurs pays de l'UE ont annoncé des mesures dans leur lutte contre le terrorisme.

A CHACUN SES METHODES

La Belgique, qui compterait 170 ressortissants en Syrie et en Irak, a notamment adopté une mesure concernant les écoutes téléphoniques rendant le cadre légal plus flexible pour qu'une surveillance puisse être mise en place plus rapidement. Une autre série de mesures considérée comprendrait le gel des avoirs des combattants étrangers et la possibilité de déchoir les terroristes de leur nationalité belge. Le gouvernement allemand compte confisquer les cartes d'identité des extrémistes potentiellement violents.

Si la période de confiscation devait initialement durer 18 mois, elle sera à présent étendue à 3 ans. Les citoyens touchés par cette mesure recevraient une carte d'identité de remplacement qui ne leur permettrait pas de quitter le territoire. La Justice allemande souhaite aussi rendre punissable la préparation d'un voyage vers un camp terroriste et criminaliser le financement du terrorisme. En Angleterre, le renforcement du

dispositif anti-terroriste reste tributaire, selon le Premier ministre David Cameron, des élections de mai. Si le Parti conservateur remporterait le scrutin, les services de renseignement disposeront de plus de pouvoirs en ce qui concerne la surveillance d'Internet et des données téléphoniques.

En Italie, le ministre de l'Intérieur a annoncé que la surveillance des activités suspectes et la protection de cibles vulnérables (comme les bâtiments institutionnels et les lieux de culte, mais aussi les rédactions des journaux et des chaînes de TV) allaient être renforcées. Une attention toute particulière sera accordée au Vatican et au Pape. En ce qui concerne les combattants étrangers, le gouvernement italien a préparé une réglementation pour l'application de « mesures de prévention personnelles » que la police utilisera contre les personnes suspectées de faire partie d'un réseau de crime organisé. Cette réglementation aidera également la police italienne à renforcer la surveillance d'Internet. L'Espagne, quant à elle, a proposé la possibilité d'un changement des accords de Schengen afin de rétablir certaines vérifications aux frontières « pour les personnes constituant un risque évident ou étant réellement soupçonnées de terrorisme ».

En Slovaquie, le ministre de l'Intérieur, tout en saluant le travail des services de renseignement de son pays, a rappelé qu'il n'y avait aucune menace immédiate en termes de sécurité et pas de signe d'un risque accru d'attaques terroristes sur les terres slovaques.

La Bulgarie a déclaré pour sa part que la législation anti-terroriste du pays serait révisée, elle qui a exprimé son inquiétude de voir des terroristes entrer en tant que demandeurs d'asile. Quant à la Turquie, montrée du doigt par le reste de l'Europe, Ankara a prévenu qu'elle ne tolérerait pas le passage de combattants étrangers sur son territoire et regrette que les pays européens soient réticents à partager les renseignements avec les autorités turques, malgré les menaces.

R. N.

12 contrebandiers arrêtés à Tamanrasset

Des détachements des forces de l'Armée nationale populaire, relevant des secteurs opérationnels de Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezam /6^{ème} Région militaire, au cours de plusieurs opérations, menées les 19 et 20 janvier 2015, ont arrêté 12 contrebandiers dont 05 Algériens, 05 Soudanais et

02 Nigériens et saisi 02 véhicules tout-terrain, 02 camions, 12 détecteurs de métaux, 28,28 tonnes de denrées alimentaires, 6.000 litres de carburant et une somme d'argent s'élevant à 30.000 CFA, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par ailleurs et à la 3^{ème} Région mi-

litaire, un détachement, relevant du secteur opérationnel de Tindouf, lors d'une embuscade dressée près de la localité de Hassi Khébi, a appréhendé, hier, 20 janvier 2015, un narco-trafiquant et saisi 72 kg de drogue, 1 véhicule tout-terrain et 2 téléphones, selon la même source.

Sebdou

Deux pièces archéologiques saisies

Il aura fallu un sacré flair à la brigade de recherches relevant du groupement territorial de la gendarmerie nationale de la wilaya de Tlemcen, en coordination avec la compagnie de la gendarmerie de Sebdou pour faire tomber un trafic d'objets de valeur au sud de la wilaya. Selon la gendarmerie, un masque et une carafe, très anciens, ont été récupérés lors d'une perquisition à Magoura, dans la commune de Bouihi (daïra de Sidi Djilali), à bord d'un véhicule de marque Citroën. Trois personnes originaires de Sebdou ont été arrêtées. Selon nos sources, la valeur commerciale de ces objets précieux sont respectivement

de l'ordre de 1 2.000 000.00 DA et 8 000 000.00 DA. Une enquête est en cours afin de définir la provenance de ces biens ainsi que le rôle et les responsabilités des personnes impliquées. Nos sources ajoutent, que ces objets probablement ramenés de Libye ou d'Égypte allaient être exportés illégalement au Maroc sans doute grâce à des complicités aux frontières. Le produit de ce trafic devrait ensuite être réinvesti, notamment dans l'achat de véhicules de luxe et de biens mobiliers, ainsi que dans des investissements financiers en Algérie. Nos sources ajoutent, que ces objets probablement ramenés de Libye ou d'Égypte al-

laient être exportés illégalement au Maroc sans doute grâce à des complicités aux frontières.

La première concerne le pillage du site historique de la ville antique de Honaine. La seconde a trait aux fouilles entamées illégalement sur les monuments de Bab El Karmadine à Tlemcen. Tandis que durant l'année écoulée, trois affaires de ce genre ont été résolues par le groupement de la gendarmerie nationale de Tlemcen. Il s'agit des pillages des sites historiques protégés de Mansourah (deux affaires) et d'un ancien site de la commune de Sidi Medjahed, dans la daïra de Béni Boussaid.

Khaled Boumediene

Le nœud gordien algérien
(Sixième partie)

Un mal profond, complexe et grave

Par Mustapha Benchenane*

&

Brahim Senouci**

Nous abordons la deuxième partie de notre réflexion qui va porter sur les causes. Nous considérons que l'identité est au cœur du questionnement. Le texte ci-dessous constitue le premier volet traitant de l'identité. Ce mal touche d'abord à l'identité qu'il est urgent de clarifier, sinon d e reconstruire. Une identité à reconstruire : Sous la colonisation, l'identité algérienne était vécue de façon simple. Elle était en effet en partie induite par le contexte politique marqué par la colonisation et la domination. Il y avait d'abord un fort sentiment d'appartenance à un pays, l'Algérie. Il y avait en même temps un sentiment d'intensité comparable d'appartenance à la religion musulmane. La pratique de la langue arabe par les uns, du berbère par les autres, s'ajoutait aux deux facteurs précédents. Ainsi, au plan de l'identité, la contradiction principale se situait entre, d'un côté les Algériens dans leur ensemble – hormis une infime minorité proche de l'administration coloniale – et de l'autre les pieds-noirs, population dont la présence a été imposée par la force. Les juifs constituaient une troisième composante de la population. Leur présence est largement antérieure à la colonisation. Une partie d'entre eux sont issus de la vague d'immigration venue d'Espagne à la fin du XV^{ème} siècle, chassée par Ferdinand et Isabelle la catholique après la chute de Grenade, dernier bastion de la présence arabe en Andalousie. D'autres, les plus nombreux, sont présents au Maghreb avant même l'avènement de l'Islam. Ce sont sans doute des berbères juifs. C'est au Sud que leur présence était la plus importante, comme en témoignent le nombre et la taille des Ksours qui en contiennent les vestiges. La majorité de ces juifs se sont convertis à l'Islam, à l'instar de Mimoun, fondateur de la ville de Timimoun. Après la conquête coloniale, les juifs de France poussent les autorités françaises à naturaliser les juifs d'Algérie. Pour la plupart, ils n'avaient guère de considération pour eux et les traitaient avec un mépris teinté de condescendance. Ils pensaient que leur naturalisation leur ouvrirait les portes de la civilisation, de l'émancipation politique et de l'accès au bien-être économique. Napoléon III rêvait, lui, du royaume arabe qu'il aspirait à former et à diriger. Il souhaitait ainsi étendre le bénéfice de la naturalisation aux indigènes musulmans. De fait, il promulgua à son retour à Paris en 1865 un sénatus consulte qui autorisait les indigènes juifs et musulmans à demander à titre individuel la citoyenneté pleine et entière. L'opération fut un échec. Il est notable que le refus des juifs et celui des musulmans furent d'une ampleur comparable. La cause principale fut l'injonction faite aux deux communautés d'abandonner leur statut personnel, un abandon perçu comme une véritable apostasie.

Furieux, les juifs de France décidèrent d'abandonner la démarche volontaire pour une option plus autoritaire, limitée aux seuls juifs. Ce fut le décret Crémieux, promulgué le 24 octobre 1870, portant naturalisation collective de l'ensemble des juifs d'Algérie, à l'exception notable de ceux des confins sahariens qui n'avaient pas encore été investis par l'armée coloniale, et qui ne deviendront citoyens Français qu'à la faveur d'une loi votée en 1961. A la veille de la parution du décret, Crémieux expliquait la démarche fort peu respectueuse des libertés que constituait son décret en déclarant : « Ne leur dites pas : devenez français si vous le voulez, ils n'abdiqueront pas la loi de Dieu. »

En ce qui concerne la population musulmane, le Gouvernement conserve le droit

d'option, qui restera parfaitement théorique. L'ordonnance de 1944 attribuera la citoyenneté de plein exercice à quelques dizaines de milliers de citoyens jugés « méritants », selon des critères que récapitule l'article 4 de cette ordonnance : anciens officiers, titulaires de diplômes supérieurs ou égaux au brevet d'études élémentaires supérieures, fonctionnaires ou agents de l'Etat, bachaghas, caïds ou aghas, titulaires de la Légion d'honneur, compagnons de la Libération... L'écrasante majorité de la population conservera son statut personnel, soit la possibilité de garder des éléments de droit issus de la religion musulmane et des coutumes berbères. Des droits politiques limités lui seront accordés. Ce même article 4 promet en outre la citoyenneté française à l'ensemble des musulmans d'Algérie mais remet l'exécution de cette promesse aux bons soins de l'Assemblée Nationale Constituante à venir. En attendant, il institue un second collège, exclusivement musulman. Cette disjonction entre populations musulmane et juive aboutit, tout au long de la période coloniale, à une considérable amélioration du sort de cette dernière pendant que la seconde sombre dans la misère et le déclassement. Ils investissent l'espace le temps d'une révolte qui se solde invariablement par une répression sanglante. Entre deux bouffées de colères, ils vivent, cachés, maintenus à l'écart d'un monde qui danse le samedi sur les places de leurs villes, un monde qui ne les perçoit que comme des fantômes familiers et qui n'a connaissance de leur existence que par les coupures de presse annonçant la « mise hors d'état de nuire » d'un groupe de fellaghas. Ils apprennent à se faire petits, à développer la ruse pour continuer de vivre, à ne jamais manifester bruyamment leur haine de ce qu'ils sont devenus, des serviteurs cauteleux, attachés tels des serfs à faire grossir par leur sueur les profits gigantesques de colons ventrus... Maigre revanche sur leurs patrons et sur leurs ex compatriotes juifs : c'est tout naturellement que, nantis des avantages que procurent l'accès à la fonction publique et à l'éducation, ayant fini par prendre en masse fait et cause pour le système colonial, ils se retrouvent ensemble sur les bateaux de l'exode.

Peut-être cette misère si bien « partagée » a-t-elle maintenu les liens entre les Algériens musulmans. Il ne serait venu à l'esprit d'aucun d'eux de se poser des questions sur l'identité algérienne. Des intellectuels l'avaient certes soulevée. Ferhat Abbas avait même nié l'existence d'une Nation Algérienne dans un discours célèbre. Sans doute pensait-il que cette attitude allait favoriser l'accession des Algériens, non seulement à une naturalisation générale, mais aussi à la citoyenneté. Ces deux concepts avaient des significations précises. On pouvait avoir la nationalité française mais pas la citoyenneté. Cette dernière donnait accès aux mêmes droits politiques que l'ensemble des Français. La nationalité était plus restrictive. C'est cette lecture qui a permis, entre autres, le traitement particulier des musulmans d'Algérie et la ségrégation institutionnelle qui les frappait. L'instauration des deux collèges en est une illustration. Ferhat Abbas en tira d'ailleurs les conclusions en se ralliant à l'idée d'indépendance.

La période ottomane a certes été infiniment moins « massacrate » que la présence française. Pour autant, elle n'a pas contribué à l'élévation du niveau de vie et du niveau d'éducation du peuple. En fait, les Turcs administraient les villes et étaient très peu présents dans les campagnes où le mode de vie n'était guère affecté par leur gouvernance. Il y avait de temps en temps des flambées de colère populaires qui s'exerçaient contre leur autorité. C'était au moment du passage des percepteurs venus prélever l'impôt exigé par la Sublime Porte. Une anecdote tragique : on connaît le sort de la tribu des Ouled Riah, enfumée par Pélissier dans la grotte de Ghar Frachih,

où elle avait cru trouver refuge. Ce n'est pas par hasard qu'ils avaient choisi ce lieu. Les Ouled Riah utilisaient de longue cet abri séculaire qui leur servait à échapper aux mehallas des deys qui venaient ramasser les lourdes taxes imposées à la population locale.

Ô paradoxe ! Les Algériens n'ont jamais douté de l'existence de leur identité pendant qu'ils étaient sous occupation. Le doute les a saisis après avoir arraché leur indépendance... Cette question de l'identité est devenue essentielle, vitale. Qu'est-ce qu'être Algérien, aujourd'hui ? Emmanuel Lévinas disait que lorsqu'un peuple s'interroge sur son identité, c'est qu'il l'a déjà perdue. L'Algérie n'en est même pas à s'interroger. Cette absence de questionnement n'est pas du tout un signe de sérénité. Elle est le révélateur d'un profond malaise dans ce domaine. L'absence de débat signifie que la question est si importante, ses implications tellement énormes que l'on refuse de l'engager. C'est le refoulement. Force est donc de constater que l'identité algérienne est si fragmentée qu'elle donne l'impression d'avoir implosé. Elle est de produit de l'histoire tourmentée de notre pays.

Il y a le substrat berbère sur lequel sont venus se greffer plusieurs influences de nature différente, contrairement à ce qu'affirme l'historiographie coloniale et « pied-noir », selon laquelle il n'y a jamais eu de personnalité ni d'identité algérienne et que ce pays n'a jamais été autre chose qu'une terre de conquête et d'occupation. L'Empire romain a dominé le Maghreb comme en attestent les nombreux vestiges dans le Nord du pays, sur la frange côtière mais aussi à l'intérieur des terres. Il n'y pas eu cependant de romanisation des Berbères. Il est vrai qu'une minorité d'autochtones a pu accéder à des fonctions éminentes, jusqu'au trône impérial ! Ces privilégiés ne sont en rien représentatifs de la population locale. En fait, c'était des préfigurateurs de nos « colonel Bendaoud », des gens qui avaient rompu avec leur peuple, avaient troqué le burnous ancestral contre la toge et étaient devenus plus romains que les Romains eux-mêmes !

L'arrivée des Arabes à la fin du 7^{ème} siècle et au début du 8^{ème} va bouleverser l'identité des Maghrébins en modifiant profondément leurs croyances. L'arrivée de l'Islam, la rapidité de sa propagation et de son assimilation par les autochtones, ajoutent un élément essentiel à l'identité maghrébine, l'islamité, mais aussi la dimension arabe, non pas de son caractère ethnique mais de son attribut de langue du Livre. La controverse actuelle sur l'arabité de l'Algérie s'éteindrait d'elle-même si on s'accorde sur ce fait. Bien entendu, on n'a qu'une connaissance très imprécise de la taille de l'armée arabe et de la dimension de la population locale. Il est néanmoins évident que cette dernière était bien supérieure aux quelques dizaines de milliers de soldats arabes. Il est donc hors de question d'imaginer un remplacement ! L'Algérie, ethniquement berbère, est restée très largement berbère. Elle a simplement assimilé cet habit supplémentaire que lui apportait l'Islam. A ce stade de notre présentation, nous voudrions insister sur le caractère mensonger et dangereux de certaines déclarations qui mettent l'arrivée de l'Islam au Maghreb sur le même plan que les invasions romaine, turque et française. L'Islam était porteur d'un message véritablement destiné à l'ensemble de la population. Elle l'a si bien intégré qu'elle a pris le relais et que ses enfants, dont le plus illustre, Tarek Ibn Zyad, se sont chargés de prolonger son expansion vers l'Andalousie. A contrario, Romains, Français et Turcs ne voyaient dans l'Algérie qu'une terre de rapine. Ils y ont porté le fer et le feu pour le plus grand bonheur de leurs souverains respectifs...

Sans doute y a-t-il des sujets de discordance entre berbérophones et arabophones. Nous n'oublions pas le printemps berbère, le

meurtre de Massinissa, les dizaines de civils tués en Kabylie lors des campagnes de protestation qui ont suivi ce meurtre. Y a-t-il pour autant matière à un antagonisme irréductible ? La haine entre Kosovars et Serbes date du 14^{ème} siècle, plus exactement d'une défaite meurtrière de ces derniers devant l'armée ottomane en un lieu qui s'appelle « le Pré aux Merles ». Ce lieu est en plein milieu du Kosovo, province par ailleurs peuplée à une écrasante majorité de musulmans. C'est ce lieu de mémoire que les Serbes ne se résolvent pas à en faire le deuil.

Il n'y a pas, il n'y a jamais eu de Pré aux Merles en Algérie. Bien sûr, il y a eu la résistance berbère aux armées arabes, résistance incarnée par la princesse Kahina (qui veut dire prêtresse ou devineresse), Dyhia Tadmurt (la belle gazelle en tamazight). Cette dernière est devenue une légende de son vivant en remportant bien des batailles. En fait, elle a été vaincue par les divisions des tribus dont la majorité a choisi de se rallier à la bannière de l'Islam. D'ailleurs, Kahina est devenue un symbole algérien. Elle a sa statue à Khenchela et son prénom a été donné à de très nombreuses petites filles à travers l'Algérie. Il n'y a donc pas dans notre mémoire collective de sujets de nature à nous pousser à une guerre fratricide, encore moins à une séparation. Le malentendu vient en fait d'une méconnaissance de l'Histoire qui est source de conflits identitaires. Il faut en finir avec deux tentations extrêmes, celle portée par un courant berbériste heureusement minoritaire qui continue de voir en l'arabe un colon étranger, après 15 siècles de présence, et celle d'un courant arabiste qui voudrait gommer la dimension berbère et revenir à une sorte de « pureté » arabe. Il faut souligner que l'arabisation telle qu'elle a été conduite durant des décennies par des dirigeants a contribué à braquer bien des berbérophones, mais aussi des francophones et qu'on en est venu ainsi, par l'extraordinaire absence de vision dont ont fait preuve nos gouvernements, à faire d'une des deux langues du peuple une langue, non seulement étrangère mais encore hostile. La contradiction arabo-berbère a été mise sous le boisseau durant la guerre de libération. La sagesse des dirigeants de l'époque les avaient conduits de concert à mettre l'idéal de l'indépendance au-dessus de cet antagonisme. Malheureusement, l'antagonisme a survécu. Après plus d'un demi-siècle de gouvernance marquée par l'incompétence et un gâchis monumental, aussi bien moral que financier, économique et social, la régression du sentiment national est devenue patente. On en est revenu à l'ethnie, à la région, au clan. Nous avons réussi à tomber dans l'individualisme sans être passés par la phase en amont qui est celle de l'émergence de l'individu, selon le schéma classique dont l'Occident a été le théâtre après la Renaissance.

Cette régression est une dimension essentielle de la crise de l'identité que nous vivons. Dans l'incapacité de savoir d'où nous venons, nous ne savons pas où nous allons. Nous avons du mal à nous percevoir comme une communauté, soudée par une mémoire et un devenir communs. La séquence coloniale, par sa durée, sa bestialité, sa volonté absolue de ne laisser aux « indigènes » aucun espace d'expression, de relative liberté, y est pour beaucoup. On ne sort pas indemnes de 132 ans d'occupation, d'infériorisation, de dépossession, d'acculturation... Cette période a laissé des traces profondes dans l'inconscient individuel et collectif des Algériens, fussent-ils patriotes ou nationalistes. Ce traumatisme n'a jamais été investigué, questionné, pas plus que celui de la décennie noire. C'est ainsi en Algérie : Entre deux séquences tragiques, le trou noir du silence troublé par des bouffées de colère destructrices.

*Politologue, Université Paris-Descartes Sorbonne
**Physicien, Université de Cergy-Pontoise

In Salah, aux sources de l'utile

Par Slemnia Bendaoud

C'est plutôt ce gaz de schiste appelé à monter en surface qui pollue cet environnement en créant ce climat insupportable et cette atmosphère inexplicable, donnant paradoxalement froid dans le dos de ceux qui comptaient comme toujours sur une certaine passivité ou docilité traditionnelle des gens du sud algérien.

In Salah est depuis peu en ébullition! La raison ne tient nullement à son soleil de plomb dont les rayons dardent de leurs flèches ardentes et flamboyantes ces étendues mers de petits grains de sable fin qui s'effritent mais résistent vaillamment à la haute température de la région.

Au pays du soleil l'heure est plutôt réglée à cette haute température du gaz de schiste qui a fait sortir par grappes humaines de tout âge et catégorie socio-professionnelle les habitants de la ville de leurs silences, demeures et réserve, scandant à l'unisson, haut et fort, ce tout nouveau slogan : « Non au gaz de schiste! ».

En cet hiver de l'année 2015, la population d'In Salah, comme réveillée en sursaut, écume ses venelles à la manière d'un torrent en colère dont le fort débit de sa marrée humaine refuse de marquer la moindre halte, en observant un quelconque temps de répit.

Mais quelle mouche a donc piqué tout ce beau monde, pourtant connu pour sa légendaire bonté et grande timidité, se disent, par ailleurs, ceux - auteurs de la véritable provocation - dont la très maladroite décision de le titiller à distance frise le ridicule, à cause de ce triste rejet dans tous ses particules de ces gens du rude et Grand sud qui cherchent par tous les moyens à raisonnablement protéger l'immense environnement de leurs futures générations ?

Et pourquoi donc ce sud fascinant et très emballant que véhiculaient naguères très anciennes et non moins belles cartes postales de notre très vaste Sahara sort-il si intempestivement et bien bruyamment de sa grande réserve et légendaire timidité pour manifester sa colère sans limite en groupe compact et très soudé, mais néanmoins avec beaucoup de sagesse et d'humilité, contre l'exploitation du gaz de schiste au sein de la région ?

Qu'y-a-t-il de si méchant ou à tout le moins bien vraiment très inquiétant dans cette action entreprise par les pouvoirs publics - via l'entreprise Sonatrach - dans la perspective d'explorer les réelles possibilités d'exploitation du gaz de schiste dans cette région ?

Et pourquoi donc cet effet boule de neige ou de neige qui s'est emparé de tout le grand territoire du Sahara Algérien, se propageant à l'horizon à la manière d'une traînée de poudre, prenant de cours ces gens du nord et cette très hautaine administration Algérienne qui gère ce très lointain monde (et plutôt pays des grandes richesses fossiles!) à distance ?

Comment donc en sommes-nous arrivés à cette désastreuse et par trop compliquée situation qui fait vraiment très peur à la haute et toute distinguée gouvernance du pays, du fait de ses retombées extrêmement négatives, tant sur le plan économique que sur celui purement politique ?

Percer savamment ce secret d'alcôve renvoie finalement à bien considérer les réels tenants et les véritables aboutissants de cette très complexe équation, jugée de prime abord à plu-

Chaud est l'hiver cette année dans la région ! Et même si le mercure est descendu pour l'occasion de plusieurs crans, il fait tout de même très chaud en ce moment à In Salah. Cela n'a -à vrai dire- rien à voir avec son caractère caniculaire durant presque toutes les saisons de l'année.



sieurs inconnues. Se croyant menacée dans sa santé et vie quotidienne, la population d'In Salah refuse catégoriquement ce misérable statut de vil cobaye pour l'exploitation du gaz de schiste, en écumant les rues et scandant son slogan défavorable aux tests d'exploration entrepris dans son petit voisinage et proche environnement de son très grand espace de périmètre territorial.

Les Touaregs, ce peuple habillé en bleu de ce Grand Sahara Algérien, généreux dans l'effort et dans le partage des commodités de la vie avec l'autre, se voit donc pour cette fois-ci contraint de sortir le grand jeu afin de contraindre cette "offensive" opérée sur son territoire de prédilection et de se faire entendre et surtout respecter par ceux-là même qui lui pillent et spolient ses nombreuses richesses sans la moindre rictus ou considération d'usage.

Luttant depuis déjà très longtemps et avec grande peine contre à la fois son éloignement des grands centres de décision gouvernementale, contre l'oubli, l'isolement, la grande canicule, les écarts trop importants entre la température nocturne et celle diurne, les fréquents vents de sable, le manque d'approvisionnement en eau, gaz et électricité, ajouté à des pistes impraticables ou mal entretenues dans certaines contrées, il ne semble apparemment nullement interpellé sur sa misérable condition pour en revanche l'exposer à l'exploitation de ce gaz de schiste qui leur rappelle cette autre malheureuse aventure qui la frappe de plein fouet et dans sa profonde chair à l'image de celle endurée par la localité de Reggane durant la période coloniale.

In Salah -comme son nom l'indique d'ailleurs- est cette source de la bonté et de la charité qui fait surtout dans l'utile. N'a-t-elle pas, malgré la très grande distance qui la sépare de Tamanrasset tendu sa très longue et généreuse main pour lui étancher sa soif qui dure encore dans le temps ?

N'a-t-elle pas offert à bon prix ses

mamelles et son souterrain giron à ces nombreux charognards de foreurs lui parvenant de ce lointain occident, et à titre gracieux et gratuit le produit de ses entrailles aux gens de la maison ?

N'a-t-elle pas également à une heure caniculaire et au summum de leur terrible misère de soif abreuvé de son liquide, fluide et très limpide, tous ces citoyens-lampdaqui lui rendaient ces visites en coup de vent, de sorte que la potion magique de son merveilleux breuvage les fassent très souvent revenir sur ces mêmes lieux, en quête de leur bien-être et de découverte de cette immense contrée, très connue pour sa grande hospitalité ?

Qu'a-t-elle encore fait de si grave pour subir toutes ces slaves pointées en sa direction par cette repue gouvernance qui -paradoxalement- se sucre abondamment du produit de son très riche sous-sol pour la jeter finalement en épave et pâture à des chiens méchants et errants ou à des loups voraces et itinérants tel un inutile déchet totalement léché de son jus et de sa substance nutritive comme un vilain esclave déchu de ses droits et dépouillé de sa dignité ?

Acculée de toutes parts, cette cité de l'utilité se confond dans ses nombreuses futilités ! Sa jeune génération, longtemps éduquée à cette grande tradition ancestrale de la région, mais apparemment lassée d'attendre venir ce progrès social lequel manifestement refuse de visiter la contrée, aura donc décidé de passer à l'action et se prendre en charge par elle-même, en s'organisant très convenablement mais surtout en se dotant dès à présent de tout un programme de travail pour préparer sérieusement l'avenir de la région.

Et pour cela, elle compte exploiter à fond d'abord toute cette autre grande source hydrique, aux bienfaits très recommandés et surtout inestimables pour la région et le pays, et qui se régénère justement avec le temps.

Ce pays du sable ondulant aux petites collines qui moutonnent en se bousculant au loin à l'horizon, aspire à vivre dans ce

vert univers qui sied le mieux possible à son paysage naturel bien visible au sein de ses magnifiques oasis.

Ce Grand Sud -dont In Salah crie sa douleur endémique- refuse donc manifestement et systématiquement la misérable condition de son statut d'éternel assisté de second zone ou de deuxième et dernier collègue. Sinon celle de se soumettre pieds et points liés aux caprices de ces dictats de ces rusés de véritables rentiers ou vrais braconniers d'un système agonisant.

Bastion de la révolution, fief du Saint Coran, le Sahara Algérien compte désormais définitivement renoncer à cette mentalité savamment orchestrée depuis de longues décennies et qui consiste à soudoyer ses chefs de tribus ou notables de la région afin de l'exclure du progrès et de la modernité.

Berceau de la générosité et de l'hospitalité, il aspire à recouvrer sans tarder tous ses droits afin de reconquérir sa place de plaque tournante de l'économie du pays, en tant qu'acteur incontournable de sa future stratégie de développement.

Creuset des valeurs nationales ancestrales, vivier de la culture traditionnelle ancienne, il veut tourner le dos à ce nouveau combustible aux conséquences très négatives sur l'environnement afin de consacrer tous ses efforts pour se concentrer au profit de la seule agriculture adaptée à la région laquelle constitue son talon d'Achille et véritable cheval de bataille.

Profitant de l'échec des villes de populations de Ghardaïa, Ouargla et Tougourt, il compte mettre à profit cette malheureuse expérience, à l'effet de faire avancer son projet.

Désormais patelin de ces jeunes diplômés dont pullulent la région, le Sahara Algérien sait qu'il a une carte maîtresse à jouer et dont il craint ne pouvoir vraiment l'utiliser à bon escient ; raison pour laquelle il croit plus que jamais en cet avenir de l'Algérie qui prend naissance au sein de son vaste et très riche territoire.

Problème de mentalité !

Par Kamal Guerroua*

L'Algérie monochrome et à tête malade ayant réincarqué le rôle de la cigale dans «la fable de la rente» regrette aujourd'hui le génie et la persévérance de la fourmi. Mais rattrape-t-on en un tournemain le temps perdu quand, depuis des décennies, on n'a adopté aucune stratégie pour sortir de notre dépendance alimentaire, économique, intellectuelle, etc.? Difficile d'imprimer une teinte cohérente à ce que nous pensons ou faisons. Car, en apnée mentale, le pays vit une fantaisie cartoonesque où les remous de Ghardaïa, la protesta anti-gaz de schiste de In-Salah et le dernier rappel à l'ordre bondieusard d'Alger synchronisent, à notre corps défendant, une dynamique de métamorphose sociopolitique nouvelle dans une carte régionale fragile. L'analyse des faits est encore délicate au moment où j'écris ces lignes tant que cette tempête n'a pas donné de signes de «happy end». Passons donc, en attendant, à autre chose : le problème des mentalités. Mais pourquoi exactement cette thématique?

Je pense que, comme tout pays du Tiers Monde, l'Algérie en souffre. Or, si l'on veut changer ne serait-ce qu'un aspect de cette crise complexe qui nous ravage, il faudrait d'abord commencer par la réforme des cerveaux, une finalité qui devrait s'inscrire dans le droit fil du combat de tous les jours. En effet, l'élan de notre société est cassé et tout ce qui nous entoure s'est brusquement arrêté en amont aux petits calculs politiques et en aval à la toile des préoccupations ordinaires, inflation vertigineuse et pouvoir d'achat à la dérive obligent. Les algériens à la périphérie des enjeux tracés d'en haut, ne pensent plus désormais à construire une société et les dirigeants se vantent à peu de frais d'être épargnés par la tornade du printemps arabe, arguant que le peuple a subi de terribles épreuves qui l'ont forgé et instruit sur les dérives de la précipitation et des soulèvements incontrôlés. En agissant ainsi, le pouvoir soucieux de sa propre survie se perd en conjectures, réveillant d'une part chez le citoyen lambda l'esprit de patience et de générosité qui est à même de le préparer au moins psychologiquement à son plan d'austérité économique et, d'autre part, il anesthésie le désir de celui-ci «le citoyen» de s'autocritiquer lui-même déjà et de critiquer ses élus, ses responsables et son gouvernement. Peu crédibles à tous points de vue, toutes les initiatives étatiques de ces dernières années corroborent, du moins en partie, le cliché de «l'immatunité du peuple au changement». En plus, au tranchant de deux époques (le socialisme trop protecteur des années 1970-80 et libéralisme sauvage et indifférent à partir des années 1990), l'algérien a perdu les trois tiers de sa lucidité. Tombé en délicatesse avec les notions du civisme, des droits et des devoirs, il ne dispose que d'un logiciel, du reste efficace, pour intercepter les méchantes rumeurs que l'on sème ça et là pour parasiter sa conscience et pérenniser un système poussif. En revanche, cet algérien-là succombe aux excès de la passion dans une verve plus proche de l'hallucination que de la réalité. A sa grande

Et voilà que le temps des vaches maigres s'annonce à grands fracas. Les prix du baril du pétrole ont baissé, l'atmosphère internationale n'augure pas de belles surprises, les cartes de l'alternance au pouvoir sont rebattues à l'intérieur, la phraséologie des réformes et des grands chantiers en prend un sérieux coup et, enfin, le nuage de toutes les illusions entretenues par les uns et les autres s'est dissipé.

surprise, il découvre que tout ce pour quoi des générations entières sont sacrifiées n'est que de la pure perte. Rien à redire à tout cela sinon que les Algériens se sont transformés en opposants de ce dont, par ailleurs, ils prétendaient des années durant être des adeptes, voire des pionniers. Autrement dit, vu les désenchantements antérieurs et tout ce qui s'est passé à partir de 2011 dans la région, la démocratie est devenue le reflet d'un chaos à venir après avoir été un idéal à conquérir.

Vrai dire, le processus contagieux de la régression a déjà auparavant touché les comportements, en subvertissant les manières d'être, de regarder l'autre et de se mettre en rapport avec lui. La superficialité est devenue par exemple un paramètre de reconfiguration de l'architecture mentale du jeune de la banlieue algéroise comme de celui de l'arrière-pays, en ce sens que la ruralité n'a pas été apprivoisée dans le sens de «la citadinisation des espaces» mais dévitalisée de ses qualités primordiales propres à savoir l'hospitalité,

pocrisie sociale et de la corruption à géométrie variable. Dans cette bourse de valeurs travesties, le pauvre citoyen, livré à lui-même, essaie de ramer vers le large, se soulageant de la vague, creuse et ennuyeuse, de la routine et se gardant bien, faute d'appuis bien évidemment, de faire le diagnostic de lui-même et de sa société.

En quelque sorte, chez lui ce qui est d'ailleurs très pathétique, l'évitement, voire l'omission du problème est une façon de l'appréhender, de le vaincre et de le dépasser. Hélas, un effet de foule anarchique doublé d'un individualisme exubérant ont ratatiné l'individualité, la liberté de pensée, l'indépendance et l'autonomie de l'algérien actuel !

Afin de mieux projeter de la lumière sur cette dialectique « individualité-foule », je m'en remets à un exemple que je trouve illustratif. Dernièrement un ami affligé par tant d'années d'exil subi dans la solitude m'a raconté son extrême stupéfaction de ce qu'il avait dû constater, la mort dans l'âme, en Algérie. Le désintéressement à l'autre, à l'environnement, au vivre-ensemble et à tout ce qui est relatif à la culture est incontestablement une seconde nature chez les nôtres « dans ma famille, pourtant tous des lettrés mieux que moi et ayant des professions libérales, ça sent le renfermé, personne ne lit ni ne tente de comprendre ce qui se passe au pays ! J'en reste coi. On dirait que je vis dans un autre monde. Et dès que l'on se met à table pour manger ou parler, la pauvreté de la discussion fait le vide autour de nous, je m'accroche quand même faisant semblant de m'y intéresser mais m'ennuie vite et décroche » me confesse-t-il, une larme de nostalgie à l'œil. « Mais pourquoi ne lisent-ils pas ? Et pourtant, ils sont assez aisés et ils en ont les moyens ? » L'interrogeai-je curieux « tu sais qu'en Algérie, ce phénomène d'illettrisme systématique est presque normal puisque la vision de la société d'antan a changé, celui qui a fait

des études s'inspire et suivent des schémas de réussite de ces fortunés martiens sans culture qui construisent des châteaux et roulent en voitures de luxe, c'est-à-dire l'inverse de ce qui doit se passer, et le résultat est là ». Dépeignant un tableau acerbé de l'Algérie de nos jours, mon interlocuteur ajoute à son réquisitoire une anecdote qui l'avait à jamais marqué dans un de ces fameux cafés d'Alger la blanche « impeccablement vêtus, les deux gars qui étaient attablés en face de moi parlent fort politique et business mais oublient tout de même de rappeler au serveur qu'en tant que clients la propreté de leur table est impérative avant qu'il s'y installent, et que dans un lieu public pareil, deux verres de cafés ne se servent jamais avec une seule cuillère que l'on trempe dans l'eau pour, soit disant, la nettoyer avant qu'elle fasse le tour de la salle. Avec, le comble, à leur côté une sucrière dont des tâches grisâtres de sucre mouillé forment des boules qui se voyaient de loin, c'est terrible! ».

Ces sont pourtant ces petits détails qui font les grandes différences dans les contrées évoluées. Supposons maintenant que notre pays n'a plus de rente pétrolière et qu'il s'est appuyé sur l'unique secteur touristique pour établir son budget annuel et nourrir tous ses enfants. En même temps, des touristes occidentaux ou autres viennent dans ce même café et constatent ce décor à la limite du pitoyable, vont-ils y revenir pour soutenir de telles extravagances, ce manque de calme et surtout d'hygiène, ces chaises mal triées, ces tables éparpillées, l'absence de courtoisie, l'odeur suffocante de la fumée, etc. ? Jamais ! Loin de la caricature ou de la littérature du caniveau, notre problème est fondamentalement dans l'éducation, la culture, le respect des autres, les manières, les comportements. Bref, c'est un problème de savoir-être, d'idées et surtout de mentalités.

*Universitaire



Le modèle des cités pour le passage à la modernité

Par Mohamed-Amokrane Zoreli*

Comme ce candide paysan qui, n'ayant connu que son village, croit que derrière la colline qui limite sa vue, il n'y a aucune forme d'existence que son imagination n'a pas entrevue, les porteurs du projet de transition démocratique croient qu'il n'est possible d'avancer vers l'avenir qu'en suivant les chemins indiqués par les rétroviseurs.

Le propos de cette contribution est, dans un premier temps, de montrer succinctement que le congrès de la Soummam est un modèle du passé que, dans cet élan vers l'avenir, il faut surpasser et que l'armée dans ce jeu va surement perturber les cercles d'Archimède, sans aider à trouver le bon remède. Dans un deuxième temps, il s'agira d'exposer les principes du modèle des Cités en les liant à notre réalité en vue de rappeler à l'élite politique algérienne que seul des outils organisationnels modernes peuvent nous permettre de réussir le passage de l'Algérie à un état de modernité.

LE ROI EST MORT, VIVE LE ROI

La masse des sociétés ayant toujours fonctionné à base de routines, dans l'histoire de l'humanité, il a fallu, chaque fois, montrer les limites de l'ancienne technique pour introduire la plus pratique, réfuter l'ancienne thèse pour introduire la nouvelle hypothèse. Il nous semble qu'avec l'élite politique algérienne actuelle, il faut oser fracasser ses outils hérités du siècle passé pour qu'elle puisse enfin se mettre à utiliser des innovations organisationnelles appropriées pour la création d'un Etat digne de l'avenir.

CONGRÈS DE LA SOUMMAM, DÉCONSTRUIRE AVANT DE REPRODUIRE

Même si « la singularité algérienne où c'est l'action qui engendre la réflexion »⁽¹⁾ n'en est pas une, dans la mesure où, d'une part, la pensée des sciences sociales porte sur des phénomènes sociaux prégnant et, d'autre part, en suivant, avantageusement, l'action, la réflexion permet de comprendre et, si possible, de théoriser donc d'affiner l'action (il n'y a pas de réflexion ayant engendré utilement pour l'action qui ne soit pas elle-même engendrée par des réalisations), il n'en demeure pas moins que Sadi a le mérite de nous avoir incité à voir la véritable spécificité algérienne qui, à notre avis, constitue la première urgence en matière d'analyse. Il s'agit de cette spécificité que tous les grands rendez-vous de réflexion de l'Algérie contemporaine ont engendré le seul despotisme qui fait soumettre l'individu, ce que Durkheim appelle « le despotisme collectif ». notre thèse ici est que, c'est parce que, à chaque occasion, ce sont les gâvés de la culture du despotisme collectif qui se font moteur du mouvement dans le statut-quo que ce mouvement finit toujours par servir de force de propulsion au statut-quo qui arrive ainsi à se reproduire dans le temps : en 1951, le Front Algérien pour la Défense et le Respect des Libertés, constitué de l'UDMA, le MTLD, le PCA ET l'ULEMA, a demandé à l'administration française l'« annulation des élections truquées »⁽²⁾ ; en 1997, sept candidats aux élections présidentielles signe un pacte de retrait collectif de la course au poste de président de la république, exprimant par la-même leur refus de participer à des élections truquées. Pendant la période du GPRA, Boussouf a osé « à trois reprises pincer avec l'index et le majeur le nez de Ferhat Abbas, président du GPRA, en lui disant : tu vois que nous t'avons ramené à nous et qu'on a fait de toi notre président. »⁽³⁾ ; depuis l'ouverture démocratique en 1989, tous les analystes politiques parlent d'un pouvoir occulte faiseur de ministres et de présidents.

Pour montrer la validité de cette thèse, nous allons adopter une approche comparative entre l'avant et l'après Congrès de la Soummam et l'avant et l'après l'institutionnalisation du pluralisme politique en 1989. Durant la période d'avant le Congrès de la Soummam, en matière de rapport de l'élite politique d'avant la révolution aux problèmes concrets vécus par les autochtones, outre le fait

« L'Algérie est morte sous le mensonge ; le dire ainsi n'est vérité que pour les malheureux, les menteurs vivent royalement de sa dépouille (...) Le cercle est vicieux. » Boualem Sansal

significatif que c'est Camus qui a écrit « Misère de Kabylie » et que c'est le fils du pauvre qui a écrit « Le fils du pauvre », ce n'est qu'en 1954 qu'Ahmed Benzadi, pour expliquer les événements du premier novembre, décrit une situation où, par exemple, « les Caïds exigent du bakchich de chaque fellah »⁽⁴⁾. Concernant la culture politique de l'élite indigène, Ahmed Kaidi, parlant du siège de l'UDMA au niveau d'Alger en 1954, écrivit : « quand un militant mandaté vient à Alger, il ne trouve qu'un nid d'araignées plein de poussières. S'il fait preuve d'initiative, on a vite fait de le museler, car dans notre parti on aime l'anarchie »⁽⁵⁾. Voyant que l'administration française parraine des listes d'indépendants, les militants de l'UDMA ont déserté leur parti pour se faire élire en tant qu'indépendants en 1951, et, ainsi, « il devenait de plus en plus difficile au parti (UDMA) de trouver des candidats crédibles qui acceptent (...) le travail militant (...) sans espoir d'être effectivement élus et sans les rétributions matérielles et symbolique attachées à un poste électif »⁽⁶⁾. Le PPA/MTLD ne fut pas « Croc-Blanc » dans sa démarche, puisque « Boussouf (...) après avoir obtenu son brevet élémentaire... En 1947, il devient membre actif de l'Organisation secrète à Constantine. En 1950, il est nommé chef de la daïra de Philippeville (Skikda) »⁽⁷⁾. Enfin, Il est de notoriété publique que l'UDMA, le PPA-MTLD, le PCA et l'ULEMA, tous ont existé sans alternance au pouvoir. La négation de l'identité amazigh faisait aussi partie de la logique dominante de l'élite politique autochtone d'avant le congrès de la Soummam : pendant les années 1940, la revue « République Algérienne » lance une campagne « pour s'opposer à une politique colonialiste de la France. L'appartenance au monde arabe et musulman y est constamment valorisée »⁽⁸⁾. C'est dans ce bain culturel cultivant la négation de soi amazighe, l'absence d'alternance et de démocratie politiques, le troc des valeurs militantes contre l'intérêt matériel et l'insouciance des souffrances du peuple que le FLN, notamment à partir de la préparation du congrès de la Soummam, a puisé ses cadres. La qualité des matières explique la qualité de l'appareil, le congrès de la Soummam a produit un document reproduisant la référence exclusive à la dimension islamique et arabe, une structure par laquelle les berbéristes nationalistes ont été assassinés⁽⁹⁾ et des pratiques négligeant l'état du peuple (le colonel Amirouche a, à plusieurs reprises en une année, verbalement critiqué ses subordonnés pour avoir fait des gaspillages d'aliments pendant que le peuple de fin ou de glands se nourrissait)⁽¹⁰⁾. Aboutissement logique ou déviation, une déviation par des membres connus et reconnus en tant que cadres au niveau interne est une forme d'aboutissement logique, la période postcoloniale a été d'abord marquée par trente années du parti unique ayant contraint à une vie médiocre la masse des algériens. L'ouverture démocratique a donné naissance à une foultitude de partis ayant des sièges de sections ne se débarrassant de leurs couches de poussières qu'à l'occasion d'élections, des chefs qui font durer leur prépotence à l'infini en chargeant leur concurrents novateurs de toutes les ignominies, bref, une situation qui, par plusieurs cotés, ressemble à celle de la fin des années 1940 et du début des années 1950. Cette balade à travers les chemins giratoires de notre histoire montre que, tout en magnifiant le congrès de la Soummam pour avoir permis la réalisation de l'impossible, la libération du pays, nous devons éviter sa reproduction si notre objectif est de sortir de ce cercle vicieux, de cette trappe du despotisme collectif qui nous tient.

POUR PENSER L'AVENIR, MILLE GÉNÉRAUX DES ARMÉES NE VALENT PAS UN MALLARMÉ

Pour paraphrasé de Balzac, nous pouvons soutenir très justement qu'il y a deux catégorie de personnes qui, naturellement, ont chacune une image sombre de l'autre : il s'agit de l'intellectuel d'une part, et du militaire et du bureaucrate, d'autre part. Le bureaucrate, com-

me le décrit Djaout, s'en fiche qu'un destin fabuleux par son inaction soit raté tant qu'une note administrative l'autorisant à faire n'est pas approuvée ; le militaire, au mieux, est hitlérien qui s'en fiche que le froid décime ses armées, pourvu qu'elle parvienne au-delà des limites de Napoléon, son rival mal aimé, et les deux voient en l'intellectuel un naïf idéaliste dépourvu de sens pratique. Les expériences tunisienne et égyptienne nous informent que, dans l'égarément, si on demandait aux forces du passé le chemin à suivre, celles-ci nous indiqueraient le seul chemin qui soit fait et sécurisé, celui menant vers le passé. Et si par contre, on le demandait à un Mallarmé, il nous indiquerait celui à entrevoir, à faire et à sécuriser, celui de l'avenir. Ceci pour dire que, dans un contexte difficile où la volonté est libre et les moyens font défaut, l'homme-abstraction d'Hemingway se disait « je dois penser... parce que c'est tout ce qui me reste à faire », et dans notre situation où les maîtres des lieux, non seulement nous privent de moyens mais aussi nous interdisent même de vouloir prendre en main notre destin, plutôt qu'à gagner l'estime des puissants se presser, nous devons constituer une société incubatrice de pensées.

LE MODÈLE DES CITÉS

Conçu et nourris par Thévenot, Boltanski et Enjolras, le modèle des Cités vise à permettre l'établissement de conventions par plusieurs partenaires leur facilitant « l'agir ensemble » dans la pratique pour réaliser un objectif partagé. Les auteurs de ce modèle postulent que des membres peuvent être raisonnablement portés à travailler ensemble dans un projet commun finalisé présentant un intérêt partagé qui, pour chaque membre, représente ce jeu qui en vaut la chandelle. Ce modèle fonctionne essentiellement par un certain nombre de principes à satisfaire.

L'IMPÉRATIF DE JUSTIFICATION

Pour permettre la réalisation de son individualité, chaque personne à un catalogue de priorités et un calendrier d'activité. Par conséquent, s'immobiliser en tant qu'égoïste recherchant la maximisation de son bonheur et, par suite, se mobiliser pour s'engager dans un collectif visant la concrétisation d'un intérêt général, l'être raisonnable a besoin d'un élément justificatif acceptable qui doit être présenté par des mots simple et précis. Nous pouvons dire, à titre d'exemple, que réaliser le passage à la modernité, la seule possibilité par laquelle l'algérien et l'Algérie de demain puissent prospérer dans l'arène des nations en se faisant respecter, est un impératif justificatif pour faire adhérer des hommes politiques au projet de transition démocratique.

COMMUNE HUMANITÉ

Il s'agit de constituer une palette de valeurs auxquelles vont s'identifier l'ensemble des personnes. La commune humanité doit permettre la reconnaissance de chaque membre dans le groupe. Dans l'ère d'un monde de plus en plus influencé par la mondialisation, pour les acteurs voulant réaliser une transition démocratique, il n'y a pas mieux comme communauté commune que la nouvelle génération des droits de l'homme.

DIFFÉRENCIATION

Comme un projet commun se décline en plusieurs tâches complémentaires, il offre nécessairement aux personnes plusieurs états possibles. La différenciation consiste à donner la possibilité à chaque membre d'avoir au moins plus d'un état dans tout le jeu. Ainsi, un pédagogue, par exemple, peut jouer un rôle principal dans le débat sur le système éducatif et se contenter d'un rôle circonscrit dans les discussions sur les questions économiques.

COMMUNE DIGNITÉ

La commune dignité est cet ensemble de règles qui font que pour toutes les personnes, il

y ait une capacité identique d'accès à tous les états possibles, la compétence exigée par le poste étant le seul critère de sélection valable. Concrètement, il s'agit de faire exactement le contraire de ceci que dicte la culture actuelle des partis d'opposition : c'est toujours sa majesté qui sait dire la vérité.

ORDRE

L'ordre dans un collectif renvoie au rôle que doit jouer chaque membre dans un contexte donné d'action et de réflexions collectives. Sachant que l'objectif de la communauté est d'atteindre des objectifs précis, l'ordre ne peut être correctement déterminé qu'en tenant compte du principe de capabilité (état qualifiant les personnes). Pour exemplifier, ce n'est pas parce qu'on est président ou secrétaire général d'un parti qu'on va être le représentant de notre parti dans des consultations pour la construction ou reconstruction d'un consensus de transition démocratique ou qu'en va être systématiquement l'animateur des conférences sur ce sujet.

FORMULE D'ÉCONOMIE

La formule d'économie consiste à mettre en rapport par des chiffres les avantages et bienfaits d'un état supérieur que le collectif veut réaliser et le coût que sa réalisation va engendrer. Ainsi, il est possible, par exemple, de calculer le coût d'absence de la démocratie en Algérie pour chaque partenaire externe, pour un enseignant, etc.

BIEN COMMUN

Consistant à présenter des arguments aux hommes pour les inciter à venir faire partie du collectif en leur montrant toute les dimensions du bien être attaché à la situation à réaliser ensemble, la notion de bien commun peut jouer un rôle important pour faire adhérer des individualités au projet de transition démocratique. La sécurité, l'ordre et le respect mutuel ne peuvent pas laisser indifférents le citoyen algérien.

Synthèse

La transition démocratique est un concept flou, s'agit-il d'élection simplement libre, ou d'élection libre par et pour des citoyens dignes de leur liberté ? Consiste-elle à instaurer une démocratie libérale ou à concevoir une démocratie spécifique ? Peut-être vaut-il mieux lui substituer l'idée de passage à l'état de modernité. Une fois cette question clarifiée, plutôt que de citer à tout propos le Congrès de la Soummam ; plutôt qu'à chaque occasion on fasse les yeux doux aux armés, il vaut peut-être mieux voir la société comme des capacités dormantes ou en activité. C'est en tout cas avec la société civile qu'il faudra travailler pour construire ce qui fait une société moderne, les biens communs (la santé, l'éducation, la paix, les rapports pacifiques, la justice sociale, le patrimoine écologique, le patrimoine culturel, la sécurité). Concernant la démarche à adopter pour réaliser la transition démocratique, « La forme des rapports politiques, nous dit Engels, est l'élément historique fondamental » et, par conséquent, sans la déconstruction pour une meilleure compréhension de ces rapports, devient vain et oiseux tout débat ou réflexion sur les modalités de transformation pratique. Enfin, sur le terrain des transformations sociales, on risque de provoquer de graves accidents en essayant d'y réussir ses épreuves de ski lorsqu'on ne maîtrise pas les idées-outils des Durkheim, Habermas et Boltanski.

*Enseignant-chercheur

Renvois :

- (1) voir : Sadi, S., « Droits de l'homme et identité : chemins de traverse », in *Liberté, Quotidien national d'information*, du 26-12-2014, p. 8.
- (2), (4), (5), (6) et (8) voir : Rahal M., « Ali Bmoumdjell », *Barzakh, Alger*, 2011, pp., (respectivement) 151, 145, 153, 139 et 131.
- (3) et (7) voir : Deroua, A.-C., « Abdelhafidh Boussouf. Si Mabrouk vu autrement », in *Le Soir d'Algérie, Quotidien national d'information* du 31-12-2014, p. 8.
- (9) voir : Ali Yahia, A., « La crise berbère de 1949. portrait de deux militants : Bennai Ouali et Amar Ould-Hamouda. Quelle identité pour l'Algérie ? » *Barzakh, Alger*, 2014.
- (10) voir : Hamou Amirouche, « Akfadou, un an avec le colonel Amirouche », *Casbah, Alger*, 2009.

Les impacts environnementaux et sanitaires que peut provoquer la fracturation hydraulique (fracking), la technique utilisée à présent pour extraire des énergies fossiles non conventionnelles communément appelées « gaz de schiste », suscitent beaucoup de débats et controverses pas seulement dans notre pays mais dans le monde entier.

■ Gaz de schiste : on n'a pas le droit à la fracture !

Par Abdellatif Bousenane

Une partie des habitants du Sud notamment à In-Salah manifestent toujours leur refus à l'exploitation de ces ressources. Ils demandent, en fait, un moratoire. Il est très claire néanmoins que le nœud du problème dans ce dossier, d'une importance stratégique, est typiquement technique et donc scientifique.

Le risque majeur à craindre réside dans la méthode / technique utilisée dans le forage et non pas dans le gaz de schiste lui-même. La question principale qu'on doit se poser ainsi : Est-ce que la fracturation hydraulique constitue un risque majeur et néfaste pour l'environnement? Je souligne le mot majeur parce que les risques et dangers liés à la pollution qui affecte l'environnement et la santé de l'homme sont très nombreux dans nos sociétés actuelles. Le pétrole conventionnel et toute l'industrie pétrochimique qui en découle sont très polluants. Ainsi pour l'industrie cimentière et beaucoup d'autres industries qui portent en leur sein une part de risques environnementaux potentiels et/ou avérés.

DEUX ÉCOLES, DEUX TECHNIQUES :

Seules les scientifiques spécialistes dans ce domaine de compétence, dès lors, peuvent nous éclairer, effectivement, sur les éventuels risques majeurs de cette technique. Et ce n'est surtout pas les politiques, doctrinaires, intellectuels...etc. Alors qu'un large éventail d'acteurs technico-scientifiques sont, décidément, partagés. Ce qui rend une connaissance exacte et tranchée en la matière très problématique. En tout cas, nous avons là deux grandes tendances qui se distinguent clairement :

La première est formée d'experts très septiques qui ne préconisent ni l'exploration, ni l'exploitation de cette énergie. Ils considèrent, en effet, que la technique contient un risque de grande ampleur car et selon les spécialistes de l'Institut Français du Pétrole, on a observé

« ...de fuites importantes de gaz dans l'environnement et de contamination de nappes phréatiques superficielles par du gaz et des fluides de fracturation, en raison d'un défaut de cimentation de la partie supérieure du forage... ». Un deuxième risque pas négligeable, c'est la consommation exorbitante de l'eau. Un forage nécessite quelque 20 millions de litres d'eau, soit la consommation quotidienne d'environ 100.000 habitants. À cela on peut rajouter également « le « mitage » des écosystèmes et des paysages ». C'est-à-dire, elle peut provoquer une fragmentation des paysages.

La deuxième tendance est composée d'experts moins septiques avançant l'argument selon lequel ils existent des techniques d'exploitation propre du gaz de schiste en vue. Dès lors,

peut-on améliorer les techniques d'extraction pour exploiter sans risque ces réserves ? C'est la question centrale envers laquelle seule une réponse affirmative peut éventuellement tempérer les craintes et doutes qui entourent ce dossier.

Développée en Chine, elle utilise au contraire des composants inertes, non toxiques et non caustiques. C'est la nouvelle technique d'extraction, appelée Extraction Exothermique Non hydraulique, ou fracturation sèche, dans laquelle on n'utilise ni eau, ni produits chimiques. Les études dans cette perspective peuvent évoluer, en revanche, dans les années avenir et on peut ainsi limiter les risques au moins au niveau des industries pétrochimiques déjà existantes.

Si, à titre d'exemple, l'exploration de cette énergie est interdite en France depuis

la loi du 13 juillet 2011, « ...un répit qui appelle toutefois une attention soutenue face aux rebondissements possibles des arguments et des techniques... ». Selon la même loi. Autrement dit, même les pays dont l'exploration par fracturation hydraulique est interdite temporairement, leur attention est toujours vive quant à de nouvelles découvertes technologiques pouvant assurer une sécurité optimale face à quelconque danger environnemental. Quant aux États-Unis d'Amérique l'exploitation de ce gaz bat son plein depuis déjà une dizaine d'années.

POLITIQUE S'ABSTENIR !

Pour mesurer, en fait, l'échelle de grandeur dont il est question ici, il faut tout de même souligner qu'après la Chine et l'Argentine, l'Algérie est la troisième réserve au monde avant les États-Unis d'Amérique. Par ce fait, ce dossier d'une importance majeure pour notre pays doit être traité d'une manière scientifique et technique loin de toute instrumentalisation et conflit politique, idéologique ou même sentimentale.

Il est vrai que la carence en matière de communication enregistrée dans l'action gouvernementale accentue davantage ces tentations politiciennes qui visent une récupération malsaine de cet événement. Car, le fait d'attendre plusieurs semaines pour expliquer d'une manière timide aux populations qu'il s'agit juste des actions d'explorations et non pas d'exploitation, qui ne sera pas effective qu'à l'horizon 2022 si tout va bien, n'est vraiment pas compréhensible. Le sujet mérite beaucoup plus d'attention et une politique de communication qui s'appuie sur des outils pédagogiques dans une démarche stratégique plus large de la circulation de l'information, visant à administrer une cam-

pagne globale pour l'éveil des consciences, afin de susciter l'adhésion de la population aux mesures qui sous-tendent la mise en œuvre de l'exploration de ces ressources non conventionnelles.

En parallèle, dans le court terme nous ne sommes pas dans la capacité de devenir une puissance industrielle pour des raisons qui trouvent leurs origines dans quelques composantes psychosociales de nos habitus et conscience collective, essentiellement la perception de la valeur « travail » et le facteur « temps ».

Puis, dans les contraintes déterministes plutôt internationales. Il s'agit bien évidemment de l'hégémonie de la civilisation dominante qui, par sa mainmise économique et politique sur une large partie de pays du sud, nous prive d'une manière directe et indirecte de tout transfère technologique d'une ampleur nécessaire à toute industrialisation à grande échelle. Pas seulement en Algérie mais une grande majorité des pays sur cette planète se trouve dans cette situation là.

Sur environ 190 États dans le monde, il y a seulement une vingtaine de pays industrialisés. Même une ancienne puissance industrielle comme la Russie est confrontée aujourd'hui à de graves difficultés économiques à cause justement de la chute des prix des hydrocarbures. Sans parler d'autres pays beaucoup moins industrialisés tels que : l'Iran, le Venezuela, le Nigeria ...etc.

ET LA SOLUTION ?

À partir de ce constat, la conclusion est d'une évidence indiscutable. Bien sûr, dans la configuration expansionniste économiste actuelle qui est basée essentiellement sur la croissance du PIB, le seul paradigme de développement universel existant. Le gaz de schiste est d'une importance stratégique voir vitale pour l'avenir de notre jeune État-Nation qui doit réunir les algériens de tous bords idéologiques. Si la fracturation hydraulique est discutable techniquement, nous n'avons pas le droit à la fracture, ni à la division et clivages politiques sur ce sujet. À moyen terme notre pays peut devenir, si on arrive à sécuriser d'une manière sûre l'exploitation du gaz de schiste, une puissance énergétique mondiale comme la Russie, l'Arabie Saoudite et les USA. Les ressources financières tirées de cette « affaire », à savoir des centaines de milliards de dollars par an (actuellement 53 milliards de dollars par an en moyenne sur les dix dernières années), peuvent ainsi nous permettre de négocier d'une position de force sur le transfère technologique et par conséquent la possibilité d'un financement conséquent au bénéfice d'une industrialisation massive du pays qui va reconfigurer certainement la structure et les fondements de notre économie.

Vouloir arrêter purement et simplement et d'une manière définitive les études, l'exploration et la recherche de cette énergie n'est pas raisonnable. Pire encore, il va à l'encontre des intérêts suprêmes de l'État. Car si les risques de la « fracking » sont avérés, on en a encore plusieurs techniques nouvelles en vue.

Ainsi donc, et malgré la nature controversée du dossier, la dépolitisation de ce débat est nécessaire voir obligatoire. Associer les populations des régions concernées, notamment les universitaires et techniciens parmi eux, en aval et en amont des opérations de recherches et d'explorations en explicitant d'une manière pédagogique très claire et dans la transparence la plus totale pour ne laisser aucune ambiguïté ou quelconque angle d'ombre, est la solution la mieux adaptée, à mon sens, pour éviter toute instrumentalisation politique qui serait beaucoup plus néfaste que le gaz de schiste. Ainsi un moratoire, évidemment, s'impose. Cela va de soi.



L'amendement Hamel bouleverse la Constitution

Le général Abdelghani Hamel, promu émissaire à In-Salah, supprime le gestionnaire traditionnel de ces conflits, le DRS. Il efface les partis et le Parlement, ce qui donne une révision radicale de la Constitution.



Par Abed Charef

Le Président Abdelaziz Bouteflika a procédé, à la mi-janvier, à une profonde révision de la constitution. En désignant le général Abdelghani Hamel, patron de la police, comme émissaire chargé de prendre langue avec les populations du sud hostiles à l'exploitation du gaz de schiste, le chef de l'Etat a consacré de fait un nouveau dispositif légal, radicalement différent de ce que prévoient la lettre et l'esprit de la constitution. Les partis, relais politiques et sociaux traditionnels entre opinion et institutions, ont été balayés. Le parlement, pompeusement considéré comme second pouvoir, a été ignoré. Ne restent donc, dans l'oued, que ses pierres : l'appareil militaire et sécuritaire, seule base sociale d'un pouvoir qui, en retour, ne s'adresse plus qu'à ce fragment institutionnel qui a l'immense privilège de détenir les armes.

Peut-être que l'histoire rendra hommage au président Bouteflika. Le chef de l'Etat a en effet décidé de ne plus faire semblant. Il limite la sphère de la décision aux seuls cercles militaires et sécuritaires. Il a totalement dépouillé les partis, qui n'ont plus d'utilité. On savait depuis longtemps qu'ils n'avaient plus la capacité de traduire la volonté du peuple en vote, ni traduire l'aspiration des Algériens en actes de gestion. On sait désormais qu'ils ne peuvent même plus servir de vagemestre pour transmettre les doléances du peuple au pouvoir, ni de transmettre la réponse. Une mission aussi délicate passe désormais pas d'autres canaux, plus sérieux, plus fiables. Et ce n'est plus le DRS qui mène ce type de jeu.

Faut-il parler du parlement ? L'assemblée Nationale et le Sénat auraient pu s'arroger un rôle, en créant des commissions parlementaires, dont l'utilité est évidente dans ce genre de dossier. Une commission parlementaire permet de débroussailler le terrain, de gagner du temps, de faire mijoter la question, d'engager un débat interne entre différents protagonistes au sein du pouvoir, et de présenter des recommandations qui permettent de légitimer en douce la décision du pouvoir. Les deux chambres du parlement ont failli. En les ignorant, comme il l'a fait depuis son accession au pouvoir, le chef de l'Etat a consacré une situation de fait, et rayé les deux institutions du dispositif constitutionnel.

EQUILIBRES

Ce faisant, M. Bouteflika révèle ce qu'est sa vision de la politique. Elle se limite à l'appareil militaire et sécuritaire. Selon lui, le jeu politique ne consiste pas à bien gérer le pays, à respecter la constitution, à favoriser le fonctionnement des institutions, à consacrer la liberté et les droits des citoyens ou à assurer la croissance. Non. La politique consiste à maîtriser l'équilibre des forces entre les différentes composantes de l'appareil militaire et sécuritaire, de manière à ce que cet équilibre lui soit toujours favorable, y compris en situation de crise grave, comme ce fut le cas à la

veille du quatrième mandat. Ce n'est pas le FLN, le RND ou la société civile qui auraient pu le maintenir au pouvoir à l'été 2013. Ce sont les appuis qu'il s'était ménagés au sein de la hiérarchie de l'armée qui lui ont garanti de rester au pouvoir.

Sur le fond, le président Bouteflika a raison. Il a été porté au pouvoir par un consensus au sein de l'appareil militaire et sécuritaire. C'est là que se situe le principal centre de décision du pays. Il n'a donc pas de souci du côté de la population, des partis, des syndicats et de la société civile. Ceux-ci ont développé une grande capacité à obéir et à suivre. A défaut, ils seront mis à la marge. C'est donc vers le cœur du pouvoir qu'il faut porter toute son attention. Veiller à ce que ceux qui détiennent les armes lui restent favorables. Y compris en manœuvrant pour réaménager les équilibres internes du pouvoir.

RÉHABILITER LE GÉNÉRAL HAMEL

Le président Bouteflika a aussi tiré profit de l'affaire In-Salah pour remettre en selle le général Hamel, sérieusement ébranlé par la mutinerie au sein de la police, il y a deux mois. Celui-ci est désormais le porteur de la bonne parole, l'homme qui ramène les bonnes nouvelles, pas seulement le chargé de la répression. Ce qui semble confirmer le nouveau dispositif du pouvoir : avec Abdelaziz Bouteflika déclinant, une nouvelle équipe se met en place pour organiser la succession. Le « cœur atomique » du pouvoir algérien, le DRS, n'a plus le monopole. Il n'a même plus la préséance. Il est si affaibli qu'il a été attaqué par un homme aussi vulnérable que Amar Saadani.

Ce fragment de pouvoir perdu par le DRS est passé, dans un premier temps, à l'état-major de l'armée. Mais dans un pays qui veut donner l'apparence qu'il se « normalise », ça fait désordre de voir l'armée en première ligne. L'état-major de l'armée est donc invité à se faire un peu plus discret, au profit de la DGSN, dont le patron est à la fois un général de gendarmerie, un membre du premier cercle du chef de l'Etat, un adepte des fameux préceptes de « la gestion démocratique des foules », et un homme de la nouvelle génération, celle supposée assumer la charge de la gestion du pays durant la prochaine décennie.

Le général Hamel peut aussi trouver de vrais arguments pour se mettre en avant dans la gestion de la contestation au sud. Après l'échec des émissaires traditionnels, bureaucrates et réseaux, il peut taper sur la table dire que si l'agitation se poursuit, ce sont ses unités qui devront la gérer. Et l'Algérie ne sait pas gérer ces situations. Pour lui, les choses sont donc claires. L'échec de Ghardaïa pousse à éviter de créer un nouvel abcès. Quitte à désavouer les bureaucrates, de type Yousfi ou Sellal.

Le scénario est d'autant plus séduisant pour le général Hamel qu'il lui permet de se replacer au centre du dispositif, au moment où le président Bouteflika prend une décision radicale, celle de restituer la décision aux vrais centres de pouvoir, l'appareil militaire et sécuritaire. Ce que vient de consacrer le président Bouteflika en désignant le général Hamel comme émissaire pour le sud.

Serait-il présomptueux de demander de qu'est devenu M. Abdelmalek Sellal dans cette affaire ?

LA CHRONIQUE DU BLEDA RD



Paris : Akram Belkaïd

Monologues en peurs et colères



Paris, quatorzième arrondissement, une pâtisserie. Première halte. Après les attentats, j'ai pensé fermer la pâtisserie pour quelques jours mais mon mari m'a convaincue de ne pas le faire. Il m'a dit que les gens du quartier diraient que je me sens coupable, que j'ai peur. Ou alors que c'est la preuve que je suis complice. Je ne me sens pas du tout coupable et certainement pas complice. Je n'ai rien à voir avec ces assassins. Je n'ai pas honte non plus. Ils n'appartiennent pas à mon monde, à ma famille, à ma culture et encore moins à ma religion. Je suis en colère contre eux. Je suis en colère contre le gouvernement français qui n'a rien fait depuis des années pour empêcher que ça n'arrive. Mais j'ai surtout peur. Ah ça oui. Vous le voyez bien, je suis seule derrière le comptoir. Déjà, en temps habituels, je ne suis pas tranquille. Mais là... Hier, il y a une femme qui est entrée en me foudroyant du regard. Pourtant, c'est une cliente habituelle. Elle m'achète toujours des gâteaux ou des pizzas et des cocos. Là, elle n'a rien dit. Elle m'a juste regardée avec méchanceté et puis elle est ressortie sans un mot. Je ne l'ai plus revue depuis. Il y a en a une autre, une habituée elle aussi, qui m'a dit : « j'ai bien réfléchi. Je vous achète quand même quelque chose ». Je n'ai pas eu le courage de lui demander ce que voulait dire ce « quand même ». En temps habituels, je l'aurais fait. Mais là, je baisse la tête, je me tais et je ferme mes oreilles. Qu'est-ce que je peux faire d'autre ? Je ne vais pas dire que j'entends des horreurs toute la journée. Au contraire. Il y a eu des mots gentils. Des gens qui m'ont dit qu'ils ne faisaient pas d'amalgame. Mais il suffit d'un regard de travers, d'une réflexion venimeuse pour que ma peur revienne. Je suis française mais là, je ne suis plus qu'une musulmane qui a peur.

Paris, sixième arrondissement, une pizzeria. Deuxième écoute. Au début, j'ai accroché l'affiche « Je suis Charlie ». C'est un client qui m'a conseillé de le faire. Il m'a dit, « cette affiche va vous éviter des problèmes. Ça va faire du bien à la clientèle ». Il n'avait pas tort, c'est vrai que la plupart des gens étaient contents de voir la pancarte. Ça m'a rassuré aussi même si un client m'a dit « vous, c'est 'je suis charia' que vous devriez accrocher ». Un pauvre type, oui, mais un pauvre type que je vois tous les jours. Bien sûr que j'ai peur. Si jamais la situation se dégrade, on va payer pour des crimes que d'autres ont commis et avec lesquels on n'est pas d'accord. Ensuite, j'ai réfléchi. Je me suis demandé ce que veut vraiment dire « je suis Charlie » et est-ce que je le suis vraiment ? J'ai été sur internet, j'en ai parlé avec le librair-

re. Moi, je suis Charlie s'il faut dire non à la violence et aux attentats. Par contre, je ne peux pas être Charlie si ça veut dire qu'on est d'accord avec leurs dessins. Chacun a le droit d'avoir un avis, non ? Bon, je n'ai pas enlevé l'affiche mais ça a fini par me créer des problèmes. Il y a des clients maghrébins qui m'ont dit que je n'avais pas de personnalité. Mais les menaces sont venues de deux barbus en qamis. C'était vendredi dernier, juste après la grande prière. Ils sont restés dehors. Au début, j'ai pensé qu'ils lisaient le menu. En fait, ils me regardaient à travers la vitrine, goguenards. L'un d'eux a pointé le doigt vers l'affiche puis il m'a fait signe que non. Ensuite, ils sont partis. Ça a suffi pour que j'en perde le sommeil. J'ai enlevé la pancarte. Maintenant, il y a des clients qui me demandent où elle est passée.

Paris, premier arrondissement, une épicerie. Une halte nécessaire. J'ai peur. Ce qui est arrivé à Vincennes n'est pas un hasard. Il y a eu Merrah avant, ne l'oubliez pas. Dans la communauté, tout le monde sait que Coulibaly voulait d'abord s'en prendre à une école juive de Montrouge. Je sais que ça agace tout le monde qu'on parle de cette peur. Oui, ça agace les gens surtout vous, les Maghrébins. Il faut se dire les choses franchement, non ? J'ai des clients maghrébins, des gens de Tunisie, comme moi. On se parle droit dans les yeux, c'est comme ça qu'on se respecte. Ils me disent qu'on en fait trop. Ça veut dire quoi trop en faire quand des gars tuent délibérément des personnes de sa propre communauté ? Moi, j'ai peur et ça me met en colère de savoir qu'on pense qu'on joue la comédie. J'ai peur de voir un gars débarquer dans mon magasin et d'ouvrir le feu. A chaque fois qu'un client que je ne connais pas rentre dans le magasin, j'ai mon ventre qui se serre. Comme on n'est pas loin du périphérique, je me dis que je suis une cible facile, qu'on peut s'en prendre à moi parce que les possibilités de s'échapper sont plus nombreuses qu'au centre-ville. J'ai peur pour ma famille, j'ai peur pour mes enfants. Je ne veux pas qu'on me parle de Netanyahu ou de Gaza. Je veux juste qu'on comprenne que la peur, ma peur, est réelle. On ne joue pas la comédie. On ne fait pas ça pour que les gens s'apitoient. Il y a des familles qui sont terrorisées. Qui se disent qu'il faut quitter ce pays. Je sais, oui, il y a aussi des musulmans qui ont peur. Et alors ? On va tous partir ? Ou alors on va tous se balader avec une arme ? C'est ça qui risque d'arriver parce que la peur, ça fait dire et faire beaucoup de bêtises. J'aimerais juste qu'on me rassure. C'est tout. Oui monsieur, je suis juif et j'ai peur.



Marre de Charlie. Marre de son contraire. « Ne sent la douleur de la braise que celui qui en a les pieds dessus » dit-on chez nous. Pourquoi faire alors des problèmes des autres, les nôtres au moment où eux ignorent carrément les nôtres ? La rente s'est tarie, le confort ne se raffinera plus.

L'incertitude



Par El yazid Dib

Un système au pire de sa pathologie. Un patronat défiant tout embauteur aux délires de son égocentrisme. Une société en pleine insouciance et un peuple vivant à ses dépens, c'est cela le rythme auquel vont les jours. L'agenda national est pris en otage par le menu des faits divers survenus ailleurs. C'est si comme à l'arrêt d'un feu tricolore à Paris, toute la circulation s'arrête chez nous. Ou pire encore si un vent souffle à l'ouest atlantique l'on devient de si tôt fébrile. La diplomatie est certes allègre et aimable mais manque d'actes déterminants. Elle tourne. Ça bouge. Ou autrement dit ça ne bouge plus. La crise est aux portes du trésor, au seuil des puits. Les clairons s'ameutent. L'on force la croyance que l'on est dans l'attente d'un événement alors que tous les événements se ressemblent. Pas de renouveau. Pas de nouvel aménagement gouvernemental. Le sur place fait des mousses et ne stimule point le besoin d'afficher la moindre espérance à revoir un regain des projets perdus.

Le manque d'hygiène politique n'a pas été sans faire d'énormes dommages à plusieurs personnels, hier en charges des affaires publiques. Ceux qui n'ont pu, doucereusement accepter leur état, se trouvent au bord de la démence, à un pas du trépas ou à la merci de l'infarctus du myocarde. Le pouvoir n'a pas fait que créer des heureux, il a probablement suscité la création de malades. Le dernier cas subi dans sa chair, dans sa cellule familiale de feu le Wali de Annaba est plus qu'édifiant. Le défunt a emporté dans son linceul ses tourments et celles qui tourmentent ses pairs encore aphasiques.

A bien examiner les procédés usités dans les rouages quotidiens de la cité, on se prend à penser que tout le monde à raison. Tout semble indiquer que personne n'est dans la place qui lui revient eu égard à un profil, à une ancienneté ou à une qualification donnée. Plutôt que de laisser l'objet à son sujet, certains préféreraient doubler de sujets jusqu'au dépérissement total de l'objet. Avec cette énième « transition » dans la gouvernance de l'actualité ; le « génie » va s'ingénier davantage au recours des hommes dits de « la situation ». On placerait Ouyahia à la tête d'un exécutif chargé d'exécuter le peu d'espoir qui subsiste. Gérer l'aisance ou piloter la misère n'ont pas les mêmes codes d'honneur.

La fausseté de la pensée de nos gouvernants prend toute son allure justement au moment où au lieu d'essayer de comprendre les institutions, les confortent, les vénèrent ; ils les justifient ou inconsciemment les sapent. Ils le font faussement au travers des personnes actuelles et existantes et non sous l'angle de l'utilité et de l'essentiel. Ils ont recours à l'évincement et l'exclusion d'une façon aussi systématique, que même l'équilibre général insti-

tutionnel en pâtît. Pourquoi ne pas changer une équipe qui ne gagne pas ?? S'ils annoncent le faire ils le feront à l'humeur, sur des schémas, pensent-ils toujours valables, de périodes révolues où la société suppose-t-on, était bien institutionnalisée. Ils font de la gestion, une pratique qui ne repose que sur le témoignage insidieux, la délation tendancieuse et des probabilités dénuées de toute approche. Il est dit que dans certains ministères ; le chef ne lit pas ; il écoute. Il recoupe l'information en extra et méjuge le canal habituel. Notre mode de gouvernance est certes démocratique dans la forme, mais il révèle dans les faits tout ce qui confirme les atouts de l'oligarchie dans son sens le plus bêtement restreint. Le vivier de la compétence nationale s'usait, sans égard, selon l'alternance des hommes au pouvoir. Le va-et-vient des hommes laisse croire que ce pouvoir n'a rien de scientifique et ne se limite à aucun principe d'idéologie, de circonstances particulières ou de simples normes de performance. Il est et fait dans la famille et les amis. Même la régulation des vitesses du changement se transpose d'un programme à un autre. Avec cette crise qui vient sans avertir mais prévisible à plus d'égards, la manche ne va pas être de tout repos. Les coupes dans les programmes, les retranchements dans les demandes, les suppressions dans les crédits ont déjà commencé. Il sera ainsi difficile de ne point se maintenir dans un élan dépensier et outrancier ne cherchant parfois vainement qu'à se faire procurer une fausse stabilité. Voilà que l'ère de la grosse vache est finissant, voilà que le budget général ne peut supporter des envies et des phantasmes. Le temps est à la rigueur, alors que celle-ci devait être un filtre à ces fanfaronnades de tramways généralisés et de trémies ruralisées. Un tramway à Sétif, mon œil ! D'autant que ceux qui l'on conçu n'y voient là qu'un simple programme à réaliser. Une feuille. Un canevas d'action facile à remplir. L'on n'a pas idée, si l'on était citadin d'abimer le noyau d'une histoire urbaine pour hisser son palmarès et dire musclant ses propos : j'ai fait Sétif ! ...sans les siens.

La complexité dans la gestion des jours à venir ira croissante avec l'étendue des faits et des balourdises commis à l'encontre de ceux qui n'avaient de tort que celui d'avoir accompli avec noblesse les missions leur étant dévolues. Du personnel politique qui n'a su que de se cramponner aux chevilles d'une rente à l'effectif exécutif qui ne fait qu'enjoliver les carrières et rendre en beauté les biographies banales ; le monde est pétri de qui-proquo et d'accusations mutuelles. Qui ne prône pas la liberté et la promotion des droits de l'homme ? Qui ne veille pas à la garantie de l'égalité des chances dans l'emploi et l'accès sociale ? En réalité c'est l'écart du discours et de l'action qui fait toute la différence de la bêtise de l'homme. Sa mauvaise foi.

La distinction morale est le premier indice d'une solvabilité nationale. Elle est un besoin préliminaire dans tout vœu de chasteté et de droiture. On voit apparaître, sans ambages

l'envie de réussir là, où pour y réussir, il faudrait un minimum de répondants. Ainsi la victoire de l'un est un échec pour l'autre. L'économie de marché se voulait pour certains, un impératif qui passe ou qui casse alors qu'elle n'est pour les autres, qu'une économie de comptoir et de dépôt. La démocratie une civilisation ou tout contrairement un blasphème. La contradiction est tout à fait compatible avec la diversité d'idées, pourvu que l'on choisisse toujours, advenue que pourra ; des « constantes » constantes et des repères qui ne font que l'unanimité. Ce ne sont pas les hommes qui devaient faire changer les hommes, mais le besoin de la tâche, la contrainte du moment ou la raison tout court. Le tout survient sans changement fondamental des préceptes de la bonne conduite et de la simple moralité.

La société algérienne n'est plus une unicité hors l'unique lien de la nationalité. Les classes longtemps enfouies dans le mensonge et le discours scoliotique. 2015 sera un autre temps dans la continuité de la forfaiture. Elle se pratiquera autrement et selon d'autres schémas visant le l'inertie et le contre dynamisme. Rien n'aura de mérite pour venir faire changer les choses. Les walis resteront walis, les députés feront leur fortune, les autres élus se gargarisent des sièges et des retombées des allégeances.

L'an en cours corroborera l'emprise des goinfres et des accros des guichets de la domiciliation. Seulement la donne va être aléatoirement différente. Chaque crise porte quelquefois en son sein des sources de bonheur. Elle mettra à nue tous les artifices populistes et anti économiques. Les faux soutiens des prix, l'apparition de la vérité ainsi que la valeur du lauréat auront peut être droit de cité. Le pétrole pour l'Algérie n'a pas été uniquement un trésor inépuisable de la providence mais s'est élit tel un dieu omnipotent. Malheureusement ce bienfaiteur qui n'est pas déifié a été toujours glorifié et adulé au malheur de son peuple. Sa chute reste un sort prédit de longue date. Dans les annales de la préhistoire pétrolière. A cette chute s'est rajoutée une autre qui dure depuis fort longtemps. Celles des conduites sociales et des valeurs. Fini les amabilités et l'élégance. A ces gens là, en charge de l'hypothétique renouveau ; une autre intellectualité fait son ratage et n'arrive pas à leur soir pas plus que ne le ferait une promotion immobilière ou un marché juteux d'une nouvelle fortune arriviste. Je crois, que pour parer à ces inepties et ne plus rester dans une position de charité, il est temps peut être que l'élite, les concernés par la mouvance cérébrale aient le souci à se prendre en charge, comme il se fait ailleurs. L'on n'attend pas le préfet du coin pour honorer un mérite. C'est à la société es-qualité de le faire. Un rendez-vous médical chez un spécialiste est devenu une éternité. Une offre d'emploi comme une clémence. Quand tu crois dénicher dans le corps de chaque athée l'âme d'un dieu c'est que la religion n'est plus une croyance, mais une particularité singulière-

sant tout un chacun. Une contagion chronique. Les salles de prières font le complet lorsque les maisons de détention font de même. Entre la mosquée et la prison il n'y a qu'un prêche ou un prétoire. Le bâtonnat ou l'imamat sont à l'identique cursus. L'université se bloque d'année en année.

Cette année amorce bien son enclenchement par les dérives les plus inouïes. Un peuple qui trépigne et bat ses pieds sur le parvis attendant que quelque chose survienne sera toujours assujéti à ses initiales embarbouilles. Rien ne se lâchera de bonne volonté. Tout arrive à point et sans brutalisation et à la postulation rudement revendiquée. Gardia se meut et s'émeut dans son conclave. La pénitence prend l'ampleur d'un désordre social. Le mal est tellement enraciné que les identités des uns semblent se fermer aux autres. Alors que la coexistence était dans ce havre de paix une condition qui renforçait le partage, voilà qu'elle se rend impossible. Le gaz schiste est presque comme la constitution.

A bien examiner les procédés usités dans les rouages quotidiens de la cité, on se prend à penser que tout le monde à raison. Tout semble indiquer que personne n'est dans la place qui lui revient eu égard à un profil, à une ancienneté ou à une qualification donnée.

Il tente en osant remplacer le conventionnel, d'occuper une lacune laissée pour le compte des futures progénitures. A In Salah on tâte le terrain, on y vient, on y revient. Le sud est donc l'avenir de 2015. C'est là où doivent se jouer les pronostics vitaux ou d'un compromis ou d'une fatale rupture.

Les équilibres financiers passeront par orthodoxie sur, encore des politiques de rigueur. Serrer la ceinture jusqu'à ne plus avoir qu'un cuir et une boucle. La consommation sort ainsi du cycle des ménages tendant en bonne théorie Keynésienne à stimuler le marché. L'essentiel cajolé de près et sans grande conviction aurait été de freiner le transfert légal après son illégitime légalisation justement d'avoirs vers l'étranger. Le regard doit être plus perçant dans le circuit du financement des opérations transactionnelles internationales. C'est dans ce créneau que depuis peu l'on constate que des fortunes se sont faites ailleurs. Les jours seront donc difficile pour les autochtones et plus flexibles et interchangeables pour certains roublards. L'incertitude ne se répand pas sur tous. Elle n'est là que pour mettre en forte inquiétude ceux à qui l'on promettait des programmes, des bonheurs et du bien être. Rien n'est sur avec cette opacité qui obstrue toute vision.

L'AVENTURE À CHAQUE INSTANT

SÉRIE LIMITÉE
DUSTER BAROUDEUR*

3 ANS GARANTIE
OU 100 000 KM

DaciaAlgerie

www.dacia.dz | Pensez grand
1 433 000 DA
(* OFFRE VALABLE SUR STOCK LIMITÉ DANS TOUT LE RÉSEAU DACIA)
ÉCOUTE CLIENT : 0770 905 000

DACIA GROUPE RENAULT

**JOUR APRÈS JOUR,
TOTAL PREND SOIN DE NOUS.**

M E R

www.total.dz
facebook.com/total/algerie

TOTAL

Vous ne nous choisirez pas par hasard

أهلاً وسهلاً بكم
KITEAL
MEUBLES & DÉCORATION
Réinventez votre intérieur

OUVERT du Samedi à Jeudi de 10h - 19h00
Le Vendredi de 15h - 19h30

KITEAL, UN NOUVEAU CONCEPT QUI VOUS PROPOSE UN LARGE ÉVENTAIL DE MEUBLES, D'ASSORTIMENTS ET PRODUITS FONCTIONNELS, AU DESIGN PERTINENT ET À BONS PRIX...

ZONE SHOW ROOM B AXE ORAN – AÉROPORT ES-SENIA
MAGASIN: TEL. 040.21.10.74 EMAIL : CONTACT@KITEAL.COM

Route de l'aéroport

Aéroport Ahmed Ben Bella

VERS L'AÉROPORT

VERS ALGER

VERS ORAN

ROND POINT ELBAHIA

Concessionnaires auto

ZONE A

ZONE B

ZONE C

Venez vivre la différence...

PEGIDA, l'Eurabia et l'idéologie du grand remplacement



Par Ahmed Farrah

La haine avance, la raison recule, l'amalgame s'installe, l'heure est grave et le pire est à craindre. Rien ne sera plus comme avant, le faussé qui sépare des concitoyens s'est encore accentué, ces derniers temps, en France. L'Europe est secouée, elle bouge ! Les mouvements islamophobes tissent leur toile, la pieuvre déploie ses tentacules. Le choc culturel est exprimé violemment, sans hésitation et sans état d'âme : l'autre, le différent, le discordant, l'insoluble, l'inassimilable, l'étranger, le binational, le visible, le négro, le basané, celui qui n'a pas mérité ou n'a pas hérité sa nationalité dans l'espace Schengen, est au pied du mur, il est stigmatisé, soupçonné et accusé pour ce que d'autres ont osé commettre en son nom. Ils voulaient "lui rendre son honneur bafoué par Charlie", mais leur a-t-il demandé de le faire ? Non ! Il le rejette, il se démarque, il est blessé, il le clame de partout, de Londres à Berlin et d'ailleurs aussi « Not in my name », « Je suis Charlie », mais est-ce suffisant, pour exprimer sa peine et sa sincérité ? Terrible déception, la déprime est grandement émotionnelle ! La terre de la liberté et des droits de l'homme se dit en première ligne, en guerre contre le terrorisme et son apologie : plus de sécuritaire et moins de liberté. La France se retrouve unie, le consensus est trouvé, la marseillaise est entonnée pour la première fois depuis 1918 dans l'hémicycle du Palais Bourbon, pour sauver les principes de la République. La chasse aux sorcières a commencé, les actes d'islamophobie se sont multipliés : la peur ronge les tripes des musulmans, ces indésirables de la laïcité provocante, offensante et d'exception. Comment cette valeur institutionnalisée en principe sacrée chez les uns, peut-elle tolérer d'insulter et de tourner en dérision la conscience, le sacré ciel et la foi des autres ? Pas le blasphème, celui-là est crié dans les rues de Rabat à Bagdad ! "Le monde-libre, qui a le monopole des valeurs humaines, du juste, du vrai et de la vérité", ne s'embarrasse pas chaque jour, d'étaler la variabilité circonstancielle du droit dit universel, de son discours et son mépris pour les peuples qu'il a déstabilisés, sans demander leur avis : mais avaient-ils besoin de sa démocratie et de sa liberté ? Qui n'est en fait qu'un macabre désastre et d'anarchie mortelle. Ce qui se passe, aujourd'hui, en Irak, en Syrie, en Libye et ailleurs,

dans le monde qu'ils haïssent, et partout où ils sont passés, la terre n'est plus que chaos, ténèbres et hécatombe. Ils ne crient pas leur horreur et ne compatissent pas, pour les enfants, les femmes et les innocents gens, qui meurent sous leurs balles et leurs bombes, qu'ils ont mises à la disposition des "djihadistes" qu'ils ont inventés à des fins qui commencent à être décryptées, l'alibi ! Le retour de manivelle est clair, l'arroseur est arrosé. La réaction est ethniquement sélective, les intrus génétiques dans l'Occident, devraient payer l'addition salée. L'extermination des différences, l'eugénisme aryen pur blanc, véhiculé par des théoriciens sorciers à l'image de l'écrivain Renaud Camus, reprennent et détournent à leurs comptes, la funeste idéologie du "grand remplacement". Sa mise scène est faite dans une littérature, pornographique accessible aux petits cervelés érectiles et aux nervis va-t-en-guerre, par le romancier Michel Houellebecq que les médias mettent à la lumière du jour, non pas dans des émissions littéraires, mais sur les plateaux des journaux d'information, pour cracher son venin mortel contre les minorités visibles et propose d'en finir avec eux avant 2050, dans des guerres civiles, provoquées par les mouvements identitaires « les indigènes européens ».

Cette idéologie mortifère, xénophobe et particulièrement islamophobe ne cesse de se répandre en Europe, propagée encore par des intellectuels proches de l'extrême droite, et de l'extrême gauche comme, Raphaël Liogier, Éric Zemmour, Alain Finkielkraut, Michel Onfray etc. Tous dissimulent leur arabophobie, mais ne s'empêchent pas de stigmatiser l'Islam : le prétexte est clair, l'alibi est là, le raccourci est vite trouvé ; le terrorisme qui colle à la peau des musulmans. La théorie est en marche de se mettre en pratique d'abord, depuis l'Europe du Nord, « prophéties de Houellebecq », qu'arrivent les premières gouttes annonciatrices d'une puissante tempête purificatrice : les séries d'assassinats racistes en Scandinavie et d'Allemagne où le mouvement PEGIDA : « Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident », manifeste chaque lundi à 18 heures 30 dans un parc de la ville de Dresde, et ne cesse de s'étendre à d'autres Länder. La "peur" du remplacement génétique du peuple européen, par l'Arabe est exaltée et exprime l'idée qu'à la faveur de l'immigration, de la "prolifération fécondité" des Arabes, des Noirs et de la culture féministe, post-soixante-huitarde de l'Occidental, l'Europe cessera à terme d'être blanche, par la substitution de

sa population. Dans la même logique arabophobe déclarée, l'Eurabia : concept de Gisèle Littman-Orebi, une égyptienne d'origine juive, y décrit une conspiration qui, depuis les années 1970, lierait les élites européennes et les pays musulmans producteurs de pétrole sur la base d'un échange : « pétrole contre immigrés musulmans, patronat et main-d'œuvre bon marché », une thèse politique, souvent reprise par des mouvements d'extrême droite, parlant d'une Europe absorbée par le monde arabe, et suscitée « pour barrer la voie au multiculturalisme et à l'islamisation de l'Europe ».

Cette idéologie est également enveloppée sous la sensibilité religieuse, visant la visibilité croissante de l'islam dans l'espace public et, est décrite comme : un processus d'islamisation qui conduirait à l'« islamosubstitution », suite à la "guerre" qui se joue actuellement à l'insu du peuple, entre l'Occident chrétien et l'Orient musulman, « les néo-croisades du monde néo-médiéval », que l'Europe aurait déjà perdue, selon les gourous de cette idéologie Si les musulmans commencent à être visibles et trop voyant en Europe, en réalité ils ne sont qu'une minorité d'individus éparses et en perpétuelle concurrence les uns contre les autres, ils n'arrivent pas à s'organiser en communauté, comme force de proposition et d'accompagnement dans les politiques des pays où ils se trouvent. Ils ne font que reproduire les schémas politiques archaïques et mutuellement belliqueux de leurs pays d'origine ; même le ramadan et les jours de l'aïd ne les unissent pas, chacun suit le rite du pays, duquel il vient. Ils ne pèsent pas politiquement, ils sont très vulnérables, mais on les gonfle sciemment pour bien les faire imploser. Beaucoup de Maghrébins ne sont ni des pratiquants religieux, ni sympathisants islamistes, et ne connaissent que quelques rituels culturels liés à l'Islam, comme les noirs africains ne sont pas tous des musulmans, néanmoins leurs faciès et la couleur de leur peau, fait d'eux des cibles idéales et des boucs émissaires parfaits, preuve que les croyances religieuses des autres, impliquent peu pour l'Occident majoritairement laïc et athée. Mais, il reste intraitable et ne transige pas avec le métissage de son génome. Il sait bien que son monde serait en danger d'extinction démographique, en Scandinavie les banques de gamètes ne désespèrent pas, tout est prévu. Déjà le 05/03/1959, le Général De Gaulle disait à propos de l'assimilation des arabobères, d'Algérie : « C'est très bien qu'il y ait des Français jaunes, des Français noirs et des Français bruns. Ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu'elle a une vocation universelle. Mais à condition qu'ils restent une minorité, sinon la France ne serait plus la France. Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne, qu'on ne nous raconte pas d'histoire ! Si nous faisons l'intégration, si tous les Arabes et les Berbères étaient considérés comme Français... Mon village Colombey-les-Deux-Eglises s'appellerait Colombey-les-Deux-Mosquées » rapportées par Alain Peyrefitte. C'est pourquoi l'Europe se dit implacable, quand il s'agit du brassage de son ADN, et fait de son union un rempart contre sa dissolution ethnique, qu'elle craint très sérieusement. La présence de tous les dirigeants européens à Paris, pour exprimer leur solidarité indéfectible, le jour de la marche pour Charlie, est un signal fort envoyé à l'autre.

Ce Sud qui nous fait si chaud au cœur

Dans l'un de nos précédents textes, nous relations déjà ce sud de l'Algérie qui nous est si cher(*). L'actualité récurrente relative à l'exploitation du gaz de schiste qui caractérise ces dernières semaines cette région de notre pays est quelque peu préoccupante, et ce à plus d'un titre.



Par Salim Metref

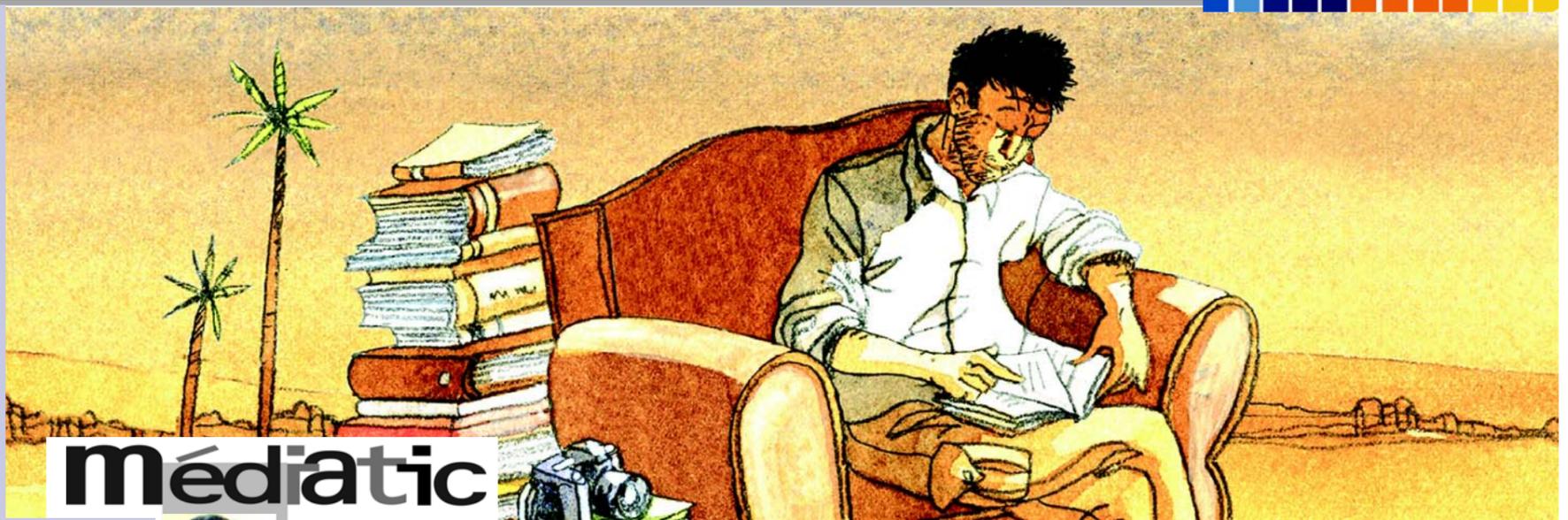
Même s'il pourrait constituer un enjeu vital pour le pays, le projet d'exploitation du gaz de schiste en Algérie n'aurait jamais du faire l'économie d'un vrai débat non pas entre économistes et politiques du sérail faisant valoir moult arguments mais entre spécialistes et fins connaisseurs de la question. Experts en questions environnementales, en géophysique, données actuelles consolidées sur les techniques de fragmentation hydraulique, représentants de l'industrie pétrolière, économistes auraient pu apporter les éclairages nécessaires pour mieux appréhender une question vitale qui continue de susciter débats mais aussi polémiques à travers le monde où certains chefs d'état ont parfois même opté pour l'interdiction pure et simple de son exploitation.

Les politiques auraient également enrichi le débat sous l'angle de l'enjeu stratégique que pourrait constituer pour notre économie l'exploitation de cette richesse naturelle enfouie dans la roche et qui constitue l'ultime poche de réserve d'énergie fossile. Et il semble également que la tradition de faire passer tout projet vital pour le pays au forceps et sans débat a connu pour cette fois-ci des couacs. Et il ne constituait pas pour cette fois-ci, semble-t-il, une urgence tant le discours le plus

vogue jusqu'à aujourd'hui était plutôt la recherche urgente d'un nouveau régime de croissance pour notre économie afin de l'extraire de la terrible dépendance vis-à-vis des hydrocarbures et le développement d'autres énergies alternatives que la course effrénée vers de nouveaux revenus pouvant éventuellement compenser les pertes de ressources financières que provoquera inéluctablement la chute des prix du pétrole qui constitue désormais une tendance lourde dont personne ne peut prévoir si elle est inscrite dans la durée où s'il faut espérer un changement à court terme.

Mais au-delà du peu d'intérêt accordé depuis longtemps à ce que certains appellent la communication institutionnelle et de l'inexistence d'une véritable participation des citoyens aux décisions qui engagent l'avenir de notre pays et des générations futures, le danger potentiel que peut receler le mouvement légitime et citoyen de contestation qui se développe dans les régions du sud de notre pays et s'il ne venait pas à être géré avec intelligence, écoute et concertation serait de voir un jour contester toutes les décisions, indépendamment de leur nature, qui pourraient prendre les pouvoirs publics à l'endroit de nos chères populations du sud avec tout ce que cela peut constituer comme opportunités dangereuses que ne manqueront pas d'exploiter ceux qui dans monde ne rêvent que de provoquer la partition et la dislocation de l'Algérie.

(*) L'Algérie a toujours commencé au sud.



Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



Pour la gloire de la culture. Pour l'honneur du pays !

Le roman algérien de langue française. Essai de Faouzia Bendjelid Chihab Editions, 196 pages, 700 dinars, Alger 2012.



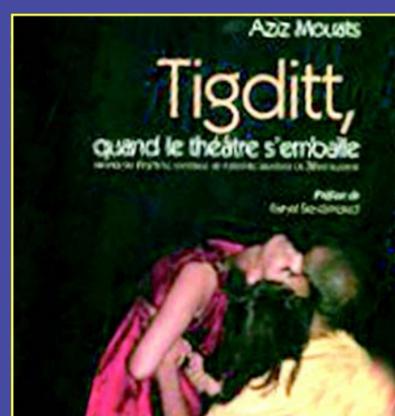
La littérature romanesque algérienne de langue française a son histoire. Eh, oui ! On a eu la littérature de «l'assimilation», la littérature de «pré-combat», puis la littérature de «combat»... ceci pour l'ère coloniale et ceci selon la catégorisation de F. Fanon. L'ère postcoloniale va subir «l'effet Kateb». Le roman *Nedjma* (1956) subit «les influences du courant universel de la modernité du texte qui se construit dans les disparités, les ruptures narratologiques et le collage tout en restant enraciné dans le terroir et le patrimoine culturel national» : Mémoire collective, histoire, mythologie et légendes puisées dans l'imaginaire collectif et la parole ancestrale et populaire... La «poétique du fragment» ! Le «je» qui s'impose. L'écriture (plurielle) iconoclaste va naître et s'imposer. Par la suite,

on aura de tout : surtout de la «littérature de résistance». Cette fois-ci, non contre le colonialisme... mais contre tout ce qui ne permet pas ou ne veut pas permettre l'émancipation au sens large du terme. L'exemple le plus visible de la littérature de contestation et de résistance est bel et bien celle produite par les femmes. Une véritable bataille pour la promotion de la condition féminine. Avec des parcours exceptionnels. Avec, aussi, une participation active, aux côtés des hommes, à «l'écriture d'urgence» imposée par la dénonciation de la violence terroriste des années 90, cet «espace tragique» de la vie du pays. L'écriture de l'«après-urgence» est une toute autre histoire : un «nouveau souffle» du roman algérien, avec le renouveau de l'esthétique et du sens. La littérature de langue française est loin de

s'estomper. Elle prospère et foisonne et, avec son discours encore inépuisable et inépuisé, elle s'émancipe même. Phénomène curieux ! Bien réel. **L'Auteur :** Faouzia Bendjelid est, entre autres, professeur, enseignante de français à l'Université d'Oran et chercheuse au Crasc d'Oran. Sa thèse de doctorat avait porté sur Rachid Mimouni.

Avis Destiné aux étudiants... et aussi aux «critiques» littéraires, surtout ceux de la presse spécialisée. Déconseillé aux contempteurs de la langue française.

Extraits : «Ecrire dans la modernité, c'est rejeter un modèle autoritaire et un discours d'allégeance au pouvoir politique en place» (p 11), «Le roman algérien de langue française n'a pas encore dit son dernier mot, et tous ses maux !» (p 160)



TIGDITT, QUAND LE THÉÂTRE S'EMBALLA. Epopée du Festival national du théâtre amateur de Mostaganem. Essai de Aziz Mouats (Préface de Kamel Bendimered). Apic Editions, 288 pages, 700 dinars, Alger 2014.

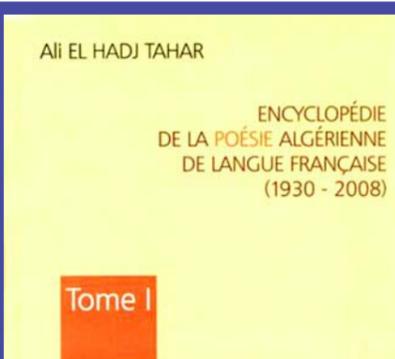
À la base : Un quartier populaire de Mosta, Tigditt. Un homme, ancien scout, au caractère trempé et «toujours prêt» pour accomplir la B.A. (bonne action) autour de lui, ancien poissonnier, ancien cantonnier en chef, mais d'une curiosité et d'une sensibilité culturelles à nulles autres pareilles, Mustafa Ben Abdelhalim dit «Si Djilali». Un ami, véritable «gourou», un précurseur, Ould Abderrahmane Kaki. D'autres amis (comme Abdelkader Benderdouche, Senouci Bouhell, Mekki Bensaid, Abdelkader Tamasquelte, Ghali Elakeb, Laaredj Ziane...), toujours disponibles pour le bien public... Ainsi que des lieux de rencontres et de débats toujours ouverts aux débats (comme le café Marhaba). Et, enfin, et surtout, une «idée», fille d'une véritable obsession : doter la ville d'un événement culturel important et qui marquera le temps et les esprits... une rencontre autour du théâtre... avec des troupes volontaires et volontaristes... Mostaganem pouvait valoir bien mieux qu'Avignon, n'est-ce pas ? Pas facile dans un système alors résolument autoritariste, sous tutelle d'un Parti unique, «dominant et hégémonique», sourcilieux et soucieux de ses «prérogatives révolutionnaires». Encore que... le parti avait d'autres chats à fouetter, avec un 19 juin pas si lointain et un Pouvoir qui cherchait à récupérer la société civile, celle de l'Algérie profonde, par le biais d'une Révolution culturelle.

Inauguration (bien plutôt démarrage) : 1^{er} septembre 1967. Dans un «obscur siège des Sma» et grâce au Croissant rouge... et aux commerçants de la ville, surtout les grossistes, ce qui permettait de bien nourrir son monde (Mustapha Kateb, le directeur du Tna, avait, dit-on, effectué spécialement le déplacement depuis Alger et aurait remis discrètement une somme de cinq millions de centimes qui ira directement dans la cagnotte du festival). Dix troupes au rendez-vous dont quatre originaires de Mosta. Bigre ! Que de chemin parcouru. On a même vu des soirées avec 10 000 spectateurs (au stade Benslimane). Qui dit mieux, qui dit plus ? Aujourd'hui, en juin 2014, on en est à la 47^{ème} escale, celle du Festival national du théâtre amateur de Mostaganem. Une ville marquée par bien des hommes et des événements culturels (Kaki, Khadda, Z. Bouadjadj, Cheikh Hamada, Tengour...)... et, aussi, son agriculture terrestre (boostée par le mytique Ita) et maritime (quel poisson, mes amis !), mais dans l'imaginaire collectif culturel et intellectuel, il y a toujours le Fntam. et il y a le souvenir d'un grand homme de l'action culturelle mostaganémoise et nationale, décédé le 10 juin 1990, à l'âge d'à peine 70 ans. Décidemment, la culture en Algérie, ça use... et c'est ingrat ! Tout le reste est une toute autre histoire marquée par des hauts et des bas... avec une «descente aux enfers», des tentatives de récupération, des mi-

ses à l'écart, des erreurs de «casting», des heures de gloire, des audaces, la venue (4^{ème} édition) du tamazight, les dettes, les entourloupettes, le bénévolat, les tentatives islamistes pour imposer une chappe sur les œuvres... Ce qui est sûr, c'est que l'aventure intellectuelle, une des plus grandes du pays, continue. **L'Auteur :** Aziz Mouats, né en 1950 à Skikda, est de formation agronome. Installé à Mostaganem, après ses études à l'Ita, je crois, depuis fort longtemps, il est, aussi, journaliste et enseignant universitaire. Surtout, un militant infatigable de la mémoire.

Avis Défense et illustration du théâtre amateur national, mais surtout hommage rendu à des hommes de bonne volonté et à une ville ouverte à la culture populaire. Les gens de Mosta ont bien de la chance d'avoir un skikdi (l'auteur), ce qui me remplit de fierté, et un tlemcénien (le préfacer) un ami dont j'ai apprécié, sur le terrain et apprécie toujours le talent d'écrivain et l'engagement. Ce qui démontre la qualité et l'objectivité du contenu... Avec un certain engagement !

Extraits : «Dans tout travail de mémoire, il y a toujours deux risques, celui impardonnable de la subjectivité et du parti-pris, et celui factuel de la défaillance mémorielle» (p 15).



ENCYCLOPÉDIE DE LA POÉSIE ALGÉRIENNE DE LANGUE FRANÇAISE (1930-2008). Recherche de Ali El Hady Tahar (Deux tomes/157 poètes). Editions Dalimén, Tome 1 : 461 pages / Tome 2 : 493 pages ; les deux pour 2.200 dinars, Alger 2012

On a déjà eu des encyclopédies et des dictionnaires biographiques sur la vie culturelle du pays, mais c'est, à mon avis, la première fois qu'une Encyclopédie aussi vaste nous est présentée... en Algérie, par un auteur Algérien. Un énorme travail abattu : 112 pages pour la présentation avec des textes courts mais clairs qui nous éclairaient sur le cheminement difficile et souvent douloureux ou tragique d'un genre littéraire encore assez incompris... et pourtant aimé tous les jours (avec un retour sur «la période coloniale», «les années 1960», «les années 1970», «les années 1980», «les années 1990 et 2000», mais aussi la «poésie intellectuelle», les «femmes rebelles et plume au vent»... et, bien sûr, l'inévitable problématique de «la francophonie»). L'approche chronologique obéit à une logique qui a permis de cerner tous les aspects. Elle a permis, à l'auteur, «de chevaucher les périodes politiques que l'Algérie a traversées et qui correspondent à des préoccupations esthétiques, philosophiques et morales particularisées et dominantes dans les littératures qui en sont issues». Durant la période coloniale, la poésie a été d'abord et avant tout une arme de combat. Celle des années 60 s'est caractérisée par la revendication et la définition de l'identité nationale et l'énonciation d'un projet de société. Durant les

années 70, il y a fusion des idéaux poétiques avec le projet politique. Durant les années 80, succession de problèmes... la paix sociale est rompue. Malgré tout, une certaine fidélité aux idéaux de justice et de droit. Les années 90 voient la lutte pour rétablir l'espoir et exorciser «les noirs desseins qui pèsent sur le pays». Chose importante à souligner, la poésie algérienne de langue française a toujours refusé de se définir par une rhétorique théorisée et balisée à l'avance dans un manifeste. Sa finalité admise, c'est son contenu, qui fuse dans des mots savants, ou dans le lexique du quotidien des masses, dans les vers rimés, dans la poésie en prose... Des styles divers... avec des sujets lisibles, «ce qui la destine au lecteur qui aime le Beau enrobé de sens». Profitez-en donc pleinement ! Car, vous avez 157 poètes présentés dans l'ordre alphabétique, ce qui facilite la recherche : de Aba Souridine et Ahmed Arua à ZI rem Yousef et Jean Sénac, en passant par Haddad Malek, Hadj Ali Bachir, Kateb Yacine et Safi Kentaou : Une bio-express, l'œuvre poétique, l'œuvre, des poèmes ou des extraits de poèmes... Des vers bien pleins. Au service de votre santé morale ! L'auteur termine par une conclusion cependant bien amère. Le militant prenant le pas sur le chercheur ? Malgré tout le mal qu'il se donne, le poète

(en français ou en arabe), devenu un exclu et un reclus dont les œuvres ne sont même pas repris dans les manuels scolaires, n'est pas, n'est plus, comme l'étaient Kateb Yacine et bien d'autres, la conscience de son peuple... «les valeurs ayant subitement changé, les opportunistes et les corrompus (...) devenus les références populaires»... Le militant a bien raison. Hélas ! **L'Auteur :** Ali El Hady Tahar, né le 18 mars 1954 à Merad (Tipasa) est journaliste... mais aussi peintre... et, bien sûr, poète

Avis Digne de figurer dans votre bibliothèque. Et, qui aime (la poésie et les belles-lettres) ne compte pas, n'est-ce pas ?

Extraits : «Ce n'est pas la faute des militaires si notre démocratie est encore mensongère, et qui, d'ailleurs, vaut mieux que le repas de sang et d'intolérance servi à la table des fanatiques» (p 21), «En s'emparant d'une langue étrangère, les poètes algériens en ont fait un outil charnellement expressif, profondément lié à leurs racines, à leur âme et à leur histoire» (p108), «La «démocratie» du dernier despote, au lieu de permettre le déploiement du génie créateur en est devenue le tombeau et celui de tous les rêves» (p 112).

la **Chronique**
de Paris
Par Pierre Morville



«Après attentats» : le temps des interrogations

Par-delà les enquêtes en cours, la France se questionne



Après les émotions populaires sur fond « d'union nationale », vient nécessairement le temps des interrogations. La population, le gouvernement, la classe politique ont été surpris et inquiets devant les manifestations anti-françaises qui se sont déroulées la semaine dernière dans le monde musulman. La dernière une de Charlie a choqué. Dans ce vieux pays laïc qu'est la France, se moquer des religions fait partie des traditions locales. Il n'en est pas de même ailleurs. « Ne vous laissez pas abattre » titrait le Canard enchaîné en soutien à la rédaction de Charlie, durement décimée par l'attaque terroriste. Cette dernière a donc fait une couverture du journal, sans peut-être ne pas avoir eu conscience que cela pouvait aggraver d'autres peuples, d'autres cultures, d'autres religions. Côté français, quatre millions de personnes ont manifesté en France pour la défense de la liberté d'expression, avec ses bons et ses mauvais côtés.

Il n'était pas, en revanche, ni de bon goût, ni intelligent que l'actuel Premier ministre, Manuel Valls, sorte du conseil des ministres, en exhibant fièrement sous le bras, la une de Charlie Hebdo.

Peut-être qu'ayant pris conscience qu'il en avait trop fait dans un sens, Manuel Valls en a fait trop dans un autre. Dans un discours qu'il a prononcé à l'occasion de ses vœux à la presse, le mardi 20 janvier, Manuel Valls est revenu « sur les maux qui rongent notre pays ». Pour le Premier ministre, il existe en France « un apartheid territorial, social, ethnique ». « Très fier de lui, le chef du gouvernement a même rappelé qu'il avait employé ce terme d'apartheid dès 2005, comme pour exalter sa propre clairvoyance. Il n'a pas parlé de ségrégation, un vocable très fort et déjà provocant qui prêterait à discussion. Non, pour lui, en France, c'est encore bien pire. C'est le régime de l'apartheid qui prévaut, commente Sophie Coignard dans le Point, cela dénote au mieux une faute de français, au pire une erreur de jugement au regard de l'histoire. L'apartheid, en effet, est un mot afrikaans qui signifie littéralement séparation. Il désigne la politique systématique de discrimination raciale qui a eu cours en Afrique du Sud de 1948 à février 1991 ».

« APARTHEID » ???

Le Premier ministre a eu raison de rappeler le contexte social et culturel, le racisme ambiant qui peuvent expliquer, sans l'excuser, le choix de quelques rares jeunes de banlieue à faire le choix du djihadisme radical. De là à comparer son propre pays à la situation de

l'Afrique du Sud sous l'apartheid, c'est un plus que du débordement rhétorique. Tout d'abord, parce que si la situation est loin d'être rose en France, on est quand même très loin de la construction raciste qui sévissait en Afrique du Sud : dès 1948, « le thème récurrent des gouvernements nationalistes successifs ne sera plus dès lors la défense traditionnelle de l'identité afrikaans face au danger de domination ou d'acculturation anglophone mais celui du peuple blanc d'Afrique du Sud (anglophones, afrikaners, lusophones) menacé par la puissance de la démographie africaine et la crainte d'un soulèvement de millions de Noirs (population majoritaire dans le pays) qui balaieraient le peuple afrikaner, sa langue, sa culture, ses institutions et toute sa manière de vivre. L'idée est aussi de mettre en place une politique permettant de satisfaire aux deux tendances constitutives du parti national, l'une portée sur la suprématie blanche garantissant la sécurité des blancs, l'autre mobilisée autour de la promotion et de la défense de la culture afrikaner enracinée dans l'histoire « d'un peuple élu » (le volk) rappelle le site Wikipedia. Holà ! Les millions de personnes qui ont manifesté en France, de toutes origines, toutes races, de toutes religions, l'ont fait en évitant toute dérive raciste ou xénophobe.

La seconde critique que l'on peut faire à Manuel Valls est de lui rappeler qu'il est actuellement le chef du gouvernement et que si nous vivions en situation « d'apartheid », il lui faudrait des mesures autrement plus républicaines que celles qu'il a annoncé, hier à l'issue du conseil des ministres. Manuel Valls a choisi un renforcement des moyens : « ?au total, ce sera 2.680 emplois supplémentaires dans les différents services régaliens et de justice pour lutter contre la menace terroriste. C'est un effort massif mais nécessaire pour assurer la sécurité? », a-t-il dit. « ?Le risque zéro n'existe pas mais notre devoir c'est d'agir? », avait déclaré en préambule Manuel Valls, « ?la menace reste aujourd'hui très élevée. Nous devons cette vérité aux Français? ». Il a souligné que « ?en tout ce sont 122 000 personnes, gendarmes, policiers, militaires, qui assurent la sécurité des points sensibles, notamment des synagogues, écoles juives, mosquées, établissements scolaires musulmans, et bâtiments publics? ».

« ?Aujourd'hui, il faut surveiller près de 1.300 personnes, Français ou étrangers résidents en France, pour leur implication dans les filières terroristes en Syrie et en Irak. C'est une augmentation de 130% en un an? », a-t-il expliqué. « ?A cela s'ajoutent 400 à 500 personnes concernées par les filières plus anciennes ou concernant

d'autres pays, ainsi que les principaux animateurs actifs dans la sphère cyber-djihadiste francophone. En tout ce sont près de 3.000 personnes à surveiller? ».

DES MESURES EXCEPTIONNELLES DE SURVEILLANCE, À SURVEILLER

Plus problématique dans le domaine des libertés constitutionnelles est le renforcement des écoutes et intrusions dans la vie personnelle des individus. Le chef du gouvernement a souligné que « ?la loi de 1991 sur les interceptions a été conçue avant l'internet. L'encadrement légal des opérations réelles conduites est lacunaire? ». Cela « ?n'est satisfaisant ni en termes de sécurité juridique des opérations, ni sur le plan des libertés publiques? ». « ?Désormais, l'intégralité des opérations assurées sur le territoire national bénéficieront de la légitimité de la loi et feront l'objet d'une autorisation expresse. Ce sera un texte protecteur des libertés publiques, puisque chaque opération sera soumise à un contrôle externe indépendant, sous le contrôle d'une juridiction spécialisée? », a aussi mis en avant Manuel Valls. « ?La proportionnalité des moyens de surveillance autorisés sera au cœur des opérations de contrôle? », a-t-il garanti.

Plus facile à dire qu'à faire, surtout quand on n'a guère de précisions sur ce « contrôle externe indépendant, sous le contrôle d'une juridiction spécialisée » à venir...

Quant à quelques propositions très choquantes sur le plan démocratique, le Premier ministre a prudemment botté en touche : sur la réactivation d'une peine d'indignité nationale, qui fait débat, Manuel Valls a demandé une « réflexion transpartisane? » avec le Parlement. « ?Je proposerai aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat qu'une réflexion transpartisane puisse être conduite, par exemple, par les présidents des Commissions des lois des deux assemblées, Jean-Jacques Urvoas (député PS) et Philippe Bas (sénateur UMP) pour examiner et formuler des propositions définitives dans un délai court de six semaines et totalement compatibles avec notre droit et nos valeurs? », a dit le Premier ministre. « ?Le gouvernement n'entend pas agir dans la précipitation sur les questions de principe? », a souligné toutefois le Premier ministre. Mais cette question d'une réactivation de la peine de l'indignité nationale, a-t-il relevé, figure parmi les « ?interrogations? » à étudier dans le contexte actuel. Une telle mesure, a-t-il cependant estimé, « ?marquerait avec une force symbolique les conséquences de la transgression absolue que constitue la commission d'un acte terroriste? ».

Quant à la déchéance de la nationalité, il a annoncé que le Conseil constitutionnel se prononcera demain. Sur un plan constitutionnel et démocratique, rappelons tout de même que ces deux mesures éventuellement envisagées, « peine d'indignité nationale » (dangereusement symbolique, et d'une efficacité douteuse) et « déchéance de la nationalité » (totalement inique) seraient évidemment en totale contradiction avec la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen », fièrement exhibée dans toutes les mairies de France.

BOND SPECTACULAIRE DE LA POPULARITÉ D'HOLLANDE

Salués pour leur gestion de la crise terroriste, François Hollande et Manuel Valls enregistrent des gains de popularité sans précédent, d'une vingtaine de points selon deux sondages. Une embellie exceptionnelle mais sans doute pas durable.

Le rebond du président surprend d'autant qu'il avait atteint une cote d'impopularité sans précédent dans la Vème République. Sa cote reste toutefois négative, François Hollande retrouve 40% de popularité (Ifop), et 38% chez Ipsos. En décembre 2012, il avait décroché pour une descente aux enfers qui l'avait fait toucher un plancher de 18%, selon l'Ifop. Le Premier ministre grimpe de 17 points dans le sondage Ifop, à 61%, et de 23 points dans celui d'Ipsos, à 59%.

« Phénomène rarissime », commente à l'AFP, Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'institut. « Le seul cas analogue est François Mitterrand, gagnant 19 points de satisfaction au moment de la guerre du Golfe entre janvier 1991, quand il déclare que les armes vont parler, et la prise de Koweït en mars ». Pour le politologue Thomas Guénolé, « avant les attentats, François Hollande n'était pas respecté en tant que président, y compris dans son propre camp ». « On en était à se demander: va-t-il finir le quinquennat ? Je pense que le « Hollande bashing », c'est fini ». (bashing, anglicisme qui signifie racclée, lynchage médiatique). Et au regard des divisions de l'opposition de droite, l'hypothèse d'un 2^{ème} quinquennat en 2017 commence à faire rêver l'entourage de François Hollande.

Bien sûr cette embellie des sondages ne durera qu'un temps car les mauvaises nouvelles sur le plan économique et social continuent de s'accumuler. D'ici la fin 2015, les organismes de conjoncture estiment qu'au mieux, une centaine de milliers de chômeurs supplémentaires viendront s'ajouter 5,17 millions déjà enregistrés. Le Fonds monétaire international (FMI) estime que le PIB de la France ne progressera que de 0,9% en dessous de la très prudente progression de 1% prévue par le gouvernement.

Pire, l'Europe et la France est rentrée dans une phase de déflation, poire d'angoisse pour tous les économistes : les prix ont baissé de 0,2% sur un mois en décembre, leur premier recul depuis octobre 2009, a confirmé vendredi l'office européen de statistiques Eurostat. L'inflation était de 0,8% un an auparavant, et de 0,3% en novembre. Le taux enregistré en décembre est le plus faible depuis septembre 2009. Dans une période de déflation, les ménages et les entreprises repoussent leurs achats. « La demande se tasse, du coup les entreprises sont tentées de réduire la production et le travail, s'ensuivent hausse du chômage et baisse des salaires » résume la revue Challenge.

Bref, une baisse prolongée des prix et des salaires dans toute l'Europe. Ce qui entraîne une rentrée affaiblie des impôts et cotisations. Complicé quant on a de plus en plus de chômeurs...

Pour éviter le danger et tenter de relancer la croissance, la Banque centrale européenne a déployé depuis le mois de juin un vaste arsenal de mesures afin de soutenir l'économie. Mais pour sortir de cette spirale déflationniste, il faudra faire plus notamment en matière de dette publique, peut-être par le rachat massif le rachat massif par la BCE des obligations d'état. Avec un problème, l'attitude allemande : « Il y a aujourd'hui en Allemagne une sorte de fétichisme par rapport à l'équilibre budgétaire, commente l'économiste Gregory Claeys au quotidien suisse Le Temps. Pour lui, ce pays « a considéré, à tort, que la discipline budgétaire était primordiale et l'unique voie vers le retour à la croissance. Pourtant de nombreux économistes et même le Fonds monétaire international, l'OCDE et la BCE plaident pour une politique fiscale expansionniste ».

Le président syrien Bachar El-Assad reçoit Paris Match

En exclusivité, l'entretien accordé par le président syrien Bachar El-Assad à Paris Match, le samedi 28 novembre, dans la capitale syrienne.



DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À DAMAS
RÉGIS LE SOMMIER

Monsieur le Président, après trois ans de guerre, au point où nous en sommes aujourd'hui, regrettez-vous de ne pas avoir géré les choses différemment au début, lorsque les premiers signes de révolte sont apparus, en mars 2011? Vous sentez-vous responsable??

Bachar El-Assad: Dès les premiers jours, il y avait des martyrs de l'armée et de la police. Nous avons donc, dès cette époque, fait face au terrorisme. Il y avait des manifestations, certes, mais pas en grand nombre. Notre seul choix était de défendre le peuple contre les terroristes. Il n'y en avait pas d'autres. Nous ne pouvons pas dire que nous le regrettons, puisque nous luttons uniquement contre le terrorisme. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas eu d'erreurs commises dans la pratique. Il y a toujours des erreurs. Parlons aussi franchement?: si le Qatar n'avait pas financé dès le début ces terroristes, si la Turquie ne leur avait pas apporté un soutien logistique et l'Occident un soutien politique, les choses auraient été différentes. La Syrie connaissait des problèmes avant la crise, ce qui est normal, mais cela ne signifie pas qu'il faille trouver aux événements une origine intérieure.

Durant cette guerre, on reproche à votre armée d'avoir utilisé massivement la force. Pourquoi bombarder des civils??

Lorsqu'un terroriste vous attaque, croyez-vous que vous pouvez vous défendre par le dialogue?? L'armée a eu recours aux armes lorsque l'autre partie en a fait usage. Notre but ne saurait être de frapper les civils. Comment peut-on résister pendant près de quatre ans en tuant des civils, c'est-à-dire son propre peuple, et en même temps combattre les terroristes et les pays hostiles qui les soutiennent, à savoir ceux du Golfe, la Turquie et l'Occident?? Si nous ne défendions pas notre peuple, nous serions incapables de résister. Par conséquent, il n'est pas logique de dire que nous bombardons les civils.

Des images par satellite de Homs ou de Hama montrent des quartiers oblitérés. L'Onu, à laquelle adhère votre pays, parle de 190 000 morts au cours de cette guerre. Les habitants de ces quartiers étaient-ils tous des terroristes??

D'abord, il faudrait vérifier les statistiques des Nations unies. Quelles en sont les sources?? Les chiffres qui circulent aujourd'hui dans le monde, notamment dans les médias, sont exagérés. Ils sont faux. Ensuite, les images de destructions ne sont pas seulement des photos par satellite, mais des photos prises sur le terrain. Ces destructions sont réelles. Lorsque des terroristes pénètrent dans une région et l'occupent, l'armée doit la libérer. Des combats sont alors engagés. Il est donc normal qu'il y ait destruction. Dans la plupart des cas, lorsque les terroristes s'installent, les civils prennent la fuite. En vérité, le plus grand nombre de victimes en Syrie se compte parmi les partisans de l'Etat et non l'inverse. Beaucoup ont été tués lors d'attentats. Quand vous avez la guerre et le terrorisme, il y a hélas des victimes innocentes. Ça arrive n'importe où, d'ailleurs. Mais il n'est pas concevable qu'un Etat vise ses propres citoyens.

Toujours selon l'Onu, 3 millions de Syriens sont réfugiés dans les pays limitrophes, soit un huitième de la population. Est-ce que ce sont tous des alliés des terroristes??

Non, non. La plupart de ceux qui ont quitté la Syrie l'ont fait à cause du terrorisme. Parmi ces réfugiés, certains soutiennent les terroristes, d'autres l'Etat. Ces derniers ont quitté le pays pour des raisons de sécurité. Une grande partie des réfugiés ne soutient personne.

D'un point de vue militaire, avez-vous les moyens de gagner la guerre??

Présent, nous combattons des Etats, pas seulement des bandes. Des milliards de dollars leur sont versés. Des armes leur ont été fournies par des pays comme la Turquie. Il ne s'agit pas d'une guerre facile d'un point de vue militaire. Pourtant, l'armée syrienne progresse dans beaucoup de régions. Personne ne peut encore prévoir quand cette guerre prendra fin, ni comment. Nos adversaires pensaient, au début, gagner le cœur des Syriens. Ils n'y sont pas parvenus. Ils ont perdu le soutien de la population locale. C'est précisément ce qui a permis à l'armée de progresser. Nous devons envisager la guerre d'un point de vue militaire, social et politique.

Mais ils n'ont pas encore perdu, puisque la moitié de votre pays vous échappe.

L'armée syrienne ne peut être partout à la fois. Là où elle n'est pas présente, les terroristes en profitent pour franchir les frontières et s'infiltrer dans telle ou telle zone. Mais chaque fois que l'armée décide de reprendre une



région, elle y parvient. Il ne s'agit pas d'une guerre entre deux armées, où l'une occupe un territoire et la seconde un autre. Il s'agit d'un autre type de guerre. Nous avons affaire à des groupes terroristes qui s'infiltrent dans une ville ou dans un village. Cette guerre sera donc longue et difficile.

Beaucoup disent que la solution, c'est votre départ. L'avez-vous vous-même envisagé??

Partout dans le monde, un chef d'Etat arrive au pouvoir par un mécanisme constitutionnel et le quitte par le même mécanisme. Un président ne peut ni s'imposer ni quitter le pouvoir par le chaos. La preuve tangible, ce sont les conséquences de la politique française en Libye avec la décision d'attaquer Kadhafi. Quel en a été le résultat?? Après son départ, il y a eu le chaos. Son départ était-il la solution?? La situation s'est-elle améliorée?? La Libye est-elle devenue démocratique?? L'Etat est comme un navire?: dans la tempête, le capitaine ne prend pas la fuite. Il ne quitte pas le bord. Si les passagers doivent s'en aller, alors il sera le dernier à partir.

Cela veut dire que le capitaine est prêt à mourir. Vous avez évoqué Mouammar Kadhafi. Est-ce que vous avez peur de mourir de la même façon que Saddam Hussein ou Kadhafi??

Le capitaine ne pense pas à la mort, ni à la vie. Il pense à sauver son navire. S'il fait naufrage, tout le monde mourra. Il vaut donc mieux tout faire pour sauver son pays. Mais je voudrais souligner une chose importante. Mon but n'est pas de rester président, ni avant, ni pendant, ni après la crise. Mais quoi qu'il arrive, nous autres Syriens n'accepterons jamais que notre pays devienne un jouet entre les mains de l'Occident. C'est un principe fondamental pour nous.

Parlons du groupe Etat islamique. On entend dire parfois que, au départ, le régime syrien a encouragé la montée des radicaux islamistes pour diviser l'opposition. Que répondez-vous??

D'abord, en Syrie, nous avons un Etat, pas un régime. Soyons clairs sur la terminologie. Si nous supposons que cela est vrai, et donc que nous avons soutenu l'Etat islamique, cela revient à dire que nous leur avons demandé de nous attaquer, d'attaquer nos aéroports militaires, de tuer des centaines de nos militaires, d'occuper nos villes et nos villages. Où est la logique là-dedans?? Qu'avions-nous à gagner dans tout cela?? Diviser et affaiblir l'opposition, comme vous le dites?? Nous n'avions pas besoin de le faire. L'Occident lui-même reconnaît que cette opposition était fantôme. C'est ce qu'Obama lui-même a dit. L'hypothèse est donc fautive. Mais alors, où est la vérité?? En réalité, l'Etat islamique a été créé en Irak en 2006. Ce sont bien les Etats-Unis et non la Syrie qui occupaient l'Irak. Abou Bakr Al-Baghdadi était dans les geôles américaines et non dans les prisons syriennes. Qui a donc créé l'Etat islamique?? La Syrie ou les Etats-Unis??

Les Syriens que nous rencontrons à Damas font plus allusion aux cellules dormantes djihadistes en Occident qu'à la guerre contre l'Etat islamique. C'est étonnant, non??

Le terrorisme est une idéologie et non une organisation ou une structure. Or, l'idéologie ne connaît pas de frontières. Il y a vingt ans, le terrorisme s'exportait depuis notre région, en particulier depuis les pays du Golfe, comme l'Arabie saoudite. A présent, il nous vient d'Europe, et notamment de France. Le plus gros contingent de terroristes occidentaux venus en Syrie est français. Ils commettent des attentats en France. En Belgique, ils ont attaqué le musée juif. Le terrorisme en Europe n'est plus dormant, il s'est réveillé.

Les Américains sont aujourd'hui, contre l'Etat islamique, des alliés tactiques. Considérez-vous toujours leur intervention comme une violation du territoire syrien??

Vous avez utilisé le mot "tactique", et c'est là un point important. Vous savez bien qu'une tactique n'a aucun sens sans une stratégie. Car elle seule n'arrivera pas à venir à bout du terrorisme. Il s'agit d'une intervention illégale, d'abord parce qu'elle n'a pas reçu l'approbation du Conseil de sécurité, ensuite parce qu'elle n'a pas tenu compte de la souveraineté d'un Etat, qui est la Syrie. La réponse est oui. C'est une intervention illégale et donc une violation de la souveraineté nationale.

L'AFP rapporte que votre aviation a effectué 27000 sorties aériennes en moins de quarante jours, ce qui est énorme. Quand vos avions croisent ceux des Américains, par exemple en allant bombarder Raqqa, existe-t-il un protocole de non-agression??

Il n'y a pas de coordination directe. Nous attaquons le terrorisme là où il se trouve, sans prendre en considération ce que font les Etats-Unis ou la coalition. Vous seriez sans doute surpris -d'apprendre que le nombre quotidien de sorties de l'aviation syrienne pour frapper les terroristes est supérieur à celui de la coalition. Donc, d'abord, il n'y a pas de coordination. Ensuite, les frappes de la coalition ne sont que cosmétiques.

Mais ces frappes-là vous aident. La démission du secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel, s'explique en partie parce qu'il pensait qu'elles renforçaient votre gouvernement et vos positions.

Notez que votre question contredit celle dans laquelle nous sommes accusés de soutenir Daech. Ça veut dire plutôt que nous sommes des ennemis de Daech.

J'ai dit qu'on entend qu'au départ vous avez soutenu Daech pour diviser l'opposition.

Je ne vous accuse pas, je fais plutôt allusion à ce qui le pensent.

Maintenant, une des conséquences est cette démission, du point de vue américain. Estimez-vous quand même que les frappes de la coalition vous aident??

On ne peut pas mettre fin au terrorisme par des frappes aériennes. Des forces terrestres qui connaissent la géographie et agissent en même temps sont indispensables. C'est la raison pour laquelle il n'y a pas eu de résultats réels après deux mois de campagnes menées par la coalition. Ce n'est donc pas vrai que les frappes de la coalition nous aident. Elles nous auraient certainement aidés si elles étaient sérieuses et efficaces. C'est nous qui menons les combats terrestres contre Daech et nous n'avons constaté aucun changement, surtout que la Turquie apporte toujours un soutien direct dans ces régions.

Le 14 juillet 2008, vous étiez à la tribune, sur les Champs-Élysées, en marge du sommet pour la Méditerranée. Aujourd'hui, le gouvernement français vous considère comme un paria. Comment vivez-vous cette situation??

Les bonnes relations entre 2008 et 2011 n'étaient pas le résultat d'une initiative française. Il y a eu d'abord les Américains qui ont chargé l'administration française, à l'époque, de faire pression sur la Syrie au sujet de l'Iran. Il y a eu ensuite le Qatar qui poussait la France à améliorer ses relations avec la Syrie. En-

tretenir de bonnes relations avec nous n'émanait donc pas d'une volonté indépendante de la France. Aujourd'hui, les choses n'ont pas changé. Hollande, comme Sarkozy, n'agit pas de son propre gré.

François Hollande continue de vous considérer comme un adversaire. Pensez-vous qu'à un moment le contact pourra être renoué??

Ce n'est pas une question de relations personnelles. D'ailleurs, je ne le connais même pas. Il s'agit de relations entre Etats et institutions et dans l'intérêt des deux peuples. Nous traiterons avec tout responsable ou gouvernement français dans l'intérêt commun. Mais l'administration actuelle œuvre à l'encontre des intérêts de notre peuple et de ceux du peuple français. Je ne suis ni l'ennemi personnel ni le rival de Hollande. Je pense que c'est plutôt Daech qui est son rival, puisque leurs cotes de popularité sont très proches.

Oui ou non, y a-t-il aujourd'hui en Syrie des armes chimiques??

Non, nous l'avons très clairement déclaré. Et lorsque nous avons décidé de renoncer aux armes chimiques, c'était de manière définitive et totale.

Pourtant, le secrétaire d'Etat américain John Kerry vous accuse d'avoir violé le traité en faisant usage de chlore. Est-ce vrai??

Vous pouvez trouver du chlore dans n'importe quel foyer syrien. N'importe quelle faction peut l'utiliser. Mais nous, nous ne l'avons pas utilisé, car nous avons des armes conventionnelles plus efficaces, que nous employons dans notre guerre contre les terroristes. Nous ne le cachons pas, car c'est notre droit. Ces accusations ne nous surprennent pas. D'ailleurs, depuis quand les Américains disent-ils la vérité à propos de la crise syrienne??

Avez-vous utilisé des armes chimiques??

Nous n'avons pas utilisé ce genre d'armes. Autrement, il y aurait eu des dizaines de morts, sinon des centaines de milliers, et pas simplement 100 ou 200, comme on l'a dit l'année dernière, surtout dans des régions peuplées de centaines de milliers, voire de millions de Syriens.

A l'occasion de votre dernier séjour à Paris, fin 2010, j'avais interviewé votre femme, Asma. Est-ce que ça vous manque de ne plus pouvoir voyager hors de vos frontières??

Je ne suis pas amateur de voyages et mes visites n'étaient pas pour faire du tourisme. Ce qui me manque vraiment, c'est la Syrie telle qu'elle était. Ce qui nous manque, bien sûr, c'est un monde différent où règnent des relations logiques et morales. Nous avions à l'époque de grands espoirs de développer notre région, de lui assurer une plus grande ouverture intellectuellement. Nous pensions que la France était, par son patrimoine culturel, la mieux placée pour jouer ce rôle avec la Syrie au Moyen-Orient.

Votre épouse se voyait comme une ambassadrice de la modernité. Comment vit-elle cette situation, maintenant qu'elle est recluse en Syrie??

Comme tous les Syriens, comme moi, elle éprouve de la douleur devant la destruction et le sang versé. Cela nous peine de voir notre patrie revenir des décennies en arrière et devenir un foyer de terrorisme après avoir été parmi les cinq premiers pays sur le plan de la sécurité. Tous les deux, nous sommes navrés de voir l'Occident, qu'on croyait capable d'aider à l'ouverture et au développement, prendre la direction inverse. Pire encore, nous déplorons que ses alliés soient des pays moyenâgeux du Golfe, comme l'Arabie saoudite et le Qatar.

On vous décrit comme quelqu'un d'extrêmement proche de ses enfants. Le soir, en rentrant chez vous, comment leur expliquez-vous ce qui se passe dans votre pays??

Ce dialogue se déroule dans chaque foyer syrien. Le plus difficile est lorsqu'on a affaire à des enfants dont la conscience sociale s'est formée durant la crise. Les deux principales questions qu'ils posent sont les suivantes?: comment des gens qui croient ou disent défendre Dieu et l'islam peuvent-ils tuer et décapiter?? C'est une contradiction difficile à expliquer. Les enfants demandent aussi si ces gens-là savent qu'ils se trompent. La réponse est que certains le savent et exploitent la religion à des fins partielles; d'autres sont des ignorants, qui ne savent pas que la religion, c'est le bien et non le meurtre. Ils nous posent une dernière question?: "Pourquoi l'Occident nous attaque-t-il et soutient-il les terroristes??" Ils ne parlent pas de l'Occident en tant que tel, mais évoquent des pays précis comme les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne. "Pourquoi agissent-ils de la sorte?? Est-ce qu'on leur a fait du mal??" Nous leur expliquons alors que les peuples, c'est une chose, et que les Etats, c'en est une autre.

Emigration clandestine : le business florissant des passeurs marocains

Malgré la mise en place du Frontex, le dispositif de lutte contre l'émigration clandestine, les candidats à l'aventure connaissent des fortunes diverses.

La Gazette
Du Sénégal

En effet, si certains ont pu rallier les côtes espagnoles après avoir vécu le calvaire dans les chaînes de montagnes du désert du Sahara, en proie à la faim, la soif et aux rigueurs des intempéries, d'autres qui n'ont jamais réussi à franchir cet obstacle fatidique, déplorent les incarcérations dans les prisons marocaines, les humiliations subies et les corvées en territoire algérien, sans compter les fortes sommes jetées au vent.

M. Mamadou Fall dit Seckane a connu deux tentatives qui se sont soldées par l'échec, ce qui le plonge dans une persistante amertume. Récit d'un Thiaroyois meurtri.

Il ne saura peut-être jamais le nombre exact de morts causées par le drame de l'émigration clandestine, tellement les chiffres sont contradictoires. A Thiaroye-sur-mer, la localité qui a sans doute payé le plus lourd tribut, l'on annonce plusieurs chiffres. Mamadou Fall dit Seckane qui a tenté de

rallier par deux fois les côtes espagnoles, sans succès, avec à la clé des arrestations et toutes sortes d'humiliations subies tant du côté des garde-côtes marocains qu'algériens, parle de deux cents morts ou disparus.

Quant à Mme Yayi Bayam Diouf qui a perdu son fils dans ce cadre, elle avance des chiffres officiels, à savoir 156 disparus au large des Iles Canaries, 374 mineurs retenus dans les centres de détention de mineurs, 88 orphelins de l'émigration clandestine et 210 rapatriés des Iles Canaries.

Ces chiffres ne font nulle part mention des femmes disparues, alors qu'il pourrait en toute vraisemblance exister des cas de femmes ayant pris le risque d'embarquer dans ces pirogues de fortune.

Combien ont péri dans les déserts marocain (sahraoui), algérien ou nigérien ? Certains ont perdu la vie suite à une altercation avec des passeurs ou entre clandestins. Qui pourra dire le nombre exact de ceux qui moururent d'épuisement et que l'on fut obligé de jeter en pleine mer ? Le phénomène de l'émigration est une

hécatoombe, qui mérite de la part de l'Etat un tout autre regard. Une enquête minutieuse devrait être menée pour se faire une idée plus ou moins exacte de l'ampleur du drame, ne serait-ce que pour la postérité.

D'autre part, la période à laquelle cette émigration clandestine a débuté, est source de contradiction. Mme Yayi Bayam Diouf affirme que c'est en septembre 2005 qu'une famille de pêcheurs était partie en haute mer pour une durée de 15 jours. Mais on resta sans nouvelle d'eux pendant trois mois. Et c'est au moment où leurs parents les considéraient comme morts, qu'ils réapparurent, expliquant que c'est une forte tempête qui les avait fait dériver jusqu'aux Iles Canaries.

Depuis ce jour, rapporte Mme Diouf, la psychose règne dans le village de Thiaroye, où beaucoup de jeunes pêcheurs ont tenté de suivre les traces de leurs devanciers. Parce qu'ils avaient enfin compris qu'avec une pirogue artisanale, il était bien possible de traverser l'Atlantique. Selon elle, cet engouement est à l'origine, en mai 2006, de la mort de 81 jeunes de Thiaroye, dont la pirogue a chaviré en cours de traversée.

Mamadou Fall dit Seckane, lui, affirme que l'émigration clandestine remonte à 1999-2000, quand il a pris l'avion pour débarquer au Maroc, d'où, avec un zodiac ou même une pirogue, il est possible de rejoindre Ceuta au Nord ou Laayoon au Sud, si ce n'est Méliila près de Tanger, avant de tenter de rallier l'Espagne.

M. Fall a révélé que c'est en 2001 que la frontière a fini par être bloquée ; mais n'empêche, tous les migrants qui, en 2002, sont entrés en Espagne l'ont fait à partir de Laayoon ou Dahla dans le Sud Marocain au niveau de la frontière avec la Mauritanie.

Courant 2006, sachant que de Nouadhibou en Mauritanie, il est bien possible de débarquer aux Iles Canaries, beaucoup de migrants ont expérimenté ce voyage avec succès. Mais la peur a fini par s'installer depuis l'an-

nonce du chavirement de cette pirogue qui transportait les 81 passagers, contenant en majorité des jeunes de Thiaroye-sur-mer qui ont tous péri.

Cette émigration clandestine constitue également un business très florissant auquel certains marocains s'adonnent allègrement, avec la complicité de négro-africains, en particulier des Sénégalais. L'expérience vécue par M. Mamadou Fall se passe de commentaires. En effet, ayant rallié le Maroc par avion, il ne tarda pas à rejoindre Laayoon en compagnie de plusieurs autres candidats à l'émigration qui ont chacun déboursé la rondelette somme de 1000 euros, soit 659.000 FCFA versés aux passeurs marocains. Le modus operandi consistera, dans un premier temps, à larguer les candidats au voyage clandestin dans le désert, au niveau des montagnes, à " Tranquilo " précisément, le temps de procéder à la fabrication d'une embarcation.

D'après les explications de M. Fall, l'attente dans ce coin peu commode peut durer parfois trois mois à l'insu des forces de sécurité qui utilisent des moyens aériens pour repérer les migrants disséminés entre les chaînes de montagnes du Sahara.

Parfois, les passeurs qui ont empoché les sous tardent à revenir ou, tout simplement, disparaissent ; et les candidats au voyage sont finalement obligés de se signaler eux-mêmes aux forces de sécurité parce que ne pouvant plus supporter la faim. Ils sont alors arrêtés et conduits en prison pour une durée minimale de 30 jours, avant d'être refoulés vers Ouzdah en Algérie, où les militaires leur font faire des corvées dans les plantations parfois pendant plusieurs mois, avant de les relâcher. Ainsi, ceux qui tentent de retourner au pays en marchant entre l'Algérie, le Niger puis le Mali, souffrent énormément et peuvent perdre la vie ou s'égarer définitivement, s'ils ne sont la proie de certains fauves, révèle M. Fall.

Par contre, les plus chanceux se-

ront refoulés vers Dahla, en Mauritanie, avec la possibilité de rentrer au Sénégal beaucoup plus facilement.

Les militaires algériens peuvent également vous aiguillonner pour vous permettre de retourner au Maroc et retrouver " Tranquilo " en attendant sagement l'arrivée des passeurs qui ont empoché l'argent, auquel cas il faut payer 100 euros à un guide pour vous indiquer le chemin.

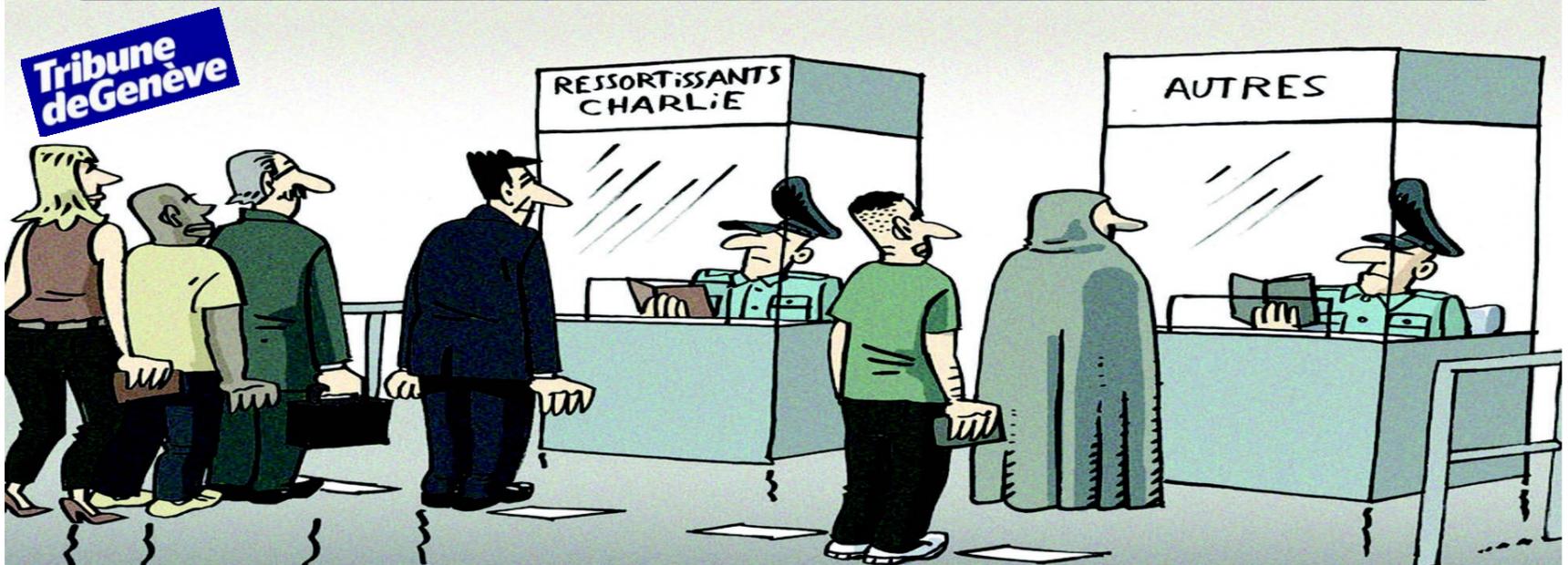
AU PAS DE CHARGE

Mais au cas où les passeurs marocains décident de vous convoier, rapporte M. Fall, c'est une voiture 4x4 tout terrain transportant l'embarcation qui vient prévenir le " contingent ". En général c'est un groupe de 17 personnes qui, à pied et au pas de charge, suit la voiture dès la tombée de la nuit, (20 heures) et jusqu'à minuit, de " Tranquilo " le lieu de refuge jusqu'au rivage.

L'embarquement pour 12 heures d'aventure, démarre ainsi parfois la tentative est couronnée de succès, parfois elle se solde par un échec et dans ce cas les migrants sont largués par les passeurs. Et commence un nouveau calvaire, parce qu'il leur faut se débrouiller pour rejoindre les montagnes du Sahara à leurs risques et périls, en endurant les privations jusqu'au prochain embarquement, dans des conditions climatiques inimaginables. Dans certains cas les passeurs ne reviennent plus et vous perdez la somme déboursée, parfois les conditions sont favorables et les passeurs sont en mesure de respecter leurs engagements liés à l'embarquement. Ils ravitaillent leurs clients avec quelques baguettes de pain et de l'eau pour les aider à résister.

Dans le pire des cas, la pirogue prend l'eau et, si aucun secours n'intervient, c'est hélas le naufrage. Avec le repêchage de corps inanimés ; et, pour les survivants, la prison, le rapatriement, les corvées dans les champs, la tentative de rentrer au bercail, les disparitions tragiques. Un cycle infernal ininterrompu que réserve l'émigration clandestine à l'humanité entière.

FRANCE: NOUVELLES MESURES ANTITERRORISME



La tablette pour enfant, un cadeau empoisonné ?

RÉALITÉS
TUNISIE

De plus en plus de parents pensent pouvoir contrôler cet outil tandis que d'autres refusent catégoriquement d'offrir des tablettes à leurs enfants. Des modèles « Hello Kitty », des « superman » des tablettes incassables... Tout est là pour vous faire craquer. De plus en plus de tablettes sont conçues spécialement pour les enfants. Le contrôle parental pour rassurer les plus réticents, en fait-il un beau cadeau pour les enfants ? Peut-on réellement juger l'outil en lui-même ou l'usage qu'on en fait ?

À PARTIR DE QUEL ÂGE ?

« Tout d'abord, il faut savoir que l'on n'a pas connaissance des méfaits que peut avoir le Wifi sur nos enfants. Ensuite, livrer une tablette à un bébé qui n'a pas encore connaissance du monde réel, qui n'a pas eu le temps d'assimiler ce qui l'entoure, qui ne fait pas encore la différence entre le réel et le virtuel peut être dangereux pour son développement. On peut accompagner nos enfants, en parler avec eux, jouer avec eux à partir de 6 ans... Mais il est dangereux de laisser un enfant livré à lui-même en face d'une tablette. Cela est pareil pour la télé, l'ordinateur etc... » nous dit Dr. Moez Chérif. Certains parents pensent contrôler parfaitement la situation et ont fran-

chi le pas. « Moi j'ai acheté une tablette à mon fils de 6 ans juste après la rentrée, il joue avec après les cours, une demi-heure par jour et une heure le weekend. On a téléchargé des applications ensemble, des jeux avec des calculs, des histoires et plein de choses qui peuvent l'aider à évoluer de manière tout à fait saine ! Je suis contre les jeux violents, les jeux de combat... J'essaie de maîtriser en attendant qu'il comprenne de quoi il s'agit » affirme Mouna, mère de deux enfants. On peut voir de plus en plus de parents acheter des tablettes à leurs bébés. Ils ont à peine un an, ne parlent pas encore, savent à peine marcher et ont des tablettes avec leurs dessins animés préférés.

Amel, pour sa part dit : « Moi, ma fille a une tablette depuis qu'elle a un an et demi et je lui mets des chansons, des dessins animés, je suis plutôt satisfaite ».

Un vendeur de matériel informatique à Lafayette nous dit « De plus en plus de parents viennent acheter des protections, des caches mickey et autres... pour les tablettes des petits. Souvent, ils ramènent aussi les tablettes avec l'écran cassé ou du jus renversé dessus ! »

LA FAMILLE DÉCONNECTÉE !

« Il faut vraiment savoir que le risque majeur avec la télé, les tablettes et l'ordinateur c'est que l'enfant se renferme sur lui-même... Laisser de très jeunes enfants regarder de manière continue la télé sans être accompagnés, sans dialoguer, peut

être considéré comme un répit pour les mamans et les nounous et pourtant cela peut rendre l'enfant autiste ! » affirme Dr. Moez Chérif

Les risques sont, certes, nombreux mais de plus en plus de familles n'ont pas conscience que ces appareils ont remplacé le dialogue !

« J'ai vu hier, dans un restaurant, une famille, un couple avec deux enfants, les deux parents étaient chacun sur son smartphone et les enfants jouaient l'un avec la tablette et l'autre avec son téléphone. J'ai trouvé ça horrible et terrifiant... Pas un mot, on entend que les sons de leurs appareils ! Comment peut-on accepter que dans une famille, le dialogue soit à ce point rompu ? » Témoigne Nadia. La télé doit être, pourtant, un support pour le dialogue et non une finalité en soi. On peut débattre en famille suite à un talk show, une émission, un reportage ou un film mais cela est bien plus difficile avec ces appareils très « personnels » et personnalisables.

« Moi, je suis foncièrement contre ! Je pense que le papa et la maman doivent eux mêmes jouer avec leurs enfants ! On peut jouer aux cartes, au Monopoli, faire des gâteaux ensemble, de la peinture, dessiner ou même faire un tour au parc, au bord de la plage... Enfin, on peut improviser selon l'endroit où l'on se trouve, notre disponibilité et nos moyens. L'interactivité est capitale avec les enfants » souligne Hana.

COMMENT CONTRÔLER ?

« Dans la tablette que j'ai achetée pour ma fille,

il y a un mot de passe sur toutes les applications : donc c'est moi qui ouvre les applications. Bien sûr, pour responsabiliser mon enfant, on choisit ensemble les applications qu'on télécharge et je lui explique pourquoi je refuse de télécharger certaines applications » précise Mayada.

Si Mayada contrôle le contenu, d'autres pensent que tout est question de timing.

Pour Myriam des solutions existent. « Moi, mon fils, je ne lui donne sa tablette que quand il est en vacances ou alors les week-ends, je ne trouve pas ça grave. A petite dose, c'est bien la tablette ! » affirme-t-elle.

D'autres ont trouvé d'autres moyens. « Mon fils a huit ans, bien sûr, j'ai activé le contrôle parental mais j'essaie de lui montrer que je ne suis pas là uniquement pour sévir et dire non mais que je m'intéresse à son jeu et donc je joue avec lui, je donne mon avis et on essaie aussi de télécharger des jeux qui se jouent à deux et je le responsabilise. Tu peux jouer autant que tu veux à condition que tes devoirs soient faits et bien faits. Je veux que tu sois responsable et si tu n'es pas à la hauteur, je te confisquerai la tablette » dit Rachid. La tablette est donc un cadeau très controversé, cela dépend de l'âge de l'enfant, du contrôle et de la présence des parents et surtout du dialogue. La tablette ne doit pas être l'outil qui nous sépare de nos enfants mais au contraire, on peut vivre des moments de complicité avec nos enfants avec ou sans tablette !

Enlèvement d'enfants, un crime qui rapporte

Le kidnapping d'enfants devient une réalité inquiétante en Egypte. Alimenté par la situation sécuritaire instable, le crime laisse les parents des victimes dans le désarroi.



Il vit plus. Son cœur de père est meurtri. Islam Kambar ne peut oublier cette date du 14 juin 2014. Ce jour-là, son fils Moëmen, âgé de 3 ans et demi, est enlevé alors qu'il jouait devant le domicile de ses grands-parents, à Messilha, un village situé dans le gouvernorat de Ménoufiya. Depuis, et malgré ses recherches inlassables, il ne l'a plus revu.

Tout a commencé lorsque ce pharmacien travaillant en Arabie saoudite vient passer des vacances en Egypte, en compagnie de sa femme et son fils. Comme c'est de coutume dans les provinces, les parents laissent leurs enfants jouer dehors. Il n'a fallu que quelques secondes pour que l'enfant disparaisse. Un témoin a assuré que l'enfant avait été enlevé par une mendiant. Depuis, plus de signe de vie du bambin. Un procès-verbal a été dressé par le père, portant le numéro 2826 et la photo de son fils diffusée dans les différents commissariats de police du pays. La police a procédé à une enquête pour déterminer les circonstances de l'enlèvement, mais les recherches se sont avérées infructueuses. Par ailleurs, aucune rançon n'a été demandée aux parents. « Il n'y a rien de pire que d'avoir son propre enfant kidnappé, c'est comme si l'on vous arrachait le cœur », dit Islam, dont la vie est devenue un calvaire. Et d'ajouter : « Si au moins on m'annonce que mon fils est mort, alors j'implorerais le bon Dieu pour qu'il me donne le courage et la patience de surmonter ma peine. Mais je sens qu'il est encore vivant. Personne ne sait où il se trouve ».

Ce père se bat depuis trois mois pour retrouver son fils. Il dit être allé partout : police, médias et même réseaux sociaux. Il a créé plusieurs pages sur Facebook dont « Allons chercher Moëmen », « Nous sommes tous Moëmen Islam » et « Moëmen va revenir ». La photo de cet enfant circule sur la toile avec la promesse d'une récompense de 20 000 L.E. à celui qui le retrouvera. Invité dans une émission télévisée sur les enfants disparus, ce père a supplié les ravisseurs de libérer son fils en ajoutant qu'il était prêt à se plier à toutes leurs demandes. « J'ai passé 35 jours à Choubra Al-Kheima dans la rue, sous les ponts, avec les mendiants, dans l'espoir de le retrouver ou d'obtenir quelques informations, mais sans résultat », fulmine le père au cœur brisé.

Islam n'est pas le seul à vivre un drame aussi terrifiant. La liste est longue et elle ne cesse de s'allonger, avec des parents et des proches qui souffrent le martyre. Omar Mohamad Kamel, 12 ans, a été enlevé alors qu'il jouait avec son vélo, dans le jardin de sa maison, située à la cité de Madinaty, à l'est du Caire. Des hommes cagoulés l'ont entraîné par force dans une voiture sans numéro d'immatriculation. Depuis, c'est le cauchemar. Ses ravisseurs ont

téléphoné sur le portable de sa mère Aliya Heykal exigeant une rançon de 3 millions de L.E. Le même scénario s'est répété avec Youssef Al-Sayed Abdel-Rahmane (10 ans), qui a été enlevé dans la cité d'Al-Réhab, au Nouveau Caire. Celui-ci a été libéré après le versement d'une rançon de 150 000 L.E. Le petit garçon, encore traumatisé, dit avoir été menacé à l'arme blanche par son ravisseur avant d'être enlevé à la sortie de la zone des restaurants. « L'un d'eux m'a jeté dans une voiture de couleur grise et ils m'ont endormi. Arrivés à destination, dans une vieille maison, ils m'ont conduit dans une pièce où j'ai découvert que je n'étais pas seul. D'autres enfants étaient là, la plupart plus jeunes que moi. Ils m'ont demandé si mon père avait de l'argent », raconte Youssef.

LA RUMEUR CIRCULE

Des histoires qui en rappellent d'autres, ayant plongé de nombreuses familles dans le désarroi et le désespoir. En effet, le rapt d'enfants est devenu une réalité inquiétante en Egypte. Ce crime abject a pris des proportions alarmantes ces derniers mois et menace la vie des enfants. De plus, la rumeur d'enlèvement d'enfants circule un peu partout. Au café du coin, au marché, dans les centres commerciaux, on ne cesse d'entendre cette phrase : « Faites attention à vos enfants ! ». Le bouche à oreille a bien fonctionné, boosté par la nouvelle technologie. Sms, et Internet via les blogs et les réseaux sociaux ont largement contribué à amplifier son impact. La blogosphère a trouvé du grain à moudre. Des groupes ont été créés dont « Tous unis contre le kidnapping », ou « Mobilisation contre le kidnapping de nos enfants ».

Des visages angéliques ne cessent de faire le tour de la toile depuis, suscitant émoi et indignation. Près de leurs domiciles, devant leurs écoles ou dans des endroits isolés, nombre d'enfants ont été victimes d'enlèvements orchestrés par des individus agissant généralement en groupe, à bord de véhicules. La plupart des auteurs de kidnapping interpellés font partie de bandes de malfaiteurs en quête de gains faciles. Toutefois, certains parents dont les enfants ont été kidnappés attribuent ces disparitions au développement des réseaux criminels officiant dans la mendicité ou le trafic d'organes. Afin d'éliminer cette idée, les organes de sécurité nationale ont démenti l'existence de tels réseaux, soulignant qu'aucune opération relevant d'un tel trafic n'avait jamais été enregistrée, et que l'existence de ces réseaux n'avait été ni découverte, ni confirmée. « Ces cas avérés ne peuvent être considérés comme un phénomène. Ce sont des cas isolés, dont seules les enquêtes en cours vont déterminer les causes exactes », affirme le colonel Ayman Helmi, conseiller médiatique au ministère de l'Intérieur au site électronique d'Al-Ahram, assurant que le but d'un rapt c'est d'abord la recherche d'un profit matériel qui est la rançon. Il y a aussi la vengeance en cas de litige, et l'enlè-



Moëmen Islam Kambar et Abdallah Hani, disparus depuis juillet dernier et dont la photo ne cesse de circuler sur la toile.

vement de l'enfant par l'un des deux parents. Cependant, le fait de tarder à le signaler à la police rend la tâche plus ardue. Pour le cas de Omar, l'enfant kidnappé à Madinaty, ses parents ont tout de suite signalé sa disparition. Et donc, une vaste opération de recherche a été lancée par la police. Cette dernière a procédé au contrôle des véhicules et des individus, bouclant ainsi toutes les entrées et sorties de la cité tout en mettant en place un dispositif de patrouilles et de barrages, afin de le retrouver. 18 heures plus tard, la police a réussi à localiser ses ravisseurs grâce aux communications téléphoniques et à libérer Omar.

La bande de malfaiteurs impliqués dans l'enlèvement a été arrêtée. Selon le colonel Helmi, les services de sécurité multiplient les actions pour démanteler les réseaux de banditisme. Un réseau spécialisé dans l'enlèvement d'enfants dans le gouvernorat de Charqiya a été démantelé. Il était dirigé par une infirmière qui volait les nouveau-nés de l'hôpital où elle travaille, pour les vendre.

500 CAS CES DERNIERS MOIS

Cependant, les chiffres communiqués par le Conseil national pour la maternité et l'enfance montrent que le phénomène du kidnapping prend de l'ampleur. Selon un rapport publié par le conseil, et durant les trois premiers mois de l'année 2014, le numéro vert 16 000 a enregistré plusieurs actes de violence perpétrés contre des enfants. Le taux de meurtre a atteint 31,8 % contre 23,2 % de viols et 19,7 % de kidnapping. Quant à la Coalition égyptienne des droits de l'enfant, elle a enregistré 500 cas de kidnapping d'enfants ces derniers mois, avec demande de rançons, et 250 cas de viols. « Les enlèvements se sont multipliés et avec eux les rançons qui ont atteint la plupart du temps des sommes de 6 ou à 7 chiffres. La plupart des cas de disparition d'enfants ont été récemment enregistrés dans les nouvelles villes, là où il n'existe pas de postes de police, comme par exemple Madinaty et Al-Réhab au Nouveau Caire, ainsi que dans les gouvernorats de Haute-

Egypte, connus par la propagation des armes », assure Doaa Abbas, secrétaire générale de la Coalition égyptienne des droits de l'enfant. Une vision partagée par Yousri Al-Badri, journaliste des Faits divers au quotidien Al-Masry Al-Youm. Selon lui, ces gangs continuent à semer la psychose ces derniers mois dans le pays, en profitant du fait que la police est prise par la lutte contre les groupes terroristes. L'enlèvement d'enfants dont les parents sont fortunés a ouvert la porte à un chantage élaboré à grande échelle. Il suffit de trouver sa cible et s'assurer que les parents ont de l'argent pour planifier un kidnapping et demander une rançon. « Le plus grave c'est que les familles des enfants kidnappés préfèrent payer la rançon que d'avertir la police. Ce qui explique pourquoi 70 % des enlèvements ne sont pas signalés à la police », explique Al-Badri, tout en ajoutant que parmi les réseaux de banditisme spécialisés dans l'enlèvement des enfants au Caire, figurent les bédouins habitant la ville de Badr et la bande de Ezbet Al-Haggana à Madinet Nasr. Ces derniers ne cessent d'imposer des rançons aux habitants et aux entrepreneurs des sociétés.

« RÉAGIR VITE »

Certains experts attribuent cette recrudescence du kidnapping des enfants au crime organisé qui a pu bénéficier des mouvements d'infiltration aux frontières est et ouest avec d'importantes quantités d'armes acheminées via Gaza et la Libye. Sans oublier la dégradation des conditions sociales, la pauvreté et l'augmentation du taux de chômage. D'après le Dr Refaat Abdel-Basset, sociologue à l'Université de Hérouan, il y a une inertie officielle, et il pense que nombre de parents en souffrance organisent eux-mêmes la recherche et reprochent aux autorités de ne pas les soutenir suffisamment. « Réagir vite », deux mots qui, selon lui, pourraient sauver la vie à plusieurs enfants en Egypte. Une ligne directe, mais aussi des campagnes d'informations devraient être lancées dans tout le pays, afin de retrouver les enfants disparus le plus rapidement possible.

« Tout se joue aux premières heures qui suivent l'enlèvement. On ne doit pas attendre 24 heures pour agir et mettre en place des dispositifs de recherche. Les plans de recherche immédiate doivent être mis en place, à savoir : diffusion de photos, installation de barrages, établissement de périmètres de sécurité, alerte à tous les niveaux à travers les médias, les réseaux sociaux... », énumère-t-il.

Ayat Gawdat est mère d'une fille de 2 ans. Terrifiée par les nouvelles rapportées cycliquement sur les réseaux sociaux, annonçant la disparition mystérieuse d'un gamin ou son enlèvement par des personnes inconnues, celle-ci a décidé de sensibiliser les parents, leur demandant de faire attention à leurs enfants, notamment dans les endroits encombrés et les centres commerciaux. Elle a créé sur Facebook une page en arabe et en anglais portant le titre : « Campagne de lutte contre le kidnapping des enfants ». « J'essaie de créer une base d'informations en affichant les photos de tous les enfants kidnappés, surtout que la plupart des enfants qui accompagnent les mendiants sont des gosses kidnappés utilisés pour la mendicité », explique Ayat, tout en appelant les gens à réagir en cas de soupçon. « Les causes réelles de ces enlèvements ou disparitions restent en premier lieu le manque de vigilance de la famille, mais aussi la passivité des citoyens », dit-elle. Pour étayer ses propos, elle cite les cas de Abdallah Hani (3 ans), enlevé le 1er juillet 2014 dans le quartier Al-Husseini lors de la prière des tarawih. Bien que ses parents aient signalé sa disparition, depuis déjà un bon moment, les recherches n'ont abouti à rien. Un témoin a affirmé avoir vu l'enfant en compagnie d'un vendeur de mouchoirs de papier. Pleurant le sort de son fils disparu, la mère, qui vit un calvaire, n'a qu'un seul souhait, celui de le revoir. Elle dit passer ses nuits à pleurer, à contempler sa photo ou à se rendre dans sa chambre, fouiller son armoire pour sentir son odeur encore présente dans ses vêtements. Une manière à elle de le sentir encore en vie.

Maroc : le retour de « l'abominable vénalité » de la presse française ?

Rue89

Beau temps pour les pirates. De petit ému les de WikiLeaks viennent de triompher de Sony, en conduisant la multinationale à enterrer la sortie d'un film, prévue pour la période des fêtes, film qui mettait en scène l'assassinat du président nord-coréen Kim Jong un. La Corée du Nord est-elle derrière les pirates ? Cela ferait un formidable scénario de film, mais il est peu probable qu'un producteur prenne le risque de le financer.

Il est un autre pays, plus proche de la France, et dont la classe dirigeante est actuellement obnubilée par un pirate : c'est le Maroc, où tout le monde se demande qui est le fameux twittos, aut baptisé Chris Coleman, qui fait fuiter par dizaines des documents qui, tous ensemble, bro-

sent la fresque d'une diplomatie marocaine obsédée par le Sahara occidental.

Lequel n'est d'ailleurs pas le seul sujet brûlant : l'affaire Ben Barka, elle aussi, semble encore, presque cinquante ans plus tard, obséder les Marocains, jusqu'à les amener à financer de manière détournée des procès en diffamation en France, comme le montrent les mésaventures d'un de nos confrères de France 3, Joseph Tual.

QUATRE GRANDS MÉDIAS FRANÇAIS EN QUESTION

Il est un autre aspect encore plus stupéfiant dans les documents divulgués par " Chris Coleman " : on y apprend, comme l'a révélé sur Arrêt sur images Jean-Marc Manach, qu'une poignée de journalistes français de L'Express, du Point, de Libé, et de LCI, pigent depuis des années pour un site de presse, L'Observateur du Maroc, dont le rédacteur en chef, Moham-

med Charai, ne cesse de réclamer des subsides à deux hauts dirigeants du renseignement marocain, afin de rétribuer ces précieux collaborateurs, en échange d'articles favorables aux thèses marocaines dans - encore - l'affaire du Sahara occidental. La correspondance, notamment, entre Vincent Hervouët, spécialiste de politique étrangère de LCI - et ancien président de l'association de la presse diplomatique française - et Charai, est édifiante. Si cette correspondance est authentique (et, après minutieuses vérifications, tout montre qu'elle l'est), et si Charai a bien versé aux journalistes les sommes qu'il assure leur avoir versées (ce qui reste à établir, les quatre démentant farouchement), l'information est accablante pour quatre grands médias français, dont les journalistes ont ainsi travaillé en étant stipendiés par une puissance étrangère, comme à la belle époque d'avant la grande guerre où l'argent russe coulait à

flots dans les caisses des journaux français.

SILENCE DE LA PRESSE FRANÇAISE

Dans l'affaire de l'argent du tsar, il avait fallu vingt ans et une Révolution bolchévique pour que la vérité éclate, dans L'Huma, puis dans un livre, éloquentement intitulé " L'Abominable Vénalité de la presse française ".

A voir comment, depuis quelques jours, nos révélations sont superbement ignorées par nos confrères, on dirait bien que rien n'a changé. Dans un pays où la presse fonctionnerait normalement, ces révélations seraient reprises (au moins par les médias qui ne sont pas cités). Quant aux confrères mis en cause, ils s'expliqueraient, fouilleraient dans leurs archives pour expertiser les articles mentionnés, mèneraient des investigations internes, pour démentir ou confirmer. A ce jour, rien. Silence radio, et notamment, comme d'habitude, de l'AFP. Jusqu'à quand ?

L'hécatombe continue à Oran Sapt morts et 50 blessés sur les routes en une semaine

J. Boukraâ

Sept personnes ont été tuées, et cinquante autres ont été blessées dans une centaine d'accidents de la circulation survenus à travers la wilaya d'Oran durant cette semaine. Le dernier accident remonte à la nuit de mardi à mercredi, suite à une collision entre deux voitures dans la commune de Bousfer. Le sinistre a fait un mort. La victime a été évacuée par les éléments de la protection civile vers l'hôpital d'Ain Tuckr dans un état critique, où il a succombé à ses blessures. Selon ces chiffres, le décompte fait ressortir que la route continue encore, et toujours, de causer des victimes. Le facteur humain est à l'origine de la majorité des accidents de la route qui surviennent en milieu urbain, notamment l'excès de vitesse, le non-respect de la distance de sécurité et les dépassements dangereux. À ce propos, la protection civile ne manque pas d'appeler à chaque fois les usagers de la route au respect du code de la route et l'entretien de leurs véhicules. Durant cette période, les unités de la Protection civile ont enregistré par ailleurs, près de 600 appels de secours dans les différents secteurs d'in-



Ph.: Arch.

terventions pour répondre aux appels de détresse émis par les citoyens. L'hécatombe continue à Oran. Ces interventions sont aussi liées aux accidents domestiques, des évacuations sanitaires, des extinctions d'incendies, des dispositifs de sécurité. Notons que de nouvelles infrastructures viendront renforcer les capacités de la Protection civile dans la wilaya d'Oran. Il s'agit des unités de Tafraoui, d'El Kerma, d'Ain El Kerma, de Boutlélis, de Bousfer, de Sidi Chahmi, de Hassi Bounif, de Hassi Mefsoukh et de Belgaid. Ces infrastructures vont con-

tribuer à l'amélioration de la couverture en matière d'intervention contre divers sinistres, principalement les incendies de forêt. Ces nouvelles infrastructures dont une est prévue sur la RN11 reliant Oran à Arzew Mostaganem seront, en effet, dotés de tous les moyens nécessaires afin de faciliter l'intervention et apporter aide et assistance aux citoyens. La Protection civile veut se déployer conformément aux orientations données par le nouveau plan d'étude et en fonction de la cartographie actuelle de la capitale de l'ouest du pays.

Pour accueillir deux accélérateurs linéaires de radiothérapie Une opération d'urgence pour la réalisation de bunkers au CHUO

Sofiane M.

Une opération d'urgence pour la réalisation de bunkers dans les sous-sols du service de radiothérapie de l'hôpital d'Oran vient d'être lancée par le ministère de la Santé et de la Population et de réforme hospitalière, a-t-on appris hier auprès du chargé de communication de cet établissement hospitalier. Ces bunkers vont accueillir les deux nouveaux accélérateurs linéaires de radiothérapie qui devront autoriser, selon la même source, des traitements de radiothérapie plus rapides et plus efficaces pour davantage de malades et en particulier les cancéreux. «Les travaux pour la réalisation de deux bunkers dans les sous-sols du service de radiothérapie sont en cours. Une entreprise locale a été désignée pour la réalisation de ces bunkers avec des matériaux spéciaux épais et lourds pour une meilleure atténuation des faisceaux émis par les accélérateurs linéaires. Il s'agit en fait d'une opération d'urgence

décidée et financée par le ministère de tutelle. Une fois les deux accélérateurs linéaires installés, le service de radiothérapie devra assurer des traitements plus rapides et plus efficaces pour tous les patients. Il n'y aura plus besoin ni de rendez-vous ni de listes d'attente », affirme la même source. Les deux accélérateurs peuvent prendre en charge une centaine de cancéreux par jour. Une fois ces appareils de haute technologie mis en service, les patients soumis à une radiothérapie pourront se présenter munis d'une décision médicale et se faire traiter le jour même, sans prendre de rendez-vous qui dépassent parfois 45 jours. La radiothérapie utilise les rayonnements de haute énergie d'un accélérateur linéaire pour détruire les cellules cancéreuses. L'objectif du traitement consiste à cibler une tumeur cancéreuse spécifique tout en minimisant les dommages causés aux tissus sains environnants.

Les types de cancers les plus fréquents peuvent être traités d'une manière ou

d'une autre par la radiothérapie. On l'utilise pour éliminer des tumeurs diagnostiquées à un stade précoce, pour prévenir ou réduire les risques de récurrence du cancer et pour contrôler certains types de cancer qu'il est impossible d'éliminer complètement. Cette technique est également efficace dans le soulagement des symptômes et dans l'amélioration de la qualité de vie des patients atteints d'un cancer avancé. On la combine souvent à la chimiothérapie. Il est à rappeler que le service de radiothérapie de l'hôpital d'Oran a bénéficié récemment de travaux de rénovation et de confortement, suite aux recommandations du CTC qui a enregistré des désordres très avancés au niveau de l'infrastructure, menaçant en permanence la sécurité du malade et du personnel. Cette situation est plus aggravée par l'état des équipements de radiothérapie très archaïques «COBALT» et répondant de loin aux besoins tant qualitatifs que quantitatifs des soins périodiques aux malades.

Rond-point de l'ENSEP Un enfant blessé par le tramway

Un autre accident impliquant le tramway s'est produit avant-hier, à Oran. L'accident qui a causé des blessures à un enfant, âgé de 13 ans, s'est produit vers 14h30 au rond-point ENSEP, à l'entrée de la commune d'Es-Sénia. La rame du tramway, a heurté l'enfant, qui a été atteint aux membres inférieurs (des égratignures), et à l'épaule gauche, mais sans gravité.

D'après les premières informations, l'enfant qui voulait traverser la rue n'a pas

entendu les signaux sonores lancés par le conducteur du tramway. Une enquête a été ouverte par la police pour déterminer les causes exactes de l'accident. Depuis la mise en service commerciale du tramway, début mai 2013 et même durant la période des essais techniques, les gestionnaires de ce moyen de transport ont pu observer certaines pratiques de la part d'automobilistes indisciplinés, ainsi que de piétons qui ont du mal, semble-t-il, à res-

pecter l'espace réservé au tramway. En raison de l'inattention et de l'imprudence des passants et des automobilistes, plusieurs incidents ont été enregistrés. Des campagnes de sensibilisation ont été organisées, dans les rues et même à l'intérieur du tramway pour sensibiliser les gens pour la prévention des risques d'accidents, mais nombreux sont ceux qui ne respectent pas les consignes préconisées.

J. B.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

M'diprimi



surmenés. Ces derniers, lassés de trop de gesticulation, se laissent, un jour, surprendre au coin d'un

épuisement. Accablés par la découverte qu'ils ne sont que des êtres humains, assujettis à des sentiments qui les font réagir malgré eux. Les premiers vivent dans l'ennui, anéantis de ne pas être, tout simplement, des acteurs de leur vie, se laissent emporter, à la moindre difficulté. Celle-ci leur paraît être, d'abord, une injustice de plus, dans leur vie déjà sans grand intérêt. Dormir et oublier. Comment ? Lorsqu'on a une femme qui décote votre tristesse comme de la lâcheté. C'est trop facile d'avoir une maladie imaginaire. Avec les gosses qui brillent, la belle-mère qui commente tous les événements de la journée, la femme aurait plus de causes à être surmenée et anéantie. Malheureusement, le mari s'écoute trop et ne fait pas face à ses responsabilités. Du coup, tout retombe sur la femme aux larges épaules.

Mers El Hadjadj Un centre de thalassothérapie près de la grande plage

Un centre de thalassothérapie sera réalisé sur un terrain près de la grande plage de Mers El Hadjadj, apprend-on de sources proches de la commune. Cette infrastructure touristique qui sera réalisée par un promoteur privé ; comprendra un hôtel de haut standing, un centre de soins et un lieu de loisirs aquatiques. Nos sources indiquent que l'assiette foncière appartient au promoteur qui l'exploitait, auparavant, comme camp de toile durant la saison estivale. Les mêmes

interlocuteurs signalent que ce projet a été pensé, il y a une quinzaine d'années et que la procédure administrative pour avoir l'acquis multi-sectoriel a mis du temps. En effet, pour tout projet touristique il faut l'aval de plusieurs tutelles et chacune d'elles a ses propres règles, en la matière. Le foncier se fait rare et les projets touristiques, parmi tant d'autres créneaux, souffrent de ce manque et des multiples contraintes liées à la loi du littoral, l'agriculture, les forêts, etc.

L.T.

Hassi Mefsoukh Sept milliards de centimes pour les routes et l'éclairage public

J. Boukraâ

Une grande opération de réhabilitation des routes et de traitement des nids-de-poule, sera lancée, dans la commune de Hassi Mefsoukh. Une enveloppe budgétaire de près de 7 milliards de centimes a été débloquée pour la concrétisation de cette opération.

Les travaux concernent, aussi, la réhabilitation de l'éclairage public. Les travaux vont toucher, la cité 'Boumâma', une partie de Hai 'Emir Abdelkader' et la route du cimetière. Cette opération est tant attendue par la population de cette localité, surtout que nombreuses rues de ces quartiers sont sinueuses, très abîmées et à une seule voie, donc non appropriées pour une circulation automobile, sans cesse croissante. Pas un seul quartier ou cité n'échappe, désormais, à la dégradation continue de l'asphalte qui se trouve dans un piteux état. Aujourd'hui, il est difficile de citer l'ensemble des axes routiers touchés par la dégradation, lorsqu'on sait que presque n'en est épargné. Une situation, péniblement, ressentie

par les automobilistes qui, de peur d'endommager leurs véhicules, sont obligés de faire des manœuvres, parfois dangereuses, afin de bien « négocier » les nids-de-poule et éviter d'éventuels accidents. Chaque précipitation, dans cette cité, révèle que la voirie n'a pas été réalisée selon les normes. Par ailleurs, les habitants de cette localité se plaignent du manque latent de l'éclairage public. La majorité des rues ne sont pas éclairées, ce qui accentue le sentiment d'insécurité au sein des habitants et encourage les malfaiteurs à agir en toute tranquillité. Aucune sécurité ne peut être préservée sans éclairage des rues. « La réhabilitation de l'éclairage public est très attendue par les riverains. Avec un réseau d'éclairage public défectueux, il serait imprudent de sortir, une fois la nuit tombée », dira un habitant. Malgré les efforts des autorités locales, l'éclairage public laisse, toujours, à désirer; pourtant, chaque année, plusieurs millions de dinars sont utilisés pour son entretien et même pour l'implantation des nouveaux points lumineux.

Siège de l'association des retraités de police Découverte d'un corps sans vie

Le corps sans vie d'un septuagénaire a été découvert au niveau du siège de l'association des retraités de la sûreté nationale d'Oran, sis à la rue Seradji Ahmed. Selon la protection civile, la victime pré-

senté un coup au niveau de la tête. La dépouille mortelle a été déposée à la morgue, pour les besoins d'une enquête. L'autopsie déterminera s'il s'agit d'une chute mortelle.

J. B.

Ain El Turck L'école Fertas Mohamed inondée par les eaux de pluie

Les éléments de la protection civile ont été appelés à intervenir au niveau de l'école primaire Fertas Mohamed à Trouville, dans la commune d'Ain Tuckr, suite aux infiltrations des eaux pluviales.

Les douze classes de cet

établissement ont été inondées et présentent un risque d'effondrement. Trois classes, dont les plafonds ont été fissurés suite aux infiltrations des eaux représentent un risque pour les écoliers.

J. B.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

- Belkamla Rahmouna, 63 ans, El-Hamri
- Belhadria Houaria, 66 ans, rue de Mostaganem
- Khaldi Amine, 67 ans, rue de la Paix
- Benamara Fatma, 78 ans, Eckmühl

Horaires des prières pour Oran et ses environs

1er rabie ethani 1436

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h42	13h15	16h01	18h24	19h44



BECHAR

Le centre de désintoxication en quête de patients

Hadj Fendaoui

Inauguré par le ministre de la Santé l'année dernière lors de sa visite à Bechar, le centre de désintoxication et de prise en charge des drogués est toujours à la recherche de patients. Selon le directeur de cet établissement hospitalier, le déficit en communication, fait que beaucoup de jeunes toxicomanes et leurs parents ignorent l'existence de cette structure hospitalière spécialisée, qui est déjà opérationnelle et reçoit de moins en moins de malades pour des consultations et soins. Ce centre qui a pour mission la prise en charge des malades ayant

une accoutumance des drogues, dispose d'un matériel d'appareillage et de laboratoire flambant neuf, ainsi que d'un encadrement spécialisé. Il procède même à des consultations externes. Selon un psychologue de cet établissement, le nombre des toxicomanes qui arpentent les rues à travers la ville et sans cesse important, mais cette pathologie est considérée comme étant toujours un sujet tabou à cause du poids socioculturel, et rare sont les gens qui veulent se déclarer atteints de cette maladie, et décident de venir se faire soigner. Mais face à l'absence de campagne d'information et de sensibilisation pour

attirer le maximum de patients à venir vers cet établissement pour se faire soigner, fait que ces personnes concernées demeurent toujours en errance dans la rue. Toutefois, le ravage que font les drogues et les psychotropes dans les milieux des jeunes dans cette wilaya frontalière est terrible, compte tenu des quantités énormes de ces poisons, qui transitent par nos frontières avec le royaume du Maroc, réputé grand producteur de kif traité et de hachich. En dépit des efforts déployés par les brigades de lutte contre les drogues stupéfiants, ce phénomène ne cesse de prendre des proportions alarmantes.

MASCARA

Production record des oignons et des olives

Khenouci Mostefa

Les efforts déployés par les services concernés dans le cadre de l'amélioration de la rentabilité agricole ont rapporté leurs fruits à en croire le bilan de l'évaluation de la mise en œuvre des programmes du renouveau agricole présenté par le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural durant la 21e session d'évaluation trimestrielle tenue à Alger, les 11 et 13 décembre 2014. Selon le bilan, la wilaya de Mascara avait décro-

ché la première place à l'échelle nationale en matière de production des oignons dépassant les 2.000.000 quintaux qui représente 16% de la production nationale. Cette performance a été réalisée grâce à la politique concrétisée par les autorités locales visant à améliorer la richesse agricole en encourageant les fellahs pour une bonne rentabilité.

Concernant les communes les plus productives, le bilan fait état de la performance par les fellahs de la commune de SIDI

KADA qui se sont distingués parmi les 1.326 communes en réalisant une production de 346.200 quintaux. Dans un autre volet, à savoir l'oléiculture, la wilaya a décroché la deuxième place juste derrière Bejaia dépassant une production de 500.000 quintaux des olives dont la qualité est très convoitée par les commerçants des autres wilaya notamment pour la sigoise de la région de Sig dans laquelle on a réalisé une production record annuel de 87.100 quintaux.

GHAZAOUET

360 milliards pour la mise à niveau de CERAMIG à l'horizon 2017

Khaled Boumediene

La société publique de la céramique sanitaire de Ghazaouet, qui a fait le choix du «développement durable» récolte aujourd'hui les fruits de sa stratégie axée particulièrement sur l'amélioration de son outil de production, ses compétences et son savoir-faire. Sa politique de croissance qui vise à moderniser l'ensemble du processus de fabrication, a franchi la première étape qui a concerné la mécanisation des ateliers de façonnage. Ces derniers ont été dotés de machines à collage sous pression modernes, pour un montant global de l'ordre de 25 milliards de centimes. Mesure obligatoire dans une activité semblable pour faire face à une concurrence déloyale pour Nemiche Abderrachid, le directeur général de CERAMIG de Ghazaouet. Cette entreprise spécialisée dans la production d'éviers de cuisine, vases, lavabos et lave-mains, baignoires, douches et receveurs, et sièges WC, un procédé de fabrication très innovant. Dans ce domaine, il est essentiel d'améliorer le système et la production en temps réel. «L'entreprise qui n'a jamais connu de déficit, depuis sa création, consacre une part importante de son chiffre d'affaires à cette importante opération de modernisation, explique Nemiche Abderrachid. Nous perfectionnons constamment le processus pour assurer la pérennité de l'entreprise et par ricochet préserver l'emploi à quelque 400 ouvriers». Et d'ajouter : «le développement durable reste un

facteur de succès pour ce genre d'activités fortement innovantes. Il est fondamental de se positionner sur le marché local avec un produit de meilleure qualité et à un prix compétitif. Pour ce faire, l'automatisation de l'outil de production est nécessaire. C'est même un passage incontournable pour l'avenir de notre entreprise. Cette transition vise l'augmentation de la production à moindre coût pour maintenir un prix concurrentiel nous permettant de s'imposer sur le marché national et éventuellement ouvrir des perspectives à l'export. Selon le directeur technique des ateliers de CERAMIG, M Zerouali Fethi : « La seconde étape concernera l'atelier de cuisson. La modernisation de cet atelier consiste en l'acquisition d'un four nouvelle génération pouvant absorber l'ensemble de la production journalière future soit 3 000 pièces/jours avec une moindre consommation énergétique. Le coût de cet investissement avoisine les 25 milliards de centimes. Dans cette perspective et dans le cadre de sa mise à niveau, l'entreprise se donne des moyens énormes pour exécuter son plan d'investissement qui s'étale jusqu'en 2017 et qui vise la réhabilitation, la modernisation et l'extension de l'entreprise afin d'accroître sa production. D'ici la fin du processus de modernisation l'entreprise aura injecté quelque 360 milliards de centimes pour sa mise à niveau». Pour certains travailleurs notamment ceux qui n'ont aucune qualification, qui n'ont pas manqué d'exprimer leur inquiétude quant au main-

tien de leur emploi, le directeur de CERAMIG Nemiche Abderrachid, souligne : «la robotisation ne signifie pas suppression de postes d'emploi, d'autant plus que la préservation des postes de travail et la création de nouveaux demeure l'un des objectifs principaux de l'entreprise. D'ailleurs, nous comptons recruter, d'ici la fin du processus, une cinquantaine de travailleurs», rassure-t-il. Et de conclure : «la robotisation ne signifie pas suppression de postes d'emploi, d'autant plus que la préservation des postes de travail et la création de nouveaux demeure l'un des objectifs principaux de l'entreprise. Nous allons passer de 400 000 pièces par an, à 800 000 pièces en mettant notamment sur le marché un produit de meilleure qualité avec le maintien du prix si non à moindre coût, un produit en mesure de concurrencer les produits de l'Egypte, de l'Inde et de la Chine». Pour ce gestionnaire, pur produit de cette entreprise, qui a décroché le prix national de la qualité attribué par le ministère de l'Industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement, qui récompense chaque année la meilleure entreprise algérienne en termes de normes, de compétitivité et de gestion.

«La valeur ajoutée peut et doit être produite sur le territoire national ! Les entreprises algériennes ont tous les atouts pour se développer en mettant au point leurs produits et processus industriels très compétitifs. Elles peuvent séduire également hors de nos frontières !».

AÏN-TEMOUCHENT

Le 2ème Salon du miel ouvert au public

Mohamed Bensafi

Une vingtaine d'exposants sont présents au deuxième Salon régional des producteurs de miel et apiculteurs, qui se tient depuis lundi, à la maison des jeunes «1er Novembre» d'Aïn-Temouchent. Cette manifestation a été initiée par la Chambre de l'agriculture de la wilaya d'Aïn-Temouchent, qui a agi en partenariat avec la direction des services agricoles et l'association des apiculteurs de la wilaya. Cette rencontre des professionnels de cette filière a trois objectifs, la préservation de l'investissement réalisé dans le cadre du PNDA, une exposition des différents types de miel et enfin, sensibiliser les apiculteurs sur la traçabilité de leur production de miel. Ce deuxième rendez-vous des apiculteurs réunit des professionnels venus de 5 wilayas de la région, à savoir Oran, Mascara, Saïda, Sidi-Bel-Abbès et Aïn-Temouchent. Ce salon, qui s'étalera jusqu'au 25 du mois en cours, permettra aux concernés de la filière apicole de faire connaître leurs performances et d'exposer les différentes variétés de miel. Ce rendez-vous vise à faire connaître également aux visiteurs les différents types de produit du miel du pays et de les informer sur les nouvelles tech-

niques de l'apiculture, dans le but de promouvoir cette profession. Le salon a pour mission aussi d'informer les apiculteurs sur les modalités et mesures permettant de commercialiser leurs produits à des prix à la portée du consommateur, a-t-on souligné. A titre indicatif, cette année le kilo de miel se vend entre 2200 et 2600 dinars, selon la qualité. On notera ici que la wilaya d'Aïn-Temouchent compte aujourd'hui plus de 320 apiculteurs pour quelques 7.000 ruches dont 5200 modernes et 1800 traditionnelles, alors que 3800 colonies d'abeilles ont été mises à l'essai dans 1200 essais produits.

La production de miel dans la wilaya d'Aïn-Temouchent a connu en 2014 une augmentation sensible par rapport à l'année passée. Pas moins de 397 quintaux ont été produits, contre 358 en 2013, et 300 en 2012.. Les principales zones mellifères de la wilaya sont établies dans les localités de Tamazoura, Aoubellil Aïn-Kihel et Oulhaça, totalisant une superficie d'environ 66.000 hectares. Enfin, et dans un contexte encore plus important, le projet de réaliser une coopérative du miel et ses dérivés régionaux à Saïda sont à l'étude où une superficie de 1,2 hectare lui sera consacrée, apprend-on aussi.

CHLEF

Boissons alcoolisées et kif saisis

Abbad Miloud

La sûreté de la wilaya a entrepris, depuis la première quinzaine du mois de décembre passé et qui se poursuit encore, une campagne de grande envergure contre la vente illicite de boissons alcoolisées. Des moyens humains et matériels importants ont été mobilisés.

Dans ce cadre, uniquement pour les trois premiers jours de la semaine courante, pas moins de 2 415 bouteilles de boissons alcoolisées et 94 grammes de kif ont été saisis.

Des éléments de la 2ème sûreté urbaine de Chettia ont procédé à la saisie de 85 bouteilles de boissons alcoolisées de différentes marques qui étaient dissimulées dans un véhicule de type 307 immatriculé dans la wilaya de Chlef. Le conducteur répond aux initiales B.A. surnommé «Guenine», âgé de 30 ans, repris de justice et résidant à Chettia. Il était recherché par les services de la police pour délit de fuite.

La brigade criminelle de la sûreté de la wilaya a organisé plusieurs opérations «coups de points», menées jour et nuit dans des lieux suspects. Au centre ville de Chlef, une personne répondant aux initiales M.D., surnommé «RO», âgé de 66 ans, repris de justice et résidant à Chlef, a transformé son domicile en lieu de vente illicite de

boissons alcoolisées. La majorité des clients étaient des mineurs, 1500 bouteilles de différentes marques ont été saisies. Au quartier Radar, 60 bouteilles dissimulées dans un véhicule de type « Picanto » immatriculé dans la wilaya de Chlef ont été saisies.

Le conducteur répondait aux initiales A.N., âgé de 30 ans, repris de justice et résidant à Chlef. La famille de son domicile a permis la saisie de 770 autres bouteilles.

Au quartier Chorfa, à côté du parc d'attractions, B.M., âgé de 67 ans, repris de justice et résidant à Chlef a été surpris par les éléments de la police et arrêté. La quantité de bouteilles et cannettes n'a pas encore été déterminée.

Dans le même quartier et suite à des informations émanant de citoyens faisant état qu'une personne commercialise de la drogue. Après une minutieuse enquête, des éléments de la brigade citent l'ont surpris en flagrant délit.

Après la fouille, il avait en sa possession 94 grammes de kif traité et une somme d'argent d'un montant de 3,6 millions de centimes provenant de la commercialisation du kif. Il répond aux initiales Z.M., âgé de 37 ans, repris de justice et résidant à Chlef.

Les cinq ont été présentés, ce mardi, devant le procureur de la république près le tribunal de Chlef et ont été écroués.

MOSTAGANEM

450 adhérents à la chambre de commerce

Ayache Djamel

Le directeur de la chambre de commerce et d'industrie «Dahra» en poste depuis 2011, Mr Reda Allal, vient d'être muté pour le même poste dans la wilaya de Tlemcen. Avons-nous appris de ce dernier, dans une rencontre avec notre journal. Le directeur de la chambre a présenté un bilan des principales activités entreprises entre 2011/2014. Notre interlocuteur, nous souligne que tous les locaux de l'immeuble affectés à d'autres organismes ont été réappropriés en plus de la création d'une salle de conférence au niveau du hall de la CCI. En termes d'activités et au profit des 450 adhérents de la chambre plu-

sieurs activités ont été organisées entre autre l'animation de conférences de haut niveau et aussi l'organisation de plusieurs sessions de formation au profit du secteur économique.

Le C.C.I. Dahra a aussi organisé plusieurs rencontres de rapprochement avec plusieurs pays notamment la France, l'Italie, la Pologne et la Turquie...

La wilaya de Mostaganem a acquis au fil du temps, une solide vocation agricole maraîchère en particulier les terres utilisées pour l'agriculture sont passés de 60.000 Ha. Il y a quelques années à 144.778 Ha en 2013 soit 63,81 de la superficie de la wilaya, le secteur agricole emploi 21% de la population utile.

ANNABA

Les légumes plus chers et les fruits abordables

Tayeb Zgaoula

Tout un chacun aura remarqué au niveau des marchés de la ville de Annaba et dans les communes de la wilaya que les prix des fruits de saison sont à la baisse cette semaine, en effet les oranges Thomson et Java sont affichées entre 70 et 130 DA le kg, exception

faite pour les bananes et pommes importées où les prix dépassent les 140 DA le kg. Mais les prix des légumes connaissent une flambée malgré l'abondance. C'est le cas des haricots verts, le kg vendu à 170 DA, la pomme de terre, son prix au kg s'est stabilisé entre 50 et 70 DA. La courgette a atteint le seuil de 250 DA le kg, la salade verte cédée à pas

moins de 100 DA. Du côté aussi bien des détaillants que des mandataires d'autres produits ont connu cette semaine, une hausse des prix, a-t-on constaté. Un phénomène inexplicable puisque en dépit d'une abondance de ces produits dans tous les marchés, la folie des prix s'est installée dans la durée, comme l'ont décidé les spéculateurs.

BISKRA

La voie ferrée comme alternative

Le ministre des Transports, Amar Ghoul, a souligné mardi à Biskra que le renforcement du rail, afin de réduire la pression sur le réseau routier, mis à mal par le transport de marchandises et de voyageurs, est «un des objectifs principaux du gouvernement».

Dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite de travail dans cette wilaya, le ministre a indiqué que 97% du mouvement de voyageurs et de marchandises se fait par route d'où, selon lui, la nécessité de promouvoir «rapidement» le transport par rail.

La pression sur le réseau routier «ne doit pas se poursuivre car elle sera extrêmement onéreuse pour le secteur en termes de coûts d'entretien et maintenance des différents axes routiers du pays», a estimé M. Ghoul au cours de l'inspection du projet de déplacement de la voie ferrée du centre-ville vers la périphérie. Pour remédier à la saturation du réseau routier national, le gouvernement, a encore fait savoir le ministre, a conçu un programme de réalisation de 12.500 km de voies ferroviaires dans les régions du Nord, du Sud et des Hauts plateaux. Des projets, a-t-il souligné, dont l'exécution permettra de développer ce mode de transport et de

contribuer au développement socioéconomique de ces régions. M. Ghoul, qui a également fait état de plusieurs mesures destinées à réduire les accidents de la circulation, a cité «plus de fermeté à l'égard des conducteurs inconscients» et l'adoption d'un «permis de conduire professionnel» pour les poids-lourds dont l'obtention sera soumise à de nouvelles conditions visant à assurer un respect total du code de la route.

Le ministre a inauguré, au cours de sa tournée, une gare routière à Tolga et inspecté le projet de transfert de la voie ferroviaire en dehors de la ville de Biskra et le chantier d'une nouvelle aérogare à l'aéroport Mohamed-Khider.

Profitant de sa présence dans l'enceinte aéroportuaire, le ministre s'est enquis de la situation d'une famille arrivée de Paris (France) sur un vol d'Air Algérie mais dont les bagages, partiellement détériorés, sont arrivés sur un autre vol. Cet incident lui a donné l'occasion d'instruire sur place les responsables concernés à l'effet d'éviter de tels désagréments aux voyageurs. Le ministre a insisté, à chacune des étapes de sa visite, sur l'importance de la qualité du service et sur la nécessité de prévoir, dans les différentes infrastructures de transport, tous modes confondus, des espaces d'accueil, de traitement des bagages, une poste et une pharmacie.

MILA

Lâabiyat sera éclairée

Brahim Bousselah

Longtemps privée d'énergie électrique en raison du nombre de ses habitants, l'agglomération Lâabiyat distante de neuf kilomètres de Ferdjiousa verra ses foyers éclairés dans les tout prochains jours avons-nous appris auprès du directeur de la S.D.E de Mila. L'on apprend que l'entreprise Kahrif vient

d'achever les travaux d'alimentation en électricité. À ce titre, les habitants de cette localité au nombre de seize, viennent d'être invités à procéder au paiement des frais inhérents à l'installation de compteurs. S'agissant de quelques foyers restants, situés à la limite de la commune de Tassadan l'APC de Ferdjiousa s'est engagée à les prendre en charge prochainement sur le budget communal.

OUM EL BOUAGHI

Du gazon synthétique pour les terrains de football

Des travaux portant sur la pose d'une pelouse synthétique sur les terrains de football de quatre stades communaux de la wilaya d'Oum El Bouaghi viennent d'être engagés, a indiqué à l'APS la directrice de la jeunesse et des sports, Nadjet Fadhel. Les enceintes sportives communales de Ksar Sbihi, d'Ain Babouche, d'Ouled Zouai et de Berriche sont concer-

nées par cette opération qui a nécessité un investissement public de 260 millions de dinars, selon la même responsable. La wilaya d'Oum El Bouaghi comptera, au terme de cette opération, 16 stades dotés de terrains revêtus de gazon synthétique qui s'ajoutent aux trois stades dont les terrains sont en gazon naturel, en l'occurrence ceux d'Ain M'lila, d'Oum El Bouaghi et

d'Ain Beida, a ajouté Mme Fadhel. Une étude pour la réfection du gazon du complexe sportif du chef-lieu de wilaya qui se trouve en état de "dégradation" est actuellement en cours, a-t-elle également fait savoir, rappelant que le ministre des Sports avait appelé, lors d'une récente visite dans cette wilaya, à hâter cette opération pour permettre son exploitation par les clubs locaux.

ILLIZI

Prochaine réalisation de 40 stations MSAN

La wilaya d'Illizi a bénéficié d'un programme de réalisation de 40 stations d'accès multiservices -MSAN- (téléphone, internet et télévision), a-t-on appris de la direction locale d'Algérie Télécom (AT). L'opération, dont le lancement est prévu début février prochain, touchera les communes d'Illizi, Bordj El-Haouès, Djanet, Bordj Omar Idriss et Debdeb, en plus de la localité de TFT (Tin Fouyé Tabenkort), a précisé le directeur des opérations d'Algérie télécom, Omar Ouaini.

La wilaya d'Illizi bénéficiera, d'ici la

fin de l'année en cours, d'une «couverture totale» par cette technique et offrira ainsi des prestations de haute qualité aux abonnés, a prévu le même responsable, soulignant que cette technique devra aussi mettre fin aux perturbations que connaît le réseau téléphonique, en sus d'augmenter le débit du réseau internet.

En dépit des contraintes rencontrées, notamment la nature difficile du terrain et le manque d'entreprises de réalisation, le secteur a consenti d'énormes efforts pour exécuter ses projets,

surtout qu'un intérêt particulier est accordé aux régions du Sud par la tutelle, a expliqué M. Ouaini.

Seize stations MSAN ont été réalisées en 2014, avec 8.830 lignes téléphoniques, dont deux à Djanet, une à In-Amenas et 13 autres au chef-lieu de wilaya, a-t-il rappelé. Sur un autre registre, les effectifs ont été renforcés à la direction d'Algérie télécom par plus de 30 employés, appelés à combler le déficit enregistré dans certains services, selon le même responsable d'AT d'Illizi.

EL-TARF

Analyse microbiologique : plus de 40 % des produits déclarés non conformes

Pas moins de 41,30 % des produits commercialisés soumis à une analyse microbiologique durant l'exercice 2014 se sont avérés «non conforme aux normes requises», a indiqué, mardi, une responsable de la direction du Commerce. Ces analyses ont été effectuées sur 230 échantillons de produits parmi lesquels 219 produits ali-

mentaires et 11 autres industriels, a ajouté Mme Farah Mekkidèche, responsable du service de protection du consommateur et de répression des fraudes, citant, entre autres, les produits laitiers et leurs dérivés, le merguez, le vinaigre, les denrées en conserves, les détergents et l'eau de javel. Les brigades de contrôle de la

qualité et de la répression des fraudes ont effectué tout au long de l'exercice écoulé, 6.232 interventions qui ont permis de relever 908 infractions liées notamment à l'absence d'hygiène (41,46%) et d'établir 900 procès-verbaux. Le montant des produits saisis est estimé à 1,22 million de dinars, a-t-on également affirmé de même source.

SÉTIF

200 familles raccordées au réseau du gaz de ville

Deux cents (200) familles habitant le hameau de Leh-mamcha et le quartier Kef Nassir, dans la daïra de Bougaâ (40 km au nord de Sétif), ont été raccordées lundi au réseau de distribution du gaz naturel, a-t-on constaté. Une ambiance d'allégresse populaire, marquée par les youyous des femmes, a présidé à cette mise en gaz effectuée en présence des autorités de la wilaya. Le directeur local de la Société de distribution (SDE) de Sétif, Othmane Benathmane, a indiqué à l'APS, en marge de la cérémonie, que cette opération qui concernait au départ 177 foyers a été complétée par le raccordement de 23 autres familles dont les habitations éparées sont situées à proximité des conduites du réseau. L'opération de mise en gaz porte le taux de raccordement de la daïra de

Bougaâ à 98 %, a ajouté ce responsable, rappelant que le raccordement effectué lundi a nécessité un investissement public de 27,7 millions de dinars pour le réseau de transport et de 156.500 dinars pour les branchements. Outre de permettre aux populations bénéficiaires d'améliorer leurs conditions de vie, ce nouveau raccordement permet à la wilaya de Sétif d'atteindre un taux de couverture de 90 %, selon M. Benathmane qui a souligné que ce même taux atteindra les 95 % à la faveur du programme prévu pour l'exercice 2015. Un taux, a-t-il affirmé, qui placera la wilaya de Sétif au premier rang national. La cérémonie a été organisée à l'occasion d'une visite d'inspection du wali de Sétif, Mohamed Bouderbali, à travers différents chantiers ouverts dans la daïra de Bougaâ.

MÉDÉA

3,5 milliards de DA pour les plans communaux

Une enveloppe financière de 3,5 milliards de DA sera consacrée, à la faveur des plans communaux de développement (PCD) de l'année 2015, au financement de divers projets communautaires à travers les 64 communes de la wilaya de Médéa, a annoncé mardi le wali, lors d'une séance de travail liée au développement local. Cette subvention, répartie en fonction de l'importance démographique de chaque commune et des besoins exprimés localement, sera orientée «en priorité», selon M. Brahim Merad, vers des projets à l'impact direct sur les conditions de vie des populations, notamment en matière d'approvisionnement en eau potable, d'assainissement, de raccordement au réseau de gaz naturel, mais aussi à la santé de proximité et à l'éducation. M. Merad a mis l'accent, au cours de

cette rencontre, sur la nécessité d'accorder davantage d'intérêt aux études techniques des projets programmés et le respect de l'ordre de priorité des actions à entreprendre au niveau de chaque commune, insistant particulièrement sur l'importance de la maturation des projets et de leurs prises en charge durant les différentes étapes de leur exécution, de façon à éviter tout problème susceptible de retarder leur matérialisation ou d'induire des surcoûts. Le wali a estimé, d'autre part, que les crédits alloués au titre des PCD 2015 doivent être utilisés pour la prise en charge des besoins exprimés par la population et pour l'amélioration de leurs conditions de vie, invitant, dans ce contexte, les élus locaux à rationaliser les dépenses communales et à optimiser, au mieux, les fonds qui leur sont alloués.

BOUIRA

Le chauffage fait défaut : des parents d'élèves protestent

Farid Haddouche

L'école primaire Rechak Mouloud qui se situe dans la petite agglomération Ouled Bouchia, à quelques encablures du chef-lieu de wilaya, Bouira, s'avère dépourvue des commodités qui puissent permettre aux écoliers de suivre leur cours dans des situations favorables. En tout cas, c'est la certitude qui a été émise par les parents d'élèves qui se sont déplacés hier à l'établissement scolaire en question, et au siège de l'APC de Bouira, dont ils dépendent administrativement, pour faire entendre leur voix, et par là même, demander une meilleure prise en charge de leurs progéniture particulièrement en matière de chauffage. Selon eux, l'école primaire Rechak Mouloud où leurs enfants poursuivent leur scolarité, repré-

sente des carences quand les classes ne sont pas suffisamment chauffées. Donc, il n'est pas aisé pour les écoliers de suivre leurs cours dans le froid. Ils ont par ailleurs, fait cas du manque de carburant pour assurer le fonctionnement sans discontinuité des appareils de chauffage. Il arrive que le carburant manque un jour, et c'est le gel dans les classes d'après leurs tristes dires. Le manque d'agencement dudit établissement scolaire, à savoir la cour qui se trouve dans un pitoyable état, et d'autres imperfections, mettent les parents d'élèves dans un autre embarras. Ils souhaitent que les services concernés se penchent sur leur revendication, en prenant des mesures urgentes, afin de permettre à leurs enfants d'évoluer dans un environnement scolaire plus ou moins confortable.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

1er rabie ethani 1436

El Fedjr 06h27	Dohr 13h00	Assar 15h43	Maghreb 18h06	Icha 19h28
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



APPARTEMENTS

■ Vends un joli studio à Bel Air, acté, 32 m², bien aménagé, 8ème étage avec ascenseur - Tél : 0552.95.10.39 - 0555.91.85.92

■ Cherche colocataire pour un appartement à Hay El Yasmine 1er étage + Loue F3 à Hai El Yasmine 1er étage, bien situé, à usage de bureau - Tél : 0560.98.66.91 / 0662.99.16.12

■ Loue F3 Zitoune 1er étage 3 U / Loue Studio Miramar 5ème étage 2 U - Tél : 0555.48.73.78 - 0791.82.73.30

■ ORAN - Echange F4. Sup. 130 m². 2 Faç. S/Gd Bd Frt de Mer contre 1 Pte Maison de maître à ORAN-Est - Nég. après visite. Merci - Tél : 0774.54.93.15 - 0554.96.24.41

■ AV. Appart F3 à Seddikia 2ème étage et dernier vis-à-vis au rond-point et la résidence présidentielle - Portabilité 0554.25.70.61

■ Je vends un joli appartement à Akid Lotfi F3. 75 m². Acté. 9ème étage ascenseur marche refait à neuf, tout est espagnol - Tél : 0554.32.51.92

■ Vends F3 un grand salon + 2 chambres, immeuble de 3 étages construction récente, cuisine équipée, entrée sécurisée avec interphone, situé à Choupot - prix après visite. RDV à partir de 16 h. ORAN - Tél : 0555.54.53.14

■ Partenariat ou loue appartement F3 à une couturière - prix très raisonnable - 0559.24.11.95

■ Sidi Bel Abbès - Vends Appart F4. 93 m². C. SDB, climat. Ch./Cent. ligne téléph. ttes commodités 3ème étage meublé ou sans meubles Makam El Chahid - Tél : 0770.33.73.60 ou 0556.14.50.45

■ A vendre appartement F2 aménagé en F3 1er étage Sémiramis - Oran - Tél : 0774.74.31.72

■ Vente d'1 Appart F3 62 m², meublé (placard partout et chambre à coucher encastrée) + Tél : fixe + réservoir balcon aménagé + double façade + fenêtres barrodées face à la clinique Nekkache - Tél : 0794.19.27.58

■ Loue à Ain El Turk - Oran spacieux F2 - 52 m², très joli vue sur mer, élect., eau gaz, parabole, Gde SDB séparée des WC, bon voisinage - curieux, courtier s'abstenir - 0560.14.80.06 - de 12 h à 20h

■ H. Marié Je Ch. location F3 à Sénia, Mediouni, Maraval ou environs - accepte paiement 6 mois d'avance - prix ne dépasse pas 22000,00 DA - Tél : 0661.31.54.93

■ AV Appart F3 aménagé en F4, 4ème à Bd Maâta centre-ville Oran, 80 m² refait à neuf, citerne d'eau installée - prix demandé 850 M - AV local double façade, acté, cité Bator USTO - Oran - 28 m² Tél: 0661.73.10.02

■ Loue F5 1er étage Castore Bd Grossistes - Mobile : 0555.79.93.97 (à partir 17h)

■ A vendre une bel appartement F3 acté - 5ème étage et dernier avec ligne téléphonique + internet - parking sécurisé, endroit calme. Akid Lotfi - Tél : 0772.43.97.18

■ F3 à louer 96 m² Akid Lotfi en face Méridien. Deux façades, 2ème étage. Très bon voisinage - de préférence profession, bureau, etc.) - Tél : 0673.42.73.88

■ A louer à Oran la Lofa grand F3. 130 m². Salon (9x4) 8 chambres (5x3) Hall (6x4) C. WC. SDB. 2 balcons. 2ème étage de villa entrée individuelle 2 façades 6 option place garage - 0778.39.85.12

■ A louer F4 Hai El Yasmine 2ème + A louer F3 Hai el Akid Lotfi 2ème étage - 0551.43.72.68 - 0550.53.94.88

■ A vendre Appart F3. 80 m² 5ème étage avec ascenseur et parking souterrain en cours de construction livrable en fin 2015 - prix offert 6500000 DA. Hai Yasmine II - 0555.73.41.53

■ A vendre F2 à Miramar près de lycée Lotfi refait à neuf, ensoleillé, 3ème étage - accepte promesse de vente - Tél : 0794.94.63.36

■ Vends Appart Bd Benzerdjeb. ORAN. F3 : salon double + 2 pièces. Refait à neuf. Vue sur Mer au 3ème étage - Prix après visite - Tél : 0540.26.44.11 - 0560.94.66.31

■ Vends Duplex F5 de 141 m² avec 2 parkings et 1 cellier à la Résidence Ryad ORAN (Promotion Hasnaoui) - Cité clôturée, sécurisée, Tél. TV Satellite et Internet - Tél : 0552.30.19.37

■ A louer ou A Vendre appartement à Ain Turk, Hai Ben Smir 3ème étage - 0773.42.34.17

■ A.V. bel F3. Acté. Au RDC Hai Zitoune Dar El Beida près du Commissariat 10ème avec un jardin. Peut servir pou Habitation ou Fonction libérale avec beaucoup d'avantages et prix intéressant - Tél : 0550.248.110

■ A.V. : F3 - 92 m² - 4ème et dernier étage avec Ascenseur. Cité des Médecins Bir El Djir - Tél : 0558.20.32.99 - 0773.78.34.05

■ Vds Gd F4 - 130 m² - Acté - 3ème étage. Téléphone - Eau H.24 - Internet - Bon Voisi. près Nouv. Marché - Mosquée, Ecole... Cité C.P.I.A. 260 Logts Ain El Turk - Tél : 0775.23.69.33 - 0658.12.11.03

■ A louer très grand F3 près du Rond-point Pépinière dans une cité fermée, au 4ème étage, à côté de toutes les commodités (Terminus ETO,...) - Disponible immédiatement - Tél : 0556.58.26.08 / 0560.09.65.13

■ A vendre F2 meublé, 3ème étage, Résidence Le Progrès en face l'Hôpital Pédiatrique de Canastel - ORAN - Tél : 0793.26.98.70 - Visite après 17 h

■ Mets en location Apparts F2 et F3 équipés, bien aménagés, situés à Paradis-plage Ain El-Turck. Corniche oranaise - Tél : 041.44.59.15 - 0777.01.34.14

■ Vends 8 Apparts F3 promotion immobilière moderne, immeuble de 5 étages avec parking sous-sol, sur Bd Millenium 2 côté Superette Le Soleil - 4 F3 de 100 m², prix définitif 2 Milliards + 4 F3 de 130 m², prix définitif 2 Milliards 300 - Tél : 0550.12.20.67

■ Vends appartement F3. Acté. 2ème étage quartier Plateau. Libre de suite. Bien ensoleillé. Bon voisinage. Prix après visite - Ni courtier, ni intermédiaire, ni agence - Tél : 0778.30.25.71

■ Loue F3 centre-ville - meublé - Tél : 0790.72.52.27 - de 10 H à 14 H

■ Vends F3 au RDC à SID EL BACHIR avec Désistement - Tél : 0795.50.18.19

■ Vends F3 au 1er étage au 36, Rue CHERIET Ali Cherif - Cavaignac - ORAN - Tél: 0773.03.63.21

■ A vendre F3 Bd Adda Benaouda - ORAN - Retapé à neuf - 80 m² - Accepte Promesse de Vente - Visite après 17 H - Tél: 0696.55.02.15

■ Vends F3 (Désistement) 1er étage. 3 façades - Refait à neuf - Toutes commodités (Eau - Gaz - Chauffage et Chauffe-bain) - à GDYEL - ORAN - Tél: 0549.53.40.61

■ Appartement F3 à vendre entièrement refait à Cité Dar El Hayat. ORAN - Acté - Prix négociable - Me contacter sur ces N° : 0669.07.40.65 - 0790.53.36.15 - Curieux s'abstenir merci

■ Location des Apparts meublés et équipés et toutes commodités. Garage. Eau H24 - dans un quartier très calme, résidentiel. Trouville - Ain El Turk - ORAN - Tél : 0795.36.68.72

■ TLEMCCEN : A vendre appartement modifié F4 - 2ème étage à Imama 1060 Logts - Tél : 0771.78.06.81 / 0541.04.73.97

■ A vendre F3. RDC. 3 façades - Acté - Maraval - ORAN - Tél : 0790.51.10.78

■ Vds F4 - RDC L.V. pour Bureau Bd Benzerdjeb à côté de l'hôpital ORAN - Tél. 0795.41.18.09

■ Vente Appart à Mobilart T4 + Appart Front de Mer F3 luxe 100 m² avec garage, vue sur mer - Tél : 0550.30.12.41

■ Loue Appart F3 meublé. 5ème étg. dans résidence. Avec garage - Internet - Climat - Chauffage - Tél - Ascenseur - Vue sur mer près du café Trait d'Union. Courbet - Tél : 0771.89.71.88 - 0555.19.71.21

■ Vente Appart F3 - 62 m² - Acté - côté Terminus Hai Es-Sabah - Toutes commodités - Bloc Enseignants - Tél : 0771.19.11.09 - 0553.47.54.54

■ Vends appartement F4, 117 m² à la Rue Mouloud Feraou (centre-ville d'ORAN) avec Possibilité de Promesse de vente - Tél : 0551.92.93.33

■ Part. Vds F5 - 171 m² - Acté - à ORAN Résidence les Cèllets. Plaza - 3 façades. Vue magnifique sur mer. Sécurité H.24 ; 7j / 7 - Curieux et intermédiaire s'abstenir - Tél : 0771.65.45.06

■ Loue à ORAN : Appart 2 PC, toilettes, usage Bureau rue parallèle Rue Mirauchaux. 1er étage Immeuble propre et calme - Tél : 0552.46.03.42

■ A vendre bel F3 bien situé. 67 m². Cour + Gd salon + 2 Gdes pièces + cuisine + SDB + Sanit. - Bon voisinage. 1er étage (T. Cd) immeuble R+2 à Hai Nasr. SAÏDA - P. Off. 620 U - P. Dem. 660 U - Tél : 0664.66.16.15

■ A louer Appart F3 à USTO à 100 m Université - Eau H24 - Climatiseur - Ascenseur / 5ème étage - Tél : 0773.63.21.97

■ Vds : Bel F3. 100 m² avec place parking. 5ème (vue sur baie d'Oran) Plaza Résidence - F3. 100 m². 6ème (vue sur mer) lycée Lotfi immeuble agence foncière (au-dessus station-service) - Tél : 0550.97.51.93

■ Vends F5. 117 m². 2ème étage. Acté. Refait entièrement à neuf et bien situé à Akid Lotfi. Prix après visite - En plus vends garage 18 m². Acté à l'entrée de l'immeuble - Prix après visite - Tél : 0781.18.35.68 - 0782.16.92.46

■ A vendre Appart F3 aménagé en F4 - 2ème étg. - Acté - Grande Terre à côté Djamaâ Hai Zitoune (ORAN) - Tél. 0777.09.16.30

■ TLEMCCEN : Vends à BIROUANA 6 appartements avec garage - U. 0561.23.58.50

■ Vends Appart Bd Hammou Boutléis. ORAN : F5 - 1er étage - Prix après visite - Tél : 041.39.84.74 - 0552.56.91.24

■ Vends Logt F3, 2ème étage à Oujlida (W. TLEMCCEN) - Contactez : 0771.76.98.95

■ A louer appartement 220 m² F7 - 2° étage - Adresse : 30, Bd Emir Abdelkader. ORAN - 0776.85.20.68

■ Vends Appart F6 - Vue sur mer - Mobilart / ORAN - Tél. 0550.52.58.61

■ Vends 5 Apparts F3 au 1er, 2ème et 3ème étage. Sup. 104 m² - 97 m² - 77 m² - Petit Immeuble de 3 étages Constr. Neuve. Dalle de sol. Faïence. Mischler 1er choix + parking sous-sol. 4ème Périphérique face nouvelle Station essence - T : 0790.54.54.89 - 0553.51.49.00

■ A vendre F5 complètement rénové. Sup.140 m² situé à ORAN face à Direction Ooredoo Hai Yaghmoracen - Rez-de-chaussée - Curieux s'abstenir - Prix après visite - Tél. 0561.42.78.21

■ A vendre F3 superposé R+1 étage - 1er étage - Refait à neuf. Bien aménagé + terrasse 80 m² + buanderie - à Cité 48 Logements Hassi Ben Okba en face lycée - Tél. 0550.50.67.11

■!!!! Espagne : Alicante, Benidorm et province, Vente Appartements, Maisons, Villas et Entreprises. Immob. RSL !!! www.realspainlink.com - Email : invest@realspainlink.com - Contact : +34.601.193.237 - Fixer : +34.965.86.25.46

■ Vends Appart F3 - 2ème étage - Acté - Superficie 55 m² à Maraval. Cité Sonatrach. ORAN - Tél : 0561.69.42.94

■ TLEMCCEN : Vds Appart F3 Cité Dib Mounir. Toutes commodités. Sup. 68 m² - Possibilité Promesse de vente - Tél : 0541.76.86.97

VILLAS

■ A vendre Maison de maître à Gdyl en R+2. Actée. Surf. 120 m², toutes commodités, escalier en granite, fenêtre en Mischler, chauffage central - P.O. 17 U - Tél: 0673.39.85.19

■ A vendre une carcasse sup. 219,60 m². R+2. Située à Coop. Borj Amar Hai El Othmania - Tél : 0658.14.92.96

■ Vends villa 350 m² à la cité Point du Jour, villa N° 10. Rue E - Contacter ces numéros : 0661.28.14.60 - 0779.30.10.60 - curieux s'abstenir

■ Vends villa 260 m² (R+1) actée + livret foncier, quartier résidentiel (La LOFA) - prix après visite - Tél : 0555.42.13.97

■ A vendre carcasse de 132 m². Bâtie 100 m² R+1 étudiée pour 3 Apparts F4 de 100 m² double façade - 150 m² Ain Turk Bâti 120 m² rez-de-chaussée - Tél : 0550.62.64.81

■ A TLEMCCEN - Vds vieux Bâti S/forme d'un terrain côté Mosquée les Cerisiers. Sup. 300 m² P après visite - Tél : 0774.54.93.15 - 0554.96.24.41

■ A vendre villa 420 m² R+1+ cave toute commodité bâtie sur 250 m² St Hubert - Tél : 0559.02.05.40 / 0777.02.99.05

■ A vendre Maison de maître R+1 - 500 m². 17 m façade, actée, à Misserghine Hai Benzerdjeb - Abdou : 0540.30.31.14

■ REMCHI : Vends villa 115 m², 2 façades, R+2 au centre-ville, quartier résidentiel - Tél : 0557.39.90.75

■ TLEMCCEN : Villa à Bouhanak 200 m², 2 salons + 3 P + Gde cuisine com + SDB + GGE + N1 ; 3 P + cuisine + SDB + Hall + Salon - Tél : 0541.72.30.98

■ TLEMCCEN : Vds villas jumelées à KALAA Sup. S/Sol, RDC, 2 étages. SH 270 m², bonne remise P. l'ensemble 6 - Tél : 0555.04.25.43/42

■ A vendre MM de 90 m². 2 façades R+1, un garage + 2 P, cuisine - 1er : 2 P + un salon, cuisine, SDB, WC - à Ain El Beida - Tél : 0793.62.31.52

■ Vends villa vieux Canastel sup. 396 m² (plein centre) - Façade boulevard - curieux s'abstenir - Tél : 0793.92.26.45

■ Vends à ORAN belle villa R+2 - 400 m². Finie. Située à Cité Petit. RDC commercial. 2 grands garages Ht. 4 m - Tél. 0550.21.73.87

■ Vente villa 2ème étage. 2 façades. 2 garages. 162 m². 90 % Finie. 2 milliards 600 millions négociable - Tél : 0773.57.99.85 / 0771.25.21.69 - En face Piscine El Bahia Fernandville - ORAN

■ A vendre Maison de Maître à Misserghine - Actée - RDC : garage + sanitaires - douches - cour - belle cuisine - salle à manger - 1er étage : 4 pièces - 4 façades - Le prix après visite - Tél : 0773.01.14.00

■ Vente d'une Maison de 250 m² bâtie 187 m² : 3 chambres, 2 garages, cour et un puits à Benfrah + F3 de 75 m² 2 façades 5ème étage à Arzew - 0554.07.00.78 et 0550.43.81.60

■ Vds à ORAN R+2 sur 2 façades sur 2 artères principales avec 5 locaux 100% Commercial - Convient Showroom - Banque - 0772.11.36.96

■ Vends Villa - RDC : Bain et Douches publics (36 Jabias et 11 Cabines) - 1er : Habitation et Gd Salon de coiffure et esthétique. Assiette Terrain 320 m². Cité Emir AEK. St-Hubert. ORAN - Prix après visite - Tél : 0662.68.77.79

■ Vend à SIDI BEL ABBES belle villa 170 m² à Makam Echahid en face villa Hasnaoui - R+1 - Grand salon. Grande cuisine - Etage : 3 chambres + terrasse - Contactez-nous au : 0555.87.25.68

■ Vends villa à Point du Jour - R+2 - Superficie 375 m² - Tél : 0555.46.64.77

■ TLEMCCEN - Vends belle villa 165 m² - 2 façades - à l'entrée de Ain El Hout. RDC: Gd dépôt fini 100% - 1er étg. : double salon + 3 Pces + cuisine + SDB non finis - Tél : 0549.18.78.84

■ Vends à ORAN Protin : Villa RDC - 315 m² - 15 m façade. Sans vis-à-vis - 5 Pces + C. + SDB (Hammam) + hall + bache d'eau. Garage 2 V. + courrette + jardin - Tél : 0554.33.42.25

■ A.V. Villa N.C. - R+3 - 207 m² avec sous-sol à 40 m de Gd Bd Belgaid Coop. Panorama. Endroit commercial. S/Sol 207 m² / R. Ch. 170 m² / 1er F5, 167 m² + terrasse / 2ème F5 167 m² / 3ème F3 80 m² + 167 m² - 0561.69.87.75 - Prix après visite

■ Vends M.M. 120 m². Désist. RDC : 2 Pces. Cuis. SDB. Garage. WC - 1er Taule : 2 Pces. Cuis. SDB. WC - NED-JMA (Chteibo) Cité 500 Logts - Prix 480 U négociable - Tél : 0773.43.27.66

■ Vends Carcasse R+1 - 220 m². 160 m² bâtie. 10,50 m façade. Coopérative Moudjahidine Canastel - PO 27 MD - Tél : 0552.77.86.99

■ Villa à vendre 150 m² finie à 90% - R+3 - à Bir El Djir : 6 Chs + 4 salons + 2 vérandas + cuisine + 1 S.B. + hammam + dressing + jardin + bache d'eau + garage - Mob. 0561.62.95.96 - Fixe : 041.35.96.83

■ Vends Maison de Maître en carcasse R+1 - 500 m² - à 50 m de l'avenue principale de GDYEL / ORAN - Tél. 0770.94.39.30

■ A vendre villa 210 m² à Fernandville ORAN : cuisine équipée, séjour, 4 pièces, 2 salons, salle de bain + hammam, avant-cour et cour, sous-sol pour 5 voitures - Tél. 0559.88.53.03

■ A vendre petite Maison individuelle. Rez-de-chaussée : salon, coin cuisine, WC, douche 20 m² - 1er étage : 2 chambres de 20 m² + terrasse - Face RTA / ORAN - Tél. 0556.31.68.73

■ Vends à TLEMCCEN Bouhenak : Villa Ht standing 300 m² bâtie 260 m². Piscine. S/Sol + R + 2 + cave - Finition parfaite moderne - Tél : 0550.56.70.90

■ Vds villa sise à St-Charles. ORAN. Sup. 368 m². Double façade (angle). RDC : Jardin - Garage (2 Voit.) - 2 Salons - 1 Chambre - Cour - Cuisine - 1er étage : 4 Chambres - SDB - Gde terrasse - 0793.98.36.55

■ Vends villa 300 m² centre-ville. R+2. 3 locaux commerciaux + 1 G. + toutes commodités - Tél : 0661.16.21.50 - Prix raisonnable

■ A vendre une grande Villa - 585 m² - Actée - à RELIZANE (Centre-ville) - Tél : 0781.87.22.78

■ Vends villa R+2. Deux façades. Sup. 362 m². 3 magasins. ES-SENIA - Convient toutes activités commerciales ou Habitation - Tél : 0699.61.50.61

■ Vends à Oujlida - TLEMCCEN : Maison individuelle 120 m² - Libre de suite - Tél : 0556.09.11.83 - 0554.78.50.11

■ A.V. : Maison de Maître avec café-terrace en activité sur rue très commerçante à Delmonte - Tél : 0551.46.04.46

■ Loue Immeuble Ht Stand. de 4 Apparts + Studio, équipé Clim + Chauffage / Garage 150 m² - Convient Sté - Clinique, à Hassi Benokba - Prix après visite - Tél : 0791.90.96.41 - Curieux s'abstenir

EMPLOIS

■ Sté en Agroalimentaire à Es-Sénia - Oran recrute des Chauffeurs de Transport du Personnel. Exp. exigée dans le domaine min 03 ans. Permis de conduire catégorie " D " - Envoyer CV avec photo au : recrutement.prod@yahoo.fr - Fax : 041.51.06.12

■ Possède HYUNDAI H1 vitrée climatisée, 9 places : Cherche Transport Personnel - 0772.11.36.96

■ Garage du Centenaire cherche Agent de sécurité ayant permis de conduire - âge ne dépasse pas 45 ans - travaillant service quart - Envoyer CV détaillé : 26 Rue Mohamed Kheimisti - Oran

■ Ets à Oran recrute Prof. informatique - comptabilité - marketing - Veuillez contacter Tél : 0560.95.84.22

■ Société sise à Hassi Ameur recrute un Contrôleur de Gestion., Expérience exigée dans le domaine - Envoyez vos CV à l'adresse suivante : societerecru@gmail.com

■ EURL BITUMELK - Oran - E-mail (eur-bitumelk@hotmail.fr) cherche : Ingénieur ou Technicien Supérieur en Travaux Publics - Chauffeurs Semi-remorque - Chauffeurs PL - Electromécanicien - Electricien Auto

■ Particulier cherche Soudeur ambulancier pour des Travaux Ferronneries à domicile et un Maçon pour briquetage - Mob - Tél : 0557.59.36.28

■ Chirurgien Dentiste à Oran cherche un Chirurgien Dentiste pour Agrément à Oran ou collaboration - Tél : 0553.84.20.50

■ Société étrangère cherche des Vendeurs au détail avec leur moyen de distribution - Tél : 0772.51.20.93

■ Agence de publicité et imprimerie Eurl Planète Publicité cherche un (e) Infographe - Sécurité d'emploi et salaire selon compétence - Envoyez CV: inforecruetalgerie@gmail.com

■ J.F. électrotechnicienne (DEUA) (Bac + 3), avec des notions en informatique, bonne maîtrise de langues étrangères, sérieuse : Cherche Emploi stable à ORAN - Tél : 0553.48.03.92 - Non sérieux s'abstenir

■ Atelier cherche des Couturiers et Finition à ORAN - Merci - Tél : 0770.33.92.95

■ Société de Taxi 7/7 a Oran recherche Chauffeurs de Taxi diplômés H ou F - Tél : 0560.099.222

■ Société d'Importation cherche J.F. Ingénieur en informatique résidant à ORAN - Expérience minimum 4 ans - Envoyer CV par Email : cotimet@hotmail.com

■ ARZEW - Pizzeria London cherche un personnel qualifié : des Pizzaiolos - des Plaquistes - avec possibilité d'hébergement - Tél : 0552.47.26.55

■ Société privée à ORAN recrute : Aide Comptable maîtrise logiciel PC COMPTA, maîtrise les déclarations de G50 et apte pour les déplacements (Impôts - Banques...) - Envoyer CV avec photo au : recrute0015@gmail.com

■ Société privée à ORAN recrute : Assistante Direction maîtrise l'outil informatique parfaitement et gérer les soumissions et la facturation et le recouvrement - expérience exigée - Envoyer CV avec photo au : recrute0015@gmail.com

■ Société privée de matériels médicaux à ORAN recrute : Commercial (e) apte pour les déplacements et maîtrise informatique - expérience exigée - Envoyer CV avec photo au : recrute0015@gmail.com

■ Cherche Secrétaire pour bureau maîtrise parfaitement le français et l'outil informatique - Envoyer CV par mail : agence_lcv@yahoo.fr

■ EL HAYET SCHOOL : Recrute Cuisinier diplômé (Cuisine collective) - Veuillez vous présenter munis d'un CV à l'adresse suivante : 03, Rue Ibn Tofeïl - Place Fontanelle - Gambetta - ORAN.

■ Jeune Architecte domicilié à ORAN prend Travail 2D / 3D - Faire des Conceptions et Photos réalistes - Permis de Construire - Tél. 0551.05.48.

TERRAINS

■ A vendre 5 Lots. Actés. Urbanisés. (2) 157 m² - 125 m² - 148 m² - 211 m² - Lieu appelé Boudjelid à Tounane - Ghazaouet (W. TLEMCCEN) - Tél : 0772.17.21.61

■ Vends Lot de terrain de 4.200 m² à ORAN-Centre - étude toutes propositions - Tél : 0561.20.40.52

■ Vds Terrains : 200 m² Acté 380 U Bredia - 400 m² Acté 4 U/m² Rocher - 2.000 m² Acté 3 U/m² Zahana - 4.200 m² Acté 5.000 Da/m² El Hamoul - 1.400 m² Acté 2 U/m² Centre Belabès - 16.000 m² Acté 8.000 DA/m² Bouzadjar - 0791.08.06.15

■ Vends Terrain de 168 m² à Ain Turk (ORAN) - Acté avec Livret foncier - Bien situé sans vis-à-vis - Viabilisé - Eau - Electricité et Gaz - Tél : 0792.20.71.45

■ URGENT - A.V. Lot terrain - Acté - 150 m² - à la fin du Boulevard Millénum vers le 4ème Périphérique - Prix 12 M/m² - Tél : 0555.26.97.32

■ A vendre Deux Terrains : 332 m². 16 m de façade et 166 m². 8 m de façade - Viabilisés - à Belgaid - Tél : 0560.05.18.89

■ A vendre : 1) Terrain résidentiel 307,30 m² à la Caisserie - Delmonte - Savignon - 2) Terrain promotionnel 411 m² à Froment Coste - Bel Air - A contacter : 0560.31.19.44 / 0561.71.64.78

■ SIDI BEL ABBES - Vends 22 Hectares à 11 Km de S.B.A. + 2 Lots de terrain 241 m² & 414 m² + Vends ou Loue Bureau 3 pièces centre-ville - Tél : 0555.49.00.78 / 0560.64.36.37

■ A vendre terrain à Stidia (w Mostaganem) 2.250 m², acte + Livret foncier - Tél : 0657.10.02.25 ou 0772.20.53.01

■ A.V. : Petite Ferme de 35 Hectares à M'NATSIA environs de BOUFATIS - Concession (Acte) - Tél : 0551.46.04.46

■ Lot de Terrain - Acté - 220 m². Façade 12 m (Eau - Gaz - Regard...) - Rue bitumée - Pépinière (Rond-point) Mostakbal 3 - ORAN - P.F. : 12,5 le m² - Tél : 0667.49.05.55

■ V. : Terrain 92 m². Faç. 6,4 m. Bien situé. Chaussée goudronnée. Viabilisé - Maison sur terrain 858 m² Dble Faç. Route goudronnée, puits, terrain arboré 700 m², pour Projet Clinique, Ecole privée... 200 Logts Es-Senia - Tél : 0553.14.42.46

■ A.V. Terrain Agricole 1,5 Hectare à Boutléis - Ain Kerma - Acté + Livret foncier - Tél : 0554.97.62.17

■ Particulier vend terrain nu. 200 m². Coop. Panorama route de Belgaid. Très bon voisinage - Intermédiaire s'abstenir - 0550.48.89.04

■ Vends Lots de terrains (160 m² - 180 m² et 182 m²) cités clôturées - Actés - Toutes commodités - situés sur route d'ARZEW à 5 min de Bir El Djir - Tél : 0550.46.18.22

■ A vendre Lot de terrain. Acté. 750 m² - en face Dispensaire de Ain El Turk et en face CREPS - Tél : 0795.18.63.67

■ A vendre Lot de terrain 3.000 m² avec Acte et Livret foncier. Zone Industrielle AIN L'HEDJAR - SAÏDA - 0560.03.73.57

■ Vds Terrain à bâtir entre 135 m² à 300 m². Viabilisé avec Acte + L/F à SENIA Kara 2 sur Route Nationale vers MESSERGHINE - 0550.66.85.99 - 0553.11.26.28

■ Vds 1 Lot terrain 233 m². 2 Façades + 1 Lot terrain 213 m². 1 Façade - 0770.50.02.94

LOCAUX

■ A vendre local de 75 m² équipé de toute commodité sur Gd Boulevard TAFRAOUI - Tél : 0550.62.64.81

■ Loue à Bir El Djir Local comm. 50 m² sur Bd près de l'Hôp. Pédiatrique de Canastel face Sonelgaz et Casnos pour Bureaux - Ag. Voyages... Tél : 0552.29.70.70

■ Vds local 65 m² acté avec sanitaires 6 m de façade, bien situé au centre-ville d'Oran (Monte-Carlo) - Tél : 0555.88.36.61

■ A louer Pizzeria à Choupt R+1 plus de 400 m² avec ou sans matériels, luxe et très bon état - voir photo sur ouedknis - 0672.46.58.18

■ A louer magasin nouvelle Const. D.F. 20.50 m F. 5 rideaux 145 m² faux plafond, dalle de sol, façade granite, sanitaires. C/V. Miramar derrière ancienne daïra d'Oran - Tél : 0661.20.19.59 / 0669.56.85.70

■ ORAN. Vends ou Loue local (50 m² + soupente sis au centre-ville doté de 2 lignes Tél./Fixe avec toutes commodités - Mob : 0773.18.80.36

■ Vends local 15 m² côté consulat d'Espagne mitoyen avec le restaurant Santa Clara - très bien aménagé + acte Fonds et Murs - Tél : 0798.71.43.17 / 0556.39.46.59 / 0033.681.074.519

■ Vd/loue 2 magasins. 1er 31 m² et 2ème 80 m² de 3 rideaux et 14 m de façade situés à Miramar Rue Nancy - C/V d'Oran. Nouvelle Constr. avec sanitaires - 0661.20.19.59 / 0669.56.85.70

■ A louer Station lavage à Fernandville 200 m² 3 rideaux - aménagée - Tél : 0772.73.19.74

■ A louer garage 200 m² sous-sol (hauteur 3 m) - convient dépôt ou usine de fabrication - sanitaires, aération... etc. - Tél : 0772.73.19.74

■ Loue local sup. (25 + 25) m² hauteur 8 m (Peut servir cafétéria, pizzeria, fast-food, labo... etc.) - Contrat moyen et long termes - étude toutes possibilités éventuelles - Tél : 0673.42.72.58 / 0555.71.12.16

■ A vendre magasin sup. 32 m² Plateau sur le Boulevard - Contacter : 0559.28.15.16 / 0549.69.82.23

■ Loue local (38,5 m²) bien situé sur grande rue à Hai Khemisti (Bir El Djir) ORAN - Convient toutes activités - Sanitaires - Tél : 0775.74.13.42

■ Loue Boulangerie - Pâtisserie à 500 mètres de l'université de l'USTO - Très bien équipée. Bien aménagée et spacieuse - Tél : 0560.24.75.02

■ Vends ou Echange : Magasin bien aménagé en Pizzeria. Sup. 45 m² avec Matériel et toute commodité : 100, Rue de Mostaganem - ORAN - Tél : 0557.12.38.39 - 0553.51.49.00

■ Local à louer pour stockage d'une superficie de 140 m² et d'une hauteur de 4,20 m, équipé d'une pièce + cuisine + sanitaires, situé devant une place à Hai Moustakbal 3 - BIR EL DJIR - Tél : 0662.03.27.15

■ Loue Dépôt 700 m² à Hassi Ameur avec bureau - sanitaires - clôturé et couvert - 0770.604.267 - 0552.64.69.02

■ Loue Cafétéria à Akid Lotfi en face Boulevard Palmier. 2 Façades + terrasse - Tél : 0550.01.15.54 - 0697.59.47.13

■ A vendre local 48 m², 3 pièces, situé en plein centre-ville, quartier Miramar. Convient parfaitement pour une Profession libérale ou pourrait servir d'habitation - Curieux s'abstenir - Tél : 0556.65.01.39

■ A louer : Clinique dentaire avec tous ses équipements - Daira d'Oued-Tlélat - ORAN - Tél : 0772.10.49.63

■ A louer local 16 m² bien situé avec sanitaires Avenue d'Arcole - Tél : 0552.32.86.35 - 0778.87.19.21

■ Local à louer. Sup. 35 m². Situé à 09 m du Bd Larbi Ben M'hidi - Tél : 0549.52.99.11

■ A louer local 11 m sur 5 m - toutes commodités + WC + dalle de sol - à Hai Bendaoud 304 Logts Bir El Djir - ORAN - N° T : 0771.13.14.41

■ A louer Local bien aménagé + Eau + Gaz avec sanitaires - Toutes commodités - 14 m sur 5 m à St-Eugène - 14, Rue Khelifa Benallal - N° T : 0771.13.14.41

■ A louer local à Gambetta - ORAN - RDC : 150 m² - 1^{er} étage : 180 m² - Tél : 0661.20.66.32

DIVERS

■ Institut Antar annonce inscriptions : Formation Médicale Continue / Préparation Concours Résidanat / Délégué Médical - Tél : 041.33.70.34 / 041.29.96.32 (Appeler les après-midi) - site : ecolesantar.com

■ ORAN : Cours spécial accéléré en anglais pour adultes. Durée 1 mois. Prix raisonnable - A partir du 10/02/2015 - Tél : 0559.24.11.95 - kamel_hocine@yahoo.fr

■ A vendre Broyeur aliment de bétail de marque MIX SRL - Italie - Cap. Production 12 Tonnes/Heure - Contactez N° : 0555.69.66.69

■ Emballage - Ouest vous propose ses services d'emballage et de conditionnement de tout type de produit - Tél : 0672.41.15.95 - email : emballage.ouest@gmail.com

■ WEST EQUIPEMENTS et S.A.V. met à la disposition des Pressings et Blanchisseries, Consommable et Pièces de rechange - Tél : 0556.16.27.42 et 0542.84.66.97 - Route de Hassi Bou-nif - Garetta - ORAN

■ SIDI BEL ABBES - Ecole Privée « Stylmod » : 8, Rue de Damas - SBA - 048.75.15.12 / 0554.28.83.75 - Stages de Coupes (Février 2015) - Chignons - Maquillage (Avril - Mai 2015) - Inscriptions Janvier 2015

■ Vends Tenue de plongée complète sous-marine neuve, T3 + 2 paires de Palmes 41/42 Oris France - Tél : 0661.31.90.40

■ UniBeauté Ecole Professionnelle lance les spécialités : Technique de Coiffage, Chignons, Coupe, Coloration, Permanente et Défrisage - Tél : 041.53.32.23 / Adr : 04, Rue Ezzaoui Mustapha - Gambetta - Oran

■ Société Privée met en vente : 01 Nacelle électrique - 01 Machine à projeter PFT G54 - Veuillez nous contacter au : 0559.35.20.89

■ UniBeauté Ecole Professionnelle lance les spécialités : Soins du visage - Maquillage - Epilation à la cire - Manucure et Pédicure - Massage / Adr : 04, Rue Ezzaoui Mustapha - Gambetta - Oran - 041.53.32.23

■ Artisan Maçon à ORAN propose ses services : Construction intérieure et extérieure et finition (Coffrage - Dalle de sol - Faïence - BA13...) - Tél : 0771.00.62.29

■ Vente 02 Groupes électrogènes en très bonne occasion, capotés, insonorisés : 500 KVA ATLAS COPCO moteur DEUTZ + 40 KVA HIMONSA - Tél : 0559.38.53.12

■ AIN TEMOUCHENT - Vends Matériels de Pâtisserie : 01 Four ventilé neuf - 10 Plaquettes PRIMAX - 01 Bateau 120 litres neuf MAXWEL - 01 Table de travail frigorifique en marbre - 01 Présentoir bombé 2,50 m occasion - Tél : 0793.18.51.92

■ Mets en location Licence café - Téléphonnez au : 0661.77.15.13

■ Achat et Vente : Badyia - Djellaba - Pyjama - Kaftan - Mansouria... etc. et tout type Article de femmes en gros et même en solde - Contacter Tél : 0778.41.50.90 - 0661.66.11.06 - 0555.88.28.23

■ A vendre Machine Brodeuse 15 têtes bonne occasion (2011) disponible à ORAN - Tél : 0550.77.74.20

■ A louer Licence à café à ORAN - N° Tél. Fixe : 041.33.72.70 - Mob : 0772.12.18.03

■ A vendre : Chambre à coucher : 70.000 DA (un grand lit + deux tables de nuit + une coiffeuse) - Salon 5 places avec Table : 40.000 DA - Salle à manger : Table + 04 Chaises : 32.000 DA - D'origine MALAISIE - Tél : 041.54.10.20

■ Entreprise Travaux Bâtiment T.C.E. YAGOURI Med Mankour vous propose Etude et Réalisation de tous types de Logement ou Bâtiment - Tél : 0770.52.64.62

■ Vends trois Enveloppeuses pour tablettes chocolat 25 gr - 40 gr - 100 grammes - Tél : 0772.64.14.24

■ ETP AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION - La Maçonnerie - Plomberie - Chauffage - B13 - Menuiserie Bois - Soudure - Peinture (Décoration) - 0561.29.36.06

■ Partic. possède 2.000 m² constitués de 2 Chambres Froides de 500 m³ + Hangar 500 m² + Parc + Bureaux + F4 toutes commodités : Recherche Associé - Etude toute proposition - Zone Industrielle A.E.H. / SAÏDA - Tél : 0550.51.26.16

■ L'Ecole de Cuisine et Pâtisserie forme : Cuisinier, Pâtiss., Viennoiserie, Pizza, Glaces, Gâteaux - Depuis 2007 - Carteaux. ORAN : 041.42.34.46 - 0665.70.63.40

■ A vendre Cisaille Guillotine marque turque 260 x 6 mm. W. ORAN - Neuve sous emballage - 0771.62.92.86

■ Installation - Mise en marche et Révision Chaudières - Plomberie générale et Gaz - Tél : 0550.618.515 - 0551.665.770

■ SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Mach. « Impression G. Format - Gravure Num. sur Bois » - 036.51.47.14 - 0555.62.34.93/94/95/96

■ SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Machines Transformation « Plastique, Papier, Carton » - 036.51.47.14 - 0555.62.34.97/98/99

■ UniBeauté Ecole Professionnelle lance les spécialités : Soins du visage - Maquillage - Epilation à la cire - Manucure & Pédicure - Massage - Tél : 041.533.223 - Adr. : 04, Rue Ezzaoui Mustapha - Gambetta - ORAN

■ UniBeauté Ecole Professionnelle lance les spécialités techniques de Coiffage - Chignons - Coupe - Coloration - Permanente et Défrisage - Tél : 041.533.223 - Adr. : 04, Rue Ezzaoui Mustapha - Gambetta - ORAN

PENSÉE

Cela fait déjà 16 années que tu nous as quittés à jamais, très cher et regretté père



Mr. CHAIBEDRAA TANI RACHID.
Tu es parti en laissant un immense vide qui ne se comblera jamais, tu nous manques tellement papa... En cette douloureuse occasion, nous demandons à tous ceux qui t'ont connu d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire. « Ne meurent que ceux que l'on oublie », nous, nous ne t'oublierons jamais PAPA.
Tes enfants MEHDI, FARAH, AMIRA, IKRAM et MAMAN

CONDOLÉANCES

Suite au décès du grand-père

ELAKREDAR Charef

dit « harem Menaouer »

né en 1922, nous présentons

nos sincères condoléances à

Dr ELAKREDER Abdelhalim,

notre collègue et notre frère

et que Dieu accueille le défunt

dans son Vaste Paradis.

ACHOURI Amina

DÉCÈS

Les familles LAÏCHOUBI - BERRAHAL - BOUZIANE - BENCHENANE - CHOUAL - BERKHISSA - SI MOUSSA et HATTABI ont l'immense douleur de vous faire part du décès de leur cher et regretté **LAÏCHOUBI HANIFI** Ancien moudjahid et ancien employé de l'hôpital né le 22-11-1934 à Bouhanifia - Mascara - décédé le 18-01-2015. Adresse : 04, Boukebou Abdelkader - Makari - Oran.



PENSÉE

Une pensée pieuse pour notre Professeur regretté **Mr BOUHASSOUN Abdelkader.**
Cela fait déjà 1 an que vous nous avez quittés en laissant du vide derrière vous dans nos cœurs ainsi que dans notre vie et la vie de vos proches. Vous demeurez à jamais notre cher et tendre Professeur que personne n'a pu et ne peut remplacer. Nous sommes de tout cœur avec votre famille. De la part des étudiants du Département des Mathématiques (IGAMO).
إننا لله وإنا إليه راجعون



PENSÉE

Une pensée, une prière. Il y a huit ans disparaissait à jamais notre chère épouse, mère et grand-mère **Mme TRIDI FADELA née BOUDGHENE-STAMBOULI.** Nous demandons à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée pour elle. Repose en paix ma chère maman, c'est dans nos cœurs que tu seras pour toujours.
Ton mari, tes enfants et petits-enfants



REMERCIEMENTS

La famille BENANTAR remercie toute personne ayant compati à sa douleur lors du décès de son cher «BENANTAR HACEN» survenu le 18/01/2015 et inhumé le jour même.
إننا لله وإنا إليه راجعون

REMERCIEMENTS

Monsieur Habri **BENEDDOUCHE** et toute sa famille expriment ici leur profonde gratitude à toutes celles et ceux qui ont compati à leur douleur après le décès de leur regretté **GHAOUTI BENEDDOUCHE** survenu le Samedi 13 Décembre 2014 à ORAN. A ALLAH nous appartenons et à Lui nous retournons.

DÉCÈS

Les familles BACHIR-BOUYADJERA, BOUABDELLAH et FADEL ont l'immense douleur d'annoncer le décès de **Madame BOUABDELLAH ZOHRA** née le 05 Avril 1934, décédée le 16/01/2015. Adresse mortuaire : 08, Rue Boussaïd Belkacem - Plateau - ORAN
إننا لله وإنا إليه راجعون



REMERCIEMENTS

Les familles AZZOUC, BAGHDAD BEY, BENNACI, REZIGUI, YAHIA, BENCHAO, BELFAR, TEBBOUNE, BELARBI, ADNANE, AZZEDINE et KRIER d'Oran et BOUSSEMGHOUN remercient toutes les personnes qui ont compati à notre douleur suite au décès de notre cher père, frère, grand-père, beau-père **AZZOUZ Abdelmalek** à l'âge de 77 ans (Membre Fondateur de l'Organisation Nationale des Aveugles Algériens, Président Régional de l'Union et ex-Agent SNTA et SONELGAZ) qui a laissé un vide incommensurable, irremplaçable eu égard à ses qualités sociables ayant le sens de sacrifices et aimant son prochain.



PENSÉE

HADJ HADDOU Med
Directeur de la CNAS ORAN - BATNA - SBA et Ancien Dirigeant du MCO. Le 23-01-2013 restera gravé dans notre mémoire. Voilà déjà 02 ans que tu nous as quittés pour un monde meilleur. Des jours entiers où nous n'avons pas cessé de penser à toi. Ta perte nous est toujours pénible à supporter. La famille HADDOU de SBA, HASSI BOUNIF - ORAN - SAÏDA demande à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.
Repose en paix Si Mohamed
Ta femme Hadja MOKHTARIA



Importante Société dans le Secteur de la Distribution
Recrute dans l'immédiat
1- Comptables
2- Caissiers principaux (Véhiculés)
3- Chargées de clientèles
4- Caissières
Il est exigé :
- Pour le poste (3) une bonne présentation.
RESIDER A ORAN ET ENVIRONS IMMEDIATS.
Transmettre CV + Photo récente à : contact.kit31@gmail.com

LES EXQUISE
SARL les Fils Djilali RAHMOUN
L'Exquise, producteur de boissons gazeuses cherche dans l'immédiat des Distributeurs pour les wilayas de Sidi Bel Abbès et Aïn Témouchent
Conditions :
Moyens de livraisons
Aire de stockage (minimum 300 m²)
Assiette financière
Contact :
043 27 65 23
0555 01 09 67
sarlexquise@yahoo.fr

Société privée
Recrute
- **Chauffeur Catégorie Léger Avec expérience minimum 5 ans**
Envoyer C.V. à l'adresse suivante : sarlisacom@hotmail.com

Ritaj MALL
Shopping & Loisirs

Ouverture le
29 Janvier 2015
à 11 h:00



Rue des Martyrs de la Révolution
(en face de la Pouponnière) Hai Essalam - Oran.
Tél : (041) 24 75 40 Fax : (041) 24 75 95
www.ritaj-mall.com

Le MERIDIEN
ORAN HOTEL & CONVENTION CENTRE

RECRUTE

- 01 Agent de blanchisserie / Couturier (e)
- 01 Masseuse
- Réceptionniste

Profil :

- Bonne présentation, disponibilité et flexibilité.
- Dégagé des obligations du service national.
- Expérience dans le domaine souhaitable.
- Connaissance de la langue arabe et française.

Envoyez votre CV, en précisant le poste dans l'objet de l'email / fax à :
recrutement.oran@lemeridien.com
/ Fax 041 984 024

Postulez directement sur notre site Internet pour toutes nos offres :
www.lemeridien.jobs

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
الديوان العمومي للمحضر القضائي - الأستاذ / قاندي هاشمي
041.58.21.52 - الهاتف: 04 B الساتية - المحاماة

رقم الملف: 2013/2755
رقم الفهرس:

محضر تكليف بالوفاء
المادة 612 - 625 - 613 من قانون الإجراءات المدنية والإدارية

بتاريخ السابع من شهر جويلية سنة ألفين وأربعة عشر (14/07/07) وعلى الساعة الثانية زوالا نحن الأستاذ قاندي هاشمي محضر قضائي لدى مجلس قضاء وهران بناء على طلب السيد (ع) ممثل ترست بنك الجزائر وكالة وهران الكائن مقرها: 70 طريق العربي عتيق حيضرة الجزائر بعد الإطلاع على المواد 612 - 625 - 613 من قانون الإجراءات المدنية والإدارية بناء على الحكم الصادر عن محكمة وهران بتاريخ 2008/12/22 رقم الفهرس 2008/6213 والمهور بالصيغة التنفيذية والذي يقضى في منطوقه بالحكم على المدعي عليه أن يسدّد للمدعي مبلغ تسعة عشر مليون ومائتان وأربعة وأربعون ألف وثمانمائة وتسعة وستون دينارا وستون سنتيما 19.244.869,60 دج قيمة الدين إلى غاية 08/08/07 - الحكم عليه بمبلغ تسعون ألف دينار 90.000 دج تعويض.

كلّفنا السيد: جمعي محمد رضا
الساكن: 321 حي الصنوبر عين الترك وهران
مخاطبين: حسب تصريحه
الحامل: ريس. أو بيتو رقم: الصادرة في: عن:
بتنفيذ محتوى السند التنفيذي المذكور أعلاه فوراً ودفع المصاريف التالية مقابل وصل على الأداء:
مبلغ أصل الدين: 19.334.869,60 دج
مصاريف التنفيذ: 6798,00 دج
الحقوق التأسيسية: TVA + دج 458.697,00 = 77.978,00 دج
المجموع: 19.878.342,60 دج (تسعة عشر مليوناً وثمانمائة وتسعة وستون ألفاً وثمانمائة وإثنان وأربعون دينارا جزائريا و60 سنتيما).
وبناءه بأن له مهلة خمسة عشر يوما (15) للوفاء تسري من تاريخ تبليغه هذا المحضر وإلا نفذ عليه جبر بكافة الطرق القانونية.
وبناءه بأنه إذا لم يمتثل فوراً لمحتوى السند التنفيذي المذكور أعلاه نفذ عليه جبرا بكافة الطرق القانونية.
إثباتا لذلك بلغنا وتكلمنا كما ذكر أعلاه وسلمنا نسخة من هذا المحضر للمخاطب الكلي طبقا للقانون.

إضفاء أو بصمة المستلم
ختم المحضر القضائي
د/ قاندي هاشمي

MEDECINS

DIPLOME FRANCAIS

D'ALLERGOLOGIE à ORAN

Session 1 : du 16 - 19 AVRIL

PLUS DE RENSEIGNEMENTS

05 55 40 50 55

SITE WEB

WWW.ISSGROUPFRANCE.COM

BAHIA PHARM
NÉPENTHES ALGERIE
Groupement des pharmaciens de l'ouest

Monsieur L. BERRANE, P.-D.G.
de la SPA BAHIA PHARM, ainsi
que les membres du Conseil
d'Administration, très attristés par la
nouvelle du décès de **Mme BEKKI**,
mère de leur confrère Monsieur
BEKKI Mokhtar, présentent à celui-ci
toutes leurs condoléances
et l'assurent de leur soutien
et de leur compassion.

Puisse Dieu donner aux proches
de la défunte la force de surmonter
cette épreuve.

MAÎTRE BOUSEFSAF BENFREHA - Commissaire-priseur près le Tribunal de Mascara
13, Rue Yagoub Bouamrane - Fg de Sidi-Mouffok - Tél et Fax : 045-71-95-28 - MASCARA -

**AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES
ET PAR SOUMISSIONS CACHETEES - NOTA : 2e TENTATIVE DE VENTE**

Le 29 Janvier 2015 à 10 heures il sera procédé à la vente aux enchères publiques et par soumissions cachetées au sein du parc de l'E.T.G.R. - Zone Industrielle à KHESSIBIA - MASCARA -

LOT N° 02 : Tracteur Routier SONACOME N° 00009-597-29 avec C.G. année 1997
LOT N° 04 : Tracteur Routier HINO N° 3232-583-29 avec C.G. année 1983
LOT N° 06 : Remorque à Benne TRAILLOR N° 3039-881-29 avec C.G. année 1981
LOT N° 11 : Basculeur BRIMONT N° 041-3665-29 avec C.G. année 1983
LOT N° 12 : 1 Scraper KOMATSU N° 021-3661-29 avec C.G. année 1982
LOT N° 13 : Compacteur S/P/BOMAG N° 041-94-29 avec C.G. année 1982
LOT N° 17 : Groupe Electrogène TRANSUNIC - LTD -
LOT N° 18 : Chargeur S/O ENMTP N° 041-32-29 avec C.G. année 1990

CONDITIONS: Conditions de vente habituelles.

Le Commissaire-priseur

**Un groupement
d'établissements
de tourisme**

RECRUTE :

- Un (e) directeur (trice) d'exploitation
- Un (e) directeur (trice) de commercial

CONDITIONS

- Détenir un diplôme d'un institut de tourisme
- Justifiant d'une expérience dans le tourisme
- Etre apte à assumer des responsabilités
- Disponible pour des déplacements
- Résider sur l'axe :
ORAN - LES ANDALOUSES

Envoyez votre CV par email à :
recruteaet@yahoo.fr

**SARL DE PROMOTION
IMMOBILIERE**

A le plaisir d'inviter les clients (es)
intéressés (ées)

par l'acquisition de Logements
de Haut Standing

F3 de 91 m² à 102 m²
F4 de 118 m² à 130 m²
F6 de 190 m² à 200 m²

à visiter son ensemble immobilier
sis à ORAN VILLE.

Prière nous contacter
au **0560 952 852**
0561 666 080
et soyez les bienvenus (es)

DISTRIBUTEUR PEUGEOT ALGERIE A MOSTAGANEM
Cherche un CHEF APRES-VENTE pour son AGENCE

Le candidat devra avoir une expérience professionnelle de 05 années dans le domaine après-vente d'automobile, maîtriser l'outil informatique et être titulaire d'un DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES

Il devra en outre, posséder les qualités suivantes : avoir l'esprit d'équipe, le sens de l'organisation, de la rigueur, de la précision, du commandement...

Adresser ou se présenter : un CV à l'adresse suivante
CHEMIN VICINAL N° 62.A - MOSTAGANEM
FAX : 045 43 41 77- TEL : 045 43 44 65

Importante entreprise dans le domaine
de la Sidérurgie installée à Oran,
Cherche en urgence un Comptable H/F
expérimenté, maîtrisant
parfaitement le NSCF, préparation
des déclarations fiscales et sociales,
préparation et établissement du bilan
fiscal, ayant sens de l'organisation
et maîtrisant parfaitement le français.
Nous contacter sur l'adresse mail
suivante : **info@armacierdz.com**

Annonce de recrutement Magasinier

Société privée située à Village
Bouamama (Sidi Chami) / ORAN.

Expérience 3 ans min. -
Transport non assuré.

Envoyez vos CV à :
recrute1429@Gmail.com

AVIS DE PERTE

E.T.P.H. LAGRAA Sid Ahmed sise
FRENDIA - RC : 2126257 A02 :

Décline toute responsabilité
à l'utilisation frauduleuse de son
cachet suite à une perte à la date
du 1 Décembre 2014.

« Par décision n° 16 du 15 Janvier 2015,
du Ministre de l'Energie, une autorisation a
été accordée à Monsieur NIATI EL
HABIB, conformément aux dispositions du
décret exécutif 97-435 du 17 Novembre
1997, portant réglementation du stockage
et de la distribution des produits pétroliers,
pour la création d'un Point de Vente de
Carburants, sis à la commune de SIDI
MHAMED BENALI,
Wilaya de RELIZANE».

PENSÉE

Le 18 Janvier 2012 disparaissait notre père **BENMANSOUR Mohamed**,
Rappelé à Dieu Le Tout-Puissant à l'âge de 83 ans, après une vie faite de piété et de
travail d'enseignant puis de directeur d'établissement scolaire au service de sa patrie.
Il a ainsi rejoint son épouse, notre mère et grand-mère ABI-AYAD Zohra dont il ne s'est
jamais remis de sa séparation.

En ce douloureux anniversaire, ses enfants Seïf El Islam, Kamel Mustapha, Nadia et Adra
ainsi que ses petits-enfants Hanane El Nabaouia, Akram Benali, Zahret El Houda, Hocine,
Hosna et Aya demandent à tous ceux qui l'ont connu et apprécié de s'associer
à eux par une pieuse pensée à sa mémoire.

Reposez en paix chers parents qui sont toujours parmi nous.

A vendre Gru
en bon état de marche

de Fabrication Française marque PPM.
Année 1990. Force de levage
60 Tonnes.

Moteur Deutz. Flèche 38 m + fléchette.
Avec Accessoires de levage.

Tél : 0661 60 95 70 - 041 79 12 28

Vendons un terrain
acté de **1000 m²** abritant
un **hangar de 650 m²**
dans la zone d'activité
de **HASSI EL GHELLA**.

Contacteur : **0661 20 52 34**

Litige avec la SDE

Les travailleurs de l'APC s'en mêlent

Les travailleurs du siège central de la mairie de Constantine se sont rassemblés, hier matin, devant le bâtiment de l'hôtel de ville en soutien à leur administration et pour exiger de la SDE de mettre fin à la coupure de courant dont ils souffrent depuis plus de cinq jours maintenant.

A. Mallem

« Venant de la part d'une entreprise publique, c'est un comportement pour le moins condamnable parce qu'il pénalise en premier lieu le citoyen, l'administré. Une coupure de courant aussi longue pour une mairie de la taille de celle de Constantine, la troisième ville du pays, et qui plus est se poursuit pour le cinquième jour consécutif, est totalement inadmissible. Aujourd'hui, c'est au tour des travailleurs du siège central de s'exprimer pour dire leur ras-le-bol de cette situation qui, avec les citoyens bien sûr, les touche au plus profond d'eux-mêmes en les empêchant de travailler et en les laissant exposés au froid et à l'obscurité ». Et d'annoncer que quelques minutes plutôt, une employée du service du personnel, qui a eu un malaise, a été évacuée d'urgence par le SAMU sur le CHU de Constantine. Le fait a été confirmé par les deux représentants syndicaux de l'Ugta et du Snapap, MM. Sehali et Mansouri, qui, pour une fois, se sont retrouvés aux côtés du maire pour l'épauler dans cette épreuve. Voyant sa position renforcée par cette solidarité émanant du partenaire social, le P/APC de Constantine nous déclara sans ambages qu'il allait « saisir officiellement les autorités supérieures pour leur demander d'intervenir pour relever de son poste le directeur de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de Constantine (SDE), responsable de cette situation. Il faut savoir qu'il n'a cessé, depuis une année, de menacer l'APC de ses foudres et, avant ce jour, il nous a adressé cinq mises en demeure.

Pourtant, l'administration de la mairie s'est acquittée totalement des factures de consommation de courant. Cette affaire est allée en justice et, dernièrement, cette dernière a donné gain de cause. Alors pourquoi cet acharnement de la SDE ? ».

Relayant le P/APC, les délégués syn-

dicaux se sont mis à décrire la situation difficile dans laquelle se trouvent les démembrés de la commune située au niveau central et dans les secteurs urbains. « Tout est bloqué, commença le secrétaire du Snapap, M. Mansouri. A commencer par la paie des 4.000 travailleurs de la commune. Et si la situation ne se débloque pas, les travailleurs menacent de se mettre en grève à partir de dimanche prochain. Et ce sera alors au directeur de la SDE de prendre ses responsabilités ». Et c'est au tour du secrétaire de la section syndicale de l'Ugta de déclarer qu'il s'agit aujourd'hui d'un sit-in de soutien à l'administration et au P/APC. C'est une position de principe que nous avons voulu exprimer.

Les travailleurs ont été touchés dans leur intégrité et dans leur dignité, à tel point que les travailleurs du service de l'hygiène ont proposé de fermer le siège de la SDE par les camions de ramassage des ordures. Mais nous les avons empêchés. Il y a un risque de dérapage ». Et de citer ensuite le nombre de services en panne par manque de courant électrique : l'état-civil, y compris les réseaux national et international, et tout ce qui fonctionne au courant électrique. Sans compter la régie municipale qui verse les primes et allocations aux handicapés.

Un moment, le maire a voulu se mettre à la tête des travailleurs de la mairie pour tenter une marche jusqu'au siège de la SDE à Bab El-Kantara. Il a ordonné la confection de banderoles, mais il fut vite stoppé par des instructions venant du cabinet du wali. A la fin, les syndicats sont revenus seuls devant de la scène pour menacer que « si d'ici dimanche, la situation ne se débloque pas, ils allaient déclencher, de concert, une grève générale ». Ce disant, ils ont fait savoir à la cantonade que l'Ugta et le Snapap de la mairie « travailleront désormais la main dans la main lorsque l'intérêt des travailleurs est en jeu ».

Les nouveaux permis arrivent

R. C.

Les services de la daïra de Constantine (Daksi) vont procéder à l'opération de remise de pas moins de 13 600 permis de conduire, au courant de la semaine prochaine.

Des responsables de cette opération nous ont affirmés que tout est fin prêt pour soulager les détenteurs des récépissés provisoires (trois mois de validité) attestant de leur possession d'un permis, et ce, après une attente qui a duré plus d'une année pour certains, qui pourront ainsi circuler avec un document en bonne et due forme, à savoir le permis « orange » et le permis probatoire « bleu » pour les nouveaux conducteurs.

L'opération consistera, selon nos sources, en l'échange de 5 000 permis de conduire pour différentes raisons : perte, fin, de validité après dix ans, expiration des deux ans de validité et autres état défectueux du document et extension de la catégorie.

Sans oublier les 8 600 permis provisoires des nouveaux conducteurs, pour lesquels, le traitement des dossiers, précise-t-on, se fait selon la date d'examen, de même pour les autres

permis qui sont traités par ordre chronologique de la date du dépôt du dossier, de sorte que les dossiers déposés au mois de décembre 2013, soient en cours de traitement ces jours-ci. Un travail de fourmi, donc, entamé par les dits services au début du mois d'octobre 2013 pour rattraper un retard de plus d'une année, une fois annulée la décision prise par le ministère des transports de ne plus délivrer l'ancien document en prévision de la mise en circulation du permis biométrique.

À souligner que ce service, reçoit de 5 à 10 déclarations de perte de permis de conduire par jour, et qu'il arrive parfois que certains conducteurs, souvent jeunes, renouvellent 2 à 3 fois par an leur document, ce qui engendre une perte de temps considérable, qui peut être évitée en réservant son permis uniquement pour la conduite de sa voiture et utiliser plus souvent sa carte d'identité.

Il est à remarquer que dernièrement, la gente masculine est largement dépassée par la gente féminine dans la volonté de l'obtention d'un permis de conduire.

Des lycéens revendiquent le « seuil »

A.E.A.

Des dizaines de lycéens de terminale de quelques établissements de la Ville des Ponts ont tenté, hier, de tenir un sit-in devant la direction de l'éducation pour réclamer la fixation du fameux « seuil » à l'examen du baccalauréat 2015-2016, mais la présence de la police en grand nombre devant le portail et les environs les en a dissuadés. Ils se sont résolus à se disperser après d'une demi-heure non sans avoir scandé des slogans exigeant la fixation du seuil aux cours de l'année. Selon le secrétaire général de la direction de l'éducation, M. Haioune, il s'agit

des lycéens de terminale des établissements de Zighoud-Youcef, Ahmed Bey et Tarek Ibn Ziad, situés au plateau du Mansourah sur les hauteurs la ville, qui ont finalement remis ça hier. Et d'expliquer que « déjà le jour d'avant, mardi, des mouvements de revendication au niveau de ces établissements, nous ont été signalés et moi-même j'ai eu à me déplacer avec un chef de service pour discuter avec les protestataires. Nous les avons d'abord informés des décisions officielles du ministère dans ce domaine, à savoir qu'il n'y aura plus de fixation de seuil au programme du baccalauréat et ce, pour les conséquences néfastes

que cela occasionne en matière de connaissances scientifiques pour le candidat et pour le pays ensuite. Et que le ministère est décidé à ne pas revenir dessus, et dans ce domaine il s'agit du diplôme qui est dévalorisé ».

Il soulignera que « nous avons insisté sur le fait qu'en tout état de cause, les examens porteront sur le programme et les cours effectivement donnés, avec maintien de la demi-heure supplémentaire. Alors que nous avons pensé les avoir raisonnés et convaincus, voilà qu'apparemment il n'en est rien, puisqu'ils sont revenus à la charge ce matin », dira avec dépit notre interlocuteur.

Sit-in des habitants d'El Merdja

A El Abci

Près d'une quarantaine d'habitants de la cité d'El Merdja, un bidonville de près de 700 familles, situé au niveau de la localité de Guettar El Aich dans la commune d'El Khroub, ont organisé, hier, un rassemblement devant le cabinet du wali, pour protester contre les menaces de la société de distribution d'électricité et de gaz (SDE) de procéder à la démolition de près de 100 maisons, se trouvant dans la proximité directe d'un transformateur et ce, pour des raisons de sécurité. Selon le représentant des protestataires, « mardi dernier, une équipe d'agents de la société SDE est venue à la cité effectuer des mesures, lesquelles serviront à

délimiter le périmètre de sécurité nécessaire pour procéder ensuite à la démolition de toutes les bâtisses qui s'y trouvent ». L'ensemble des habitants d'El Merdja, y compris ceux dont les maisons sont situées à l'autre bout de la cité, inquiétés au plus haut point par ces menaces et craignant que ce soit là un prétexte pour raser tout le bidonville, ont décidé de tenir ce sit in pour solliciter « l'intervention du wali, pour faire revenir la SDE à de meilleurs sentiments », dira-t-il. « Car il s'agit de 700 familles, qui n'ont pas d'autre toit pour les abriter avec femmes et enfants », et d'indiquer, dans ce cadre, qu'ils avaient tenu un sit-in ici même, il y a près d'une année, pour réclamer leur relogement à l'instar

des autres bidonvilles et sites d'habitats précaires et qu'ils avaient reçu des assurances du wali pour assainir leur situation. Notre interlocuteur dira, « nous venons d'être reçus par le chef de cabinet du wali, qui a déclaré que la SDE qui avait auparavant saisi la justice à ce sujet, a obtenu une décision en sa faveur qui date de deux mois. Et comme il s'agit d'un ordre de démolition, il est impossible de revenir dessus, mais les a néanmoins orientés vers le chef de la daïra d'El Khroub, avec qui il leur a pris un rendez-vous pour lundi prochain ». Ajoutant dans ce contexte « nous ne sommes pas contre la loi et dans ce cas, nous ne demandons qu'une chose, à savoir nous trouver une solution et nous recaser ailleurs ».

91 cas de violence sur ascendants en 2014

A. M.

Selon un bilan révélé, hier, sur les ondes de la chaîne radio régionale, par un représentant de la sûreté de wilaya, cette dernière a recensé, au cours de l'année 2014, quelque 91 cas d'actes de violence sur ascendants. Donnant un échantillon des auteurs de ces violences, le représentant de la police dira que ce bilan a montré que 51 d'entre eux sont des personnes adultes de sexe masculin. Et sans entrer dans le détail, l'intervenant a signalé que dans ce lot des agresseurs, il a été dénombré 5 femmes. Son collègue du groupement de wilaya de la gendarmerie nationale est intervenu à son tour pour signaler que, dans son secteur, il a été recensé seulement une quinzaine de cas pareils au cours de l'année 2014. Et c'est ainsi que les intervenants sont arrivés à conclure que ce phénomène d'espèce est plus répandu en milieu urbain qu'en milieu rural, en signalant dans la foulée que dans les

derniers textes de loi, de tels actes qui tranchent avec nos coutumes et la culture faite des personnes âgées en général et de nos parents en particulier, sont sévèrement réprimés.

Toutefois, le représentant de la gendarmerie est revenu au micro pour dire qu'il ne faut pas prendre à la lettre les statistiques, car plusieurs cas pareils ne sont jamais portés à la connaissance du public, encore moins des services de sécurité. Toutefois, le représentant de la gendarmerie est revenu au micro pour dire qu'il ne faut pas prendre à la lettre les statistiques, car plusieurs cas pareils ne sont jamais portés à la connaissance du public, encore moins des services de sécurité. Pour que cet ordre soit maintenu à travers le respect sans faille des enfants à leurs parents, le directeur de l'action sociale a préconisé que l'action de proximité pour combattre ce phénomène étranger à notre société et l'action éducationnelle dans les écoles doivent être constantes et ne jamais faiblir. Les causes du phé-

nomène ont été largement débattues et des universitaires et des psychologues sont intervenus à leur tour pour expliquer que ces actes qu'on peut appeler contre-nature, sont généralement le fait de pressions socio-économiques et éducationnelles. Et le plus souvent, ils sont facilités par la dégradation des relations entre l'enfant et ses parents directs, le père et la mère, surtout lorsque ces derniers ne parviennent pas à s'entendre sur le type de comportement qu'ils doivent adopter envers leur enfant et l'éducation qu'il faut lui inculquer. Si cette dernière, allant de soi, est plus affinée dans le monde rural, il n'en est pas de même en milieu urbain où le cosmopolitisme est régnant. Et les points de divergence entre les parents se traduisent à travers le comportement de l'enfant. Une psychologue participant au débat n'a pas hésité à imputer la situation socio-psychologique que vivent aujourd'hui de nombreux membres de la société aux ravages causés par la « décennie noire ».

Le musée des arts s'enrichit de 345 nouvelles collections

Le musée public national des Arts et expressions culturelles traditionnelles de Constantine s'est enrichi de 345 collections liées au patrimoine matériel, a indiqué sa directrice, Chadia Khalfallah, mercredi à l'APS. Cette responsable a précisé à l'APS que ces acquisitions représentent une valeur inestimable puisqu'elles expriment l'identité et les traditions de l'antique Cirta et de sa ré-

gion. Des œuvres en céramique et en bois sculpté, des tapis, des objets en cuivre ciselés, des costumes traditionnels brodés, des bijoux en argent et des manuscrits composent ce « trésor », a indiqué Mlle Khalfallah. Le visiteur pourra ainsi découvrir et apprécier cette variété d'objets réunis en un seul et même lieu, le palais Ahmed Bey que le musée prend pour siège et qui s'y apprête, per-

mettant ainsi une relation féconde et une symbiose entre les styles, les goûts, les us et coutumes et l'histoire de la ville du vieux Rocher. La responsable du musée a précisé que 242 collections ont été achetées tandis que le reste a été offert par un artiste-chanteur traditionnel (dont le nom n'a pas été révélé), trois maîtres-artisans, deux associations et neuf particuliers. Le siège du musée public national des arts et expressions culturelles traditionnelles de Constantine est situé dans l'enceinte du somptueux palais du Bey.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

1er rabie ethani 1436				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h14	12h46	15h29	17h51	19h14



MC Oran

Une métamorphose signée Cavalli

M. Benboua

Doucement mais sûrement, le Mouloudia d'Oran est en train de se frayer un chemin vers le sommet du championnat de Ligue 1. Pourtant personne n'aurait misé sur cette équipe en début de saison. Mardi dernier et pour le compte de la 16e journée, le MCO a non seulement réussi à enchaîner sa deuxième victoire de rang en dehors de ses bases après celle de vendredi dernier chez l'ES Sétif pour le compte de la mise à jour du calendrier, mais il a su prendre sa revanche sur une équipe de la JSK qui l'avait battu lors de la manche aller à Oran (2-0). Le MC Oran, confiné dans un rôle de trouble-fête, se voit désormais propulsé sur le podium, au troisième rang avec 26 points, soit à deux points du leader, le MO Bejaia. Mardi, les protégés de Cavalli ont évolué sans complexe devant une équipe de la JSK, toujours mal inspirée en raison du huis clos et de la suspension du terrain, à la grande satisfaction de l'entraîneur français. « Je suis très heureux de cette victoire. Mes joueurs ont fait le match qu'il fallait et ont prouvé qu'ils ont les moyens de jouer les premiers rôles. Ce succès face à la JSK est très important et vient confirmer notre bonne santé. On a prouvé que notre victoire la semaine dernière face à l'ESS n'était pas le fruit du hasard. C'est de bon augure pour la suite et j'espère qu'on parviendra à préserver



ce bon état d'esprit. Je tiens également à féliciter les jeunes joueurs que j'ai lancés dans le bain et qui m'ont donné entière satisfaction », a-t-il indiqué sur les ondes de la radio nationale.

En effet, privé de plusieurs titulaires en défense ainsi qu'en milieu de terrain, à l'image de Belabbès, Benchaib, Nessakh, Hamdadou, Bourchaib et Beradja, ajoutez à cela le départ du buteur en prêt de Zaâbia (Ittihad de Lybie), la bande à Cavalli aura une nouvelle fois fait sensation tout en mettant fin à une série de huit ans sans la moindre victoire face aux Canaris. D'aucuns à Oran estiment que le président, Belhadj Ahmed, qui a apporté la sérénité au club, est l'un des principaux artisans de ce renouveau du Mouloudia, sans négliger le rôle de l'entraîneur Jean Michel Cavalli sur le plan technique.

Ce dernier qui compte prendre sa revanche sur le sort pour sa deuxième expérience en Algérie après son échec avec la sélection nationale qu'il avait dirigée entre 2007 et 2008, ne cache pas ses ambitions quant à jouer le titre cette saison. Ayant hérité d'une équipe en plein doute et qui se morfondait au bas du classement, l'ex-driver de Nîmes Olympique (Ligue 2, France) a réussi le pari de redonner une nouvelle âme à cette équipe. Pour l'heure, les coéquipiers du keeper Natéche se concentrent sur leur prochain match de samedi face au CRB à Oran, car ils peuvent éventuellement virer en tête en cas de victoire, bien sûr, conjuguée à d'éventuels échecs de leurs prédécesseurs, l'ESS et le MOB, qui évolueront à l'extérieur.

OM Arzew - Les autorités interpellées

La direction brandit la menace du forfait

En dépit d'un parcours honorable durant la phase aller, l'OMA se trouve dans la tourmente qui risque de déboucher sur de graves préjudices. En effet, le comité directeur, présidé par Sahli Omar, est confronté à un épineux problème, les dirigeants actuels menaçant de recourir au forfait. La raison ? Selon une source bien informée, une pétition aurait été signée par des membres de l'AG et adressée à qui de droit, pour « dénoncer les agissements de l'ancien président Mohamed Zitouni », lit-on. La nouvelle direction du club vient de saisir les autorités concernées quant « au comportement inexplicable de l'ancien président Mohamed Zitouni qui refuse de concéder à la fameuse passation de signes et de remet-

tre les documents relatifs aux bilans pour permettre au club de bénéficier des subventions de l'Etat », nous a-t-on affirmé. Cette attitude, du moins incompréhensible, de l'ex-président de l'OMA est diversement interprétée par les supporters du club qui commencent à s'inquiéter quant à l'avenir de leur équipe. De son côté, le président Sahli Omar décline sa responsabilité et celle de son comité sur les conséquences que peut engendrer une telle situation relative au blocage des subventions de l'Etat. De notre côté, on a tenté de joindre les principaux concernés, mais en vain. A présent, les nouveaux dirigeants se trouvent confrontés à l'épineux problème lié à la régularisation des joueurs, à la veille de la phase retour. La son-

nette d'alarme est donc tirée et c'est bien dommage pour ce club qui occupe la place de dauphin à un point seulement du leader, l'ESM.

D'autre part, on a appris que les responsables du club, après avoir sollicité les autorités locales pour mettre fin à cette situation aux graves conséquences, brandissent la menace du forfait. En somme, même si la situation n'incite guère à l'optimisme, Nchad, qui a succédé à Kheladi à la barre technique, et les joueurs préparent activement la reprise du championnat tout en souhaitant la résolution de ce problème dans l'intérêt du club. Et là, les instances concernées sont interpellées pour prendre les mesures qui s'imposent.

M. Zeggai

Inter-régions Centre-Ouest et Centre-Est - Mise à jour

Tournant à Ouargla, l'USMS sur du velours

Fouad B.

La Ligue inter-régions a décidé de mettre de l'ordre dans ses calendriers des groupes Centre-Ouest et Centre-Est ce week-end.

Dans le premier groupe, cette mise à jour sera marquée le vendredi par le choc opposant le leader le CR Beni Thour à son dauphin le CRB Ain Ouessara.

Une chaude explication entre deux concurrents qui ne sont séparés que par un point, d'où l'incertitude qui

planera dans ce tournant même si le chef de file part avec un atout non négligeable, l'avantage du terrain. Le lendemain, sur le même terrain mais à huis clos, l'AT Hassi Messaoud sera face à l'ORB Oued Fodda avec comme objectif de rejoindre à la quatrième place le CR Boukadir et l'IRBAin El-Hadjar.

Dans l'autre groupe, c'est l'USM Sétif qui devrait profiter de cette séance de rattrapage pour compléter le podium en recevant la lanterne rouge, le CAK. Logiquement, une simple

formalité pour les « Grenats » qui comptent un autre match retard. Enfin, à Bordj Ghedir l'ASBG tentera de passer l'écueil de l'OM Ruisseau qui ne se déplacera pas toutefois en victime expiatoire.

Vendredi à 15 h 00

Ouargla : CRBT - CRBAO
Bordj Ghedir : ASBG - OMR
Sétif : USMS - CAK

Samedi à 11h00

Ouargla : ATHM - ORBOF

Basket-ball - Coupe d'Algérie

L'élite en position de force

Place ce week-end aux seizièmes de finale de la Coupe d'Algérie de basket-ball où logiquement les pensionnaires de l'élite semblent bien lotis pour passer sans encombre. A Ain El-Turck, le finaliste malheureux de la dernière édition, le CRB Dar El Beida devrait faire tourner son effectif face à un des petits poucets de ce tour, l'OPOW Tlemcen qui se contentera de limiter les dégâts, sans plus. Dans la même salle, juste après, l'OMBA et le CRBT se livreront bataille avec un léger avantage pour les Témouchentois. A Miliana, l'USM Alger devrait passer le cap du MC Saïda. A Batna, le NB Staoueli en lever de rideau face au MOO

Ouargla, et l'OMS Miliana tout juste après contre l'ESB Ouargla, n'auront a priori qu'une simple formalité. Le leader actuel de la Superdivision A, l'US Sétif jouera sur du velours face au CSC Djasr Kasentina. Duel plutôt équilibré en lever de rideau à Dar El Beida entre l'US Biskra et le COBB Oran. Le CSC dans la seconde rencontre programmée sur le même parquet partira favori face au MS Cherrhell. Il en est de même pour le WA Boufarik, l'AB Skikda, l'USM Blida et l'O Batna face respectivement au PSE, l'OSBB Arréridj, l'US Chaouia et l'O.Médéa. A noter que le NAHD et le GSP sont exempts lors de ce tour. **Fouad B.**

Vendredi à 15 h 00

Ain El-Turck : .. CRBDB-OPOW Tlemcen
Miliana : MCS-USMA
Batna : NBS-MOOOuargla
Staoueli : USS-CSCDK
Dar El Beida : USB-COBB
Constantine : OSBBA-ABS
M'Sila : OM-OB
B.B Arréridj : PSE -WAB
Ain El-Turck (16h30) : OMBA - CRBT
Batna (16 h 30) : ESB Ouargla - OMSB
Dar El Beida (16 h 30) : CSC-MSB

Samedi à 15h00

Dar El Beida : USMB-USC

Handball-Mondial 2015

L'Egypte en huitièmes, l'Algérie limite les dégâts face à la Suède

La France, freinée par l'Islande (26-26), s'est tout de même qualifiée pour les huitièmes de finale du Mondial-2015 messieurs de handball, alors que l'Allemagne a forcé le Danemark à concéder un nouveau nul (30-30), mardi à Doha. Les champions d'Europe français n'ont pas réussi à se défaire de leur vieil ennemi islandais, qu'ils avaient battu en finale des JO-2008. Ils y ont cru grâce au retour de blessure de Daniel Narcisse, mais l'exclusion définitive de Nikola Karabatic (50e), pour une simulation inexistant, leur a coûté très cher. La France voit la Suède, qui a géré sereinement devant l'Algérie (27-19), prendre seule la première place du groupe C. Les Suédois accèdent évidemment aux huitièmes, comme la surprise égypte. Les médaillés de bronze du dernier Championnat d'Afrique sont certains de finir dans les quatre premiers de cette poule, après leur succès sur la République tchèque (27-24). Mais la troisième place, que convoite également l'Islande, ne leur est peut-être pas inaccessible. Dans le groupe D, le Danemark, vice-champion du monde en 2013, continue à avancer à pas comptés. Déjà poussé au nul (24-24) par l'Argentine en ouverture, il a dû se contenter d'un destin identique face aux Allemands. Les Danois ont eu du mal à contenir Steffen Weinhold (8 buts), mais ont réussi à remonter un déficit de trois buts à l'orée des dix dernières minutes. Les Allemands ne

sont pas mathématiquement en huitièmes, mais cela ne devrait être qu'une formalité car il leur reste un match à jouer contre l'Arabie saoudite. Le Danemark, lui, n'est pas encore à l'abri d'une élimination. La Pologne a fait un grand pas vers la qualification en battant la Russie (26-25). Les Polonais ont quasiment toujours fait la course derrière dans ce match très serré. Mais ils sont parvenus à passer devant à une minute de la fin, sur un tir de leur ailier gauche Adam Wisniewski, avant que leur gardien Slawomir Szmal ne s'interpose devant Pavel Altman. Les Russes sont provisoirement cinquièmes et devancés par l'Argentine, qui s'est facilement débarrassée de l'Arabie saoudite (32-20). La dernière place qualificative pour les huitièmes risque de se jouer entre ces deux équipes lors de la dernière journée.

Aujourd'hui

Groupe C	
Suède - Egypte	17h:00
Algérie - France	19h00
Islande - R.tchèque	19h 00
Groupe D	
Pologne - Arabie Saoudite	17h00
Allemagne - Argentine	17h00
Russie - Danemark	19h00
Vendredi	
Groupe A	
Bésil - Chili	15h 00
Espagne- Sloveinie	15h00
Qatar - Biélorussie	17h00
Groupe B	
Tunisie - Iran	15h00
Croatie - Bosnie	17h00
Macédoine - Autriche	17h00

IS Tighennif

Le compte du club toujours bloqué

La crise s'amplifie

Le pensionnaire de la Division Nationale amateur groupe Ouest, l'IS Tighennif, se trouve en butte à une crise financière aigue et risque de voir sa situation se compliquer davantage en raison du blocage du compte du club suite à des plaintes émanant de personnes qui réclament leur dû. Même les joueurs sont montés au créneau en exigeant le règlement de leurs

arriérés financiers. Comment débloquer cette situation alors que des subventions ont été accordées par l'APC et la wilaya ?

Dans ce contexte, le comité directeur vient d'interpeller les autorités locales tout en sollicitant l'aide des notables de la ville pour intervenir en urgence afin de sauver le club qui reste menacé de relégation.

Khenouci Mostefa

Atletico Madrid

Un milliardaire chinois s'offre 20% du capital du club



Le milliardaire chinois Wang Jianlin a pris 20% du capital de l'Atletico Madrid, devenant ainsi le premier investisseur chinois à s'implanter dans un grand club de football européen, a annoncé l'Atletico hier.

Dalian Wanda Group, de Wang Jianlin, est parvenu à un accord avec les actionnaires majoritaires du Club Atletico de Madrid Miguel Angel Gil Marin et Enrique Cerezo Torres pour participer au capital social club», a déclaré l'Atletico dans un communiqué, en précisant que l'in-

vestissement représente 45 millions d'euros. L'entrepreneur, à la 42e place sur la liste Forbes des personnes les plus riches au monde, a annoncé l'accord à Pékin en compagnie d'Enrique Cerezo.

Wang est propriétaire d'un groupe immobilier et du géant du cinéma Dalian Wanda. Wang, dont la fortune est estimée à 18 milliards de dollars, avait déjà déboursé 265 millions d'euros en 2014 pour racheter à la banque Santander Edificio Espana un gratte-ciel emblématique du centre de Madrid.

CAN 2015 - Algérie-Ghana demain à 17h00

Enchaîner un deuxième succès pour être à l'abri

Kamel Mohamed

L'équipe nationale affrontera son homologue du Ghana, demain après-midi, avec l'objectif de «gagner et assurer la qualification le plus vite possible au deuxième tour», selon le sélectionneur national, Christian Gourcuff. Cette rencontre compte pour la deuxième journée du groupe C de la CAN-2015 qui se déroule actuellement en Guinée équatoriale (17 janvier-8 février). L'Algérie compte déjà une victoire contre l'Afrique du Sud, décrochée lors de la première journée. Gourcuff a affirmé que son équipe «doit continuer sur cette dynamique de victoires pour assurer sa qualification avant même d'affronter le Sénégal, lors de la 3e et dernière journée du groupe». Le sélectionneur national est «convaincu» que ses protégés ont «les moyens de battre le Ghana», expliquant à ce propos que «le jeu débridé des Ghanéens convient aux Algériens». Il a aussi relevé que «les enseignements du premier match contre l'Afrique du Sud sont bien retenus par les joueurs, lesquels doivent s'appliquer davantage». Toutefois, il a averti ses joueurs que le Ghana jouera sa survie dans ce tournoi, d'où la difficulté de la mission des Verts. Mondialistes et favoris au sacre final, les Ghanéens joueront avec leur expérience et leur talent, a indiqué Gourcuff qui a mis en garde ses joueurs contre un adversaire qui est loin d'être naïf comme les Sud-Africains.

Le dispositif tactique contre le Ghana arrêté hier

Le sélectionneur national, Christian Gourcuff, a préféré consacrer les deux jours ayant précédé le match contre l'Afrique du Sud à la récupération. Il a demandé aux joueurs de boire à volonté en raison du fort taux d'humidité et de se reposer. Il a indiqué que ses protégés ont souffert de la chaleur et de l'humidité, d'où l'impérative nécessité de récupérer. En ce sens, il a programmé des séances d'entraînement légères. Ce n'est qu'hier, jeudi, que le staff technique et les joueurs sont rentrés dans le vif du sujet, à savoir la préparation du match contre le Ghana. Gourcuff a prévu de mettre en place et de peaufiner le plan tactique contre le Ghana lors de la séance d'entraînement d'hier. Il a fait savoir qu'il s'agit de «petits réglages» à

En ce sens, c'est une équipe différente avec un tout autre état d'esprit, qui devrait être alignée demain contre le Ghana. A cet effet, Gourcuff a laissé entendre qu'il apportera des changements dans les trois compartiments sans pour autant toucher à l'ossature de l'équipe. Il faut donc s'attendre à ce que Madjid Bougherra remplace Rafik Halliche qui «manque de compétition», selon le sélectionneur national. Halliche avait montré des signes de fatigue contre l'Afrique du Sud. Dans le compartiment du milieu, c'est Saphir Taïder qui devrait effectuer son entrée à la place de Ryad Mahrez ou Mehdi Lacen, ce dernier s'étant montré lent dans la relance. Le sélectionneur national pourrait également décaler Yacine Brahimi sur le flanc gauche de l'attaque. L'entrée d'Ishak Belfodil reste tributaire de l'évolution du score, ce joueur ayant apporté un plus à l'équipe lors du premier match. En somme, Gourcuff a demandé à ses joueurs de «battre le Ghana pour préparer la suite de la compétition avec davantage d'aisance».

Il a fait savoir «qu'une qualification, dès ce vendredi, lui permettra de faire reposer les titulaires», précisant qu'il alignerait ainsi une équipe remaniée contre le Sénégal. Gourcuff se préoccupe de la récupération chez les joueurs d'autant plus que l'équipe nationale est appelée à aller le plus loin possible dans cette compétition avec l'objectif de décrocher le titre de champion d'Afrique.

apporter car, a-t-il expliqué, les joueurs sont prêts moralement et bénéficient de l'expérience acquise au Mondial brésilien et lors des matches de qualification. «Ils sont très réceptifs, ce qui facilite le travail de cohésion», s'est-il réjoui. Il a encore précisé que le dispositif tactique demeure le même dans la mesure où il est basé sur l'offensive, avec cependant des variantes spécifiques à chaque adversaire. En d'autres termes, le mot d'ordre pour Gourcuff et ses poulains, c'est de gager et d'imposer leur style de jeu. En ce sens, il a fait savoir qu'il reste «très confiant» en ses joueurs qui font montre, a-t-il dit, «d'une grande force de caractère». Pour lui, c'est cette force mentale qui fera la différence lors de ce tournoi.

K. M.

Echos**● Séance de massage pour Slimani et Halliche**

Rafik Halliche et Islam Slimani ont été ménagés lors des deux derniers jours. Des séances de massage intense ont été programmées pour ces deux joueurs qui ont le plus souffert lors du match contre l'Afrique du Sud. Gourcuff avait indiqué que Halliche manquait d'entraînement, alors que Slimani avait trop couru sous un taux d'humidité très fort lors du match face à l'Afrique du Sud.

● Confiance et sérénité

La victoire arrachée contre l'Afrique du Sud a permis de décriper l'ambiance au sein de l'équipe nationale, d'autant plus que l'Algérie est considérée comme un des favoris du tournoi. Cette victoire a donné plus de confiance et de sérénité aux joueurs, selon le sélectionneur national qui se réjouit de la solidarité du groupe.

● La superstition des victoires lors des premiers matchs

Les superstitieux se disent confiants quant à la prestation de l'équipe nationale à la CAN. Ils ont fait remarquer qu'à chaque fois que l'équipe gagne le premier match du premier tour, elle réussit sa CAN. En 1980, elle avait atteint la finale, perdue contre le Nigeria, alors qu'en 1984 l'Algérie avait atteint les demi-finales et remporté le titre en 1990.

● Gourcuff et les joueurs ont revu le match de l'Afrique du Sud

Le sélectionneur national a programmé une séance vidéo spéciale avec les joueurs pour revoir le match contre l'Afrique du Sud. Cette séance a permis à Gourcuff de s'attarder sur les erreurs commises, notamment en défense. Il a indiqué que c'est par l'autocritique que l'équipe pourra s'améliorer. Quant à la séance vidéo de visionnage des matches du Ghana, elle a été programmée hier pour décortiquer le jeu de l'adversaire.

● Belfodil doit gagner en confiance

Gourcuff s'est montré satisfait de la prestation de Ishak Belfodil. «Je connais bien ce joueur», a-t-il dit, faisant observer qu'il doit «gagner en confiance car il manque de temps de jeu». Il faut donc s'attendre à ce que Gourcuff booste ce joueur qui avait apporté un plus à l'équipe lors du match contre l'Afrique du Sud.

● L'Algérie, seule équipe à gagner par plus de deux buts d'écart

L'Algérie est, pour le moment, la seule équipe à avoir gagné par plus de deux buts d'écart dans ce tournoi. En effet, tous les vainqueurs ont gagné par un seul but d'écart. Autrement dit, l'Algérie peut s'enorgueillir de disposer de la meilleure attaque en ce début de CAN.

● Doukha heureux papa pour la deuxième fois

Les joueurs de l'équipe nationale ont célébré la naissance du deuxième enfant du gardien de but Zeddine Doukha. Ce dernier a indiqué que la CAN-2015 lui porte bonheur car son deuxième enfant est né le jour de la victoire de l'Algérie contre l'Afrique du Sud. Doukha avait raté le Mondial brésilien et sa présence en Guinée équatoriale est une inestimable joie pour lui. **K. M.**

Afrique du Sud-Sénégal demain à 20 h 00

Les Bafana Bafana dos au mur

Entre deux équipes qui ont fait forte impression lors de la première journée dans le groupe C, il y a fort à parier que le débat reste ouvert même si le Sénégal a remporté une victoire sur le fil face au Ghana, alors que l'Afrique du Sud a frôlé de peu l'exploit face à l'Algérie en concédant la défaite au terme d'un match à rebondissements. Quelle sera la tactique appropriée pour les Bafana Bafana afin de rester en vie, car une autre défaite sera synonyme d'élimination ? Conscient de la situation et de l'enjeu, l'entraîneur Mashaba jouera son va-tout et cela passe impérativement par l'offensive. Dans l'autre camp, Alain Giresse, qui peut compter sur un riche effectif, ne compte pas chambouler toutefois son équipe type appelée à ne pas sous-estimer les Sud-Africains, capables de leur poser des problèmes par leur vivacité et leur jeu direct. **M. A.**

Groupe B**Erreur interdite pour les quatre concurrents**

La seconde journée du groupe B s'annonce pour le moins palpitante entre les quatre équipes. La raison de ce suspense est simple, à savoir qu'à l'issue de l'entame de la compétition, les rencontres Zambie - RD Congo et Tunisie - Cap-Vert se sont soldées par des scores nuls. Même si la manière a différé d'une équipe à une autre, les analystes imputent ces résultats à la forte pression inhérente au premier match où chacun évite de perdre avant tout. Cette fois, il en sera autrement. Il est facile d'imaginer que les joueurs se lâcheront pour prendre, au moins, une option pour la qualification au second tour. Pour ce faire, les Tunisiens devront faire preuve d'imagination au niveau du secteur offensif

face à des Zambiens qui ont laissé une bonne impression lors de leur apparition face à la RD Congo. De toute évidence, l'entraîneur Georges Leekens va mettre en place des variantes dans le domaine tactique pour améliorer l'efficacité. Dans le second match, l'indécision est également de mise entre la RDC et le Cap-Vert. Toutefois, l'équipe capverdienne a conquis le public par son jeu dynamique et offensif comme ce fut le cas face aux Tunisiens. Donc, on s'attend à une partie où la décision se fera sur un détail.

A. L.

Aujourd'hui17h00 : Zambie - Tunisie
20h00 : Cap-Vert - RD Congo**Groupe D****Nul heureux pour la Côte d'Ivoire, Mali et Cameroun dos à dos**

La Côte d'Ivoire a patiné face à la Guinée (1-1) et a perdu Gerinho (carton rouge), alors que Mali et Cameroun se sont neutralisés (1-1), mardi à Malabo dans le groupe D de la CAN-2015, relevé et toujours indécis. Les favoris sont décidément bousculés dans ce début de tournoi, après les défaites du Burkina, vice-champion d'Afrique, et du Ghana, et les difficultés de l'Algérie (malgré son succès sur l'Afrique du Sud). Les Ivoiriens d'Hervé Renard peuvent en témoigner, eux qui ont raté leurs débuts face à l'équipe la moins huppée du groupe. Yaya Touré n'a pas fait valoir son statut de quadruple meilleur joueur africain en titre, et son équipe n'a pu qu'égaliser par le remplaçant Doumbia (72e) après avoir été menée sur une superbe volée de Yattara (36e). Les Eléphants ont fait preuve d'une stérilité étonnante dans le jeu et inquiétante pour les prochains matches, d'autant plus que leur élément le plus tranchant, Gerinho, qui a trouvé la barre (17e), a été exclu pour un mauvais geste (58e). La Guinée, de son côté, donne un peu de baume au coeur à son peuple touché par le virus Ebola. «On est un

peu sur la frustration parce qu'on laisse filer le match au moment où on avait le contrôle des événements avec l'exclusion de Gerinho. On n'a pas su enfoncer le clou. Faire match nul contre la Côte d'Ivoire reste un bon résultat», a noté le sélectionneur du Syli national, Michel Dussuyer. A défaut d'une débauche d'occasions nettes, le match de la soirée dans la capitale équato-guinéenne entre le Mali (3e des Coupes d'Afrique 2012 et 2013) et le Cameroun mondialiste a été intense, engagé, et pourrait laisser des traces physiquement. Les Aigles, guidés par leur capitaine Seydou Keita, ont ouvert la marque par Sambou Yatabaré, oublié au deuxième poteau à la réception d'un coup franc (71e), avant qu'Oyongo n'égalise sur un exploit personnel (84e). «L'idée c'était de gagner le match, le but concédé est venu d'un coup de pied arrêté et d'une erreur de concentration d'un joueur et ça fait mal», a déploré Volker Finke, le sélectionneur des Lions indomptables. Egalité parfaite dans ce groupe, donc, en attendant la deuxième journée samedi avec Côte d'Ivoire-Mali et Cameroun-Guinée.



08.00 Bonjour d'Algérie
09.30 Sih el mordjane (feuilleton alg)
10.00 El aalem bayna yedaik II
10.25 Panchel el mouhib (Dessins animés)
11.00 Senteurs d'algérie (reportage)
12.00 Journal en français
12.25 Salma feuilleton doublé
13.45 Awalim oua assfar (documentaire)
14.30 Le joueur (feuilleton alg)
15.10 Entre parenthèses (émission)
16.40 Sebaq el madjarate (dessins animés)
17.10 Alhane wa chabab (émission)
17.30 Takder tarbah (émission de jeux)
18.00 Journal en amazigh
18.30 Bassamate el madhi (feuilleton alg)
19.00 Journal en français
19.30 Afrique hebdo (émission)
20.00 Journal en arabe
20.45 FAMILIETNA (émission)
21.20 Inter face (émission)
22.40 Culture club (émission culturelle)
23.40 F festival de la musique andalouse



20.50 Disco



Avec: Franck Dubosc, Gérard Depardieu, Emmanuelle Béart, Didier Graindorge, la quarantaine, vit au Havre chez sa mère. Sans emploi fixe, il rêve des années 1980, quand il avait formé le groupe Bee Kings. Didier aimerait cependant offrir de belles vacances à son fils. Jackson, propriétaire d'une boîte de nuit, vient de lancer un concours de danse disco. Le vainqueur remportera un voyage en Australie. Didier s'inscrit et persuade ses anciens partenaires de le rejoindre.



JEUDI

20.55 No Limit



Avec Vincent Elbaz, Anne Girouard, Sarah Brannens, Philippe Hérisson
Lors d'une mission, Vincent parvient à monter à bord d'un chalutier transportant de la cocaïne. Mais alerté de l'opération, l'équipage largue son chargement en mer et le capitaine se donne la mort avant de pouvoir être interrogé. Tous les agents d'Hydra doivent maintenant rapidement retrouver la drogue.



20.55 Le transporteur - la série



Saison : 2 - Episode : 7 - Euphro Avec : Chris Vance, Violante Placido, François Berléand, Vlad Ivanov,...
Frank se rend en Biélorussie pour venir en aide à son ami l'inspecteur Tarconi, en bien mauvaise posture. En effet aors qu'il était sur le point d'arrêter un trafiquant de faux médicaments, celui-ci a été trahi par son équipe. Blessé dans une explosion, il a dû prendre la fuite. Le transporteur comprend que Tarconi ne quittera pas le pays tant que le criminel ne sera pas hors d'état de nuire.



20.47 Des paroles et des actes



Présenté par David Pujadas
David Pujadas reçoit Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique depuis le 26 août 2014 dans le gouvernement de Manuel Valls (2). Avant d'arriver à ce poste-clé à l'âge de 36ans, cet énarque, originaire d'Amiens, fut secrétaire général adjoint de l'Elysée à partir de 2012.



20.50 Pulp Fiction



Avec John Travolta, Samuel L. Jackson, Ving Rhames
A Los Angeles, Vincent Vega, un tueur à gages, accepte de servir de cavalier à Mia, l'épouse de son patron, le caïd Marsellus Wallace. Durant la soirée, la jeune femme est victime d'une overdose de cocaïne. Vincent la ranime in extremis en lui faisant une piqûre d'adrénaline. Pendant ce temps, Marsellus connaît des problèmes avec un boxeur, Butch, qui s'est enfui avec l'argent d'un match truqué.



20.55 Game of Thrones



Saison : 3 - Episode : 5
Daenerys déploie son armée et ses dragons pour libérer les esclaves d'Astapor. Sandor Clegane doit répondre de ses actes passés devant la Confrérie des sans-bannières. Theon, de son côté, subit de nouvelles tortures. Pour prouver sa loyauté aux Sauvageons, Jon Snow est contraint de leur donner des informations importantes.



20.50 Centurion



Avec Michael Fassbender, Dominic West, David Morrissey, Olga Kurylenko
En l'an 117 après J.-C., l'Empire romain s'étend de l'Égypte à l'Espagne et compte une grande partie de l'Angleterre. Au nord, la sauvage tribu des Pictes leur résiste inlassablement. Le gouverneur de la région envoie la neuvième légion, et son charismatique général, Titus Virilus, pour les anéantir, ainsi que leur chef, Gorlacon.



17.00 Ghana - Algérie



20.50 Thalassa



- Il était une fois l'Arctique
L'Arctique fond, l'ours polaire se meurt mais sous l'effet du réchauffement climatique, apparaissent du pétrole, de l'or, des ressources halieutiques, de nouvelles routes marchandes... La ruée vers le Nord a commencé. Au nord-ouest du Groenland, des Inuits pratiquent encore une chasse traditionnelle sur la banquise et croisent des chercheurs de pétrole. A Mourmansk, en Russie, un brise-glace nucléaire emmène 130 millionnaires chinois au pôle Nord magnétique.



VENDREDI

20.55 QI : la France passe le test



Les animateurs proposent un grand test pour déterminer le Q.I., ou quotient intellectuel, de leurs invités et des spectateurs. Il consiste en 65 questions réparties en six catégories : observation, mémoire, verbal, logique, calcul mental et orientation spatiale. Dans le public, six groupes constitués chacun de cinquante personnes s'affrontent : les bacheliers mention «très bien», les jumeaux, les blouses blanches, les coachs sportifs, les cheveux blancs et les poissonniers.



20.55 Elementary



- Qui veut la peau de Bobby Belle-Gueule ? Pour sa première affaire au département anti-terroriste, Bell enquête sur un appel anonyme. Un vieil homme a signalé une activité suspecte dans un entrepôt de recyclage. Sur les lieux, Bell découvre le corps décapité d'un homme dans un baril. Associé à l'affaire, Sherlock découvre qu'il s'agit de Bobby Pardillo, un ancien mafieux disparu depuis plus de 20 ans. Il a fui après une dispute avec un autre clan de la mafia new-yorkaise.



20.45 Chérif



Julien Lamarre, un animateur de radio menacé par un auditeur depuis 15 jours, est découvert mort dans un parking souterrain par l'une de ses collègues. Après avoir demandé à Baudemont de retrouver la batte de base-ball utilisée par le tueur pour casser les vidéosurveillances, Chérif se rend chez l'ex-petite amie de la victime. Elle lui apprend que Julien avait demandé une augmentation à la directrice de la station.



19.50 Afrique Du Sud / Sénégal



Papiss Cissé et Moussa Sow devraient animer l'attaque des Lions de la Téranga. Les Sénégalais endossent le rôle de favoris dans cette poule relevée dans laquelle se trouve également l'Algérie et le Ghana. Face à l'Afrique du Sud de Thulani Serero, l'adversaire le moins huppé du groupe, le Sénégal part avec la faveur des pronostics.



20.55 Non-Stop

Avec Liam Neeson, Julianne Moore...



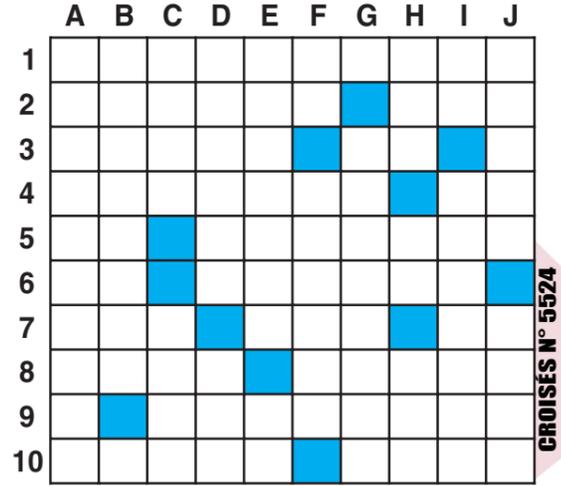
Bill Marks s'embarque à bord d'un avion reliant New York à Londres. Cet officier de la police de l'air semble sombre et fébrile, car il déteste prendre l'avion. Peu après le décollage, il reçoit un message sur son téléphone via un réseau sécurisé : un passager inconnu se trouvant dans l'appareil menace de commettre un meurtre toutes les vingt minutes si 150 millions de dollars ne sont pas virés sur son compte en banque.



20h50 Jacky au royaume des filles



Dans la république de Bubunne, où les femmes détiennent le pouvoir politique et social et où les hommes portent le voile en signe de soumission, la jeune Jacky rêve d'épouser la Colonelle, la fille de la dictatrice. Mais pour cela, il doit participer au bal de la Grande Bubunnerie, où tous les célibataires hommes sont conviés, et pendant lequel la Colonelle choisira son prétendant. Jacky obtient une invitation pour le bal, mais sa belle-famille la lui confisque.



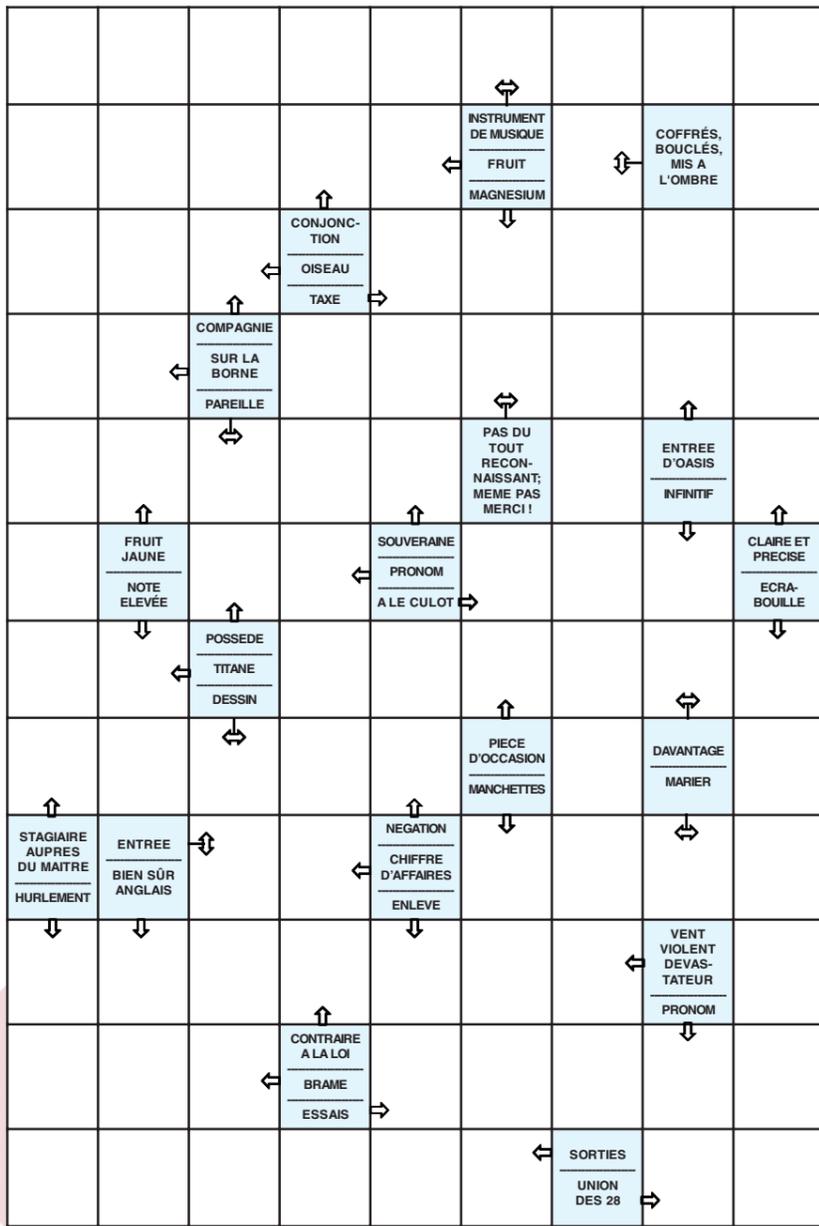
Horizontalement:

- Un manuel qui s'est inscrit dans le barreau.
- Prendra les commandes. Fait le coup d'aliboron.
- Extrême. Mineur à son air.
- Un carré pas carré ! Zéro pointé.
- A fini de parler. Sauriens.
- Un par case. Donnent l'exemple.
- Possessif.
- Queue de poisson. Sur la rose.
- Bateau.
- Vieux cheval de retour.
- Acquéreurs.
- Manches de pinceaux. Se dilate dans la joie.

Verticalement:

- Grande quantité.
- Emerveillées.
- A se faire du mouron pour les p'tit oiseaux. Tours de langues recommandés.
- Ferait fi de (se). Page d'histoire.
- A voir son teint, elle fait du tango.
- Préposition.
- Symbole de blanc d'argent. Ça valait un florin.
- Convertir en argent.
- Pétard éteint. De noble, de basse extraction. Trima.
- Epruvé. Allant.
- Ordre militaire.
- Anneau marin.

Jeux proposés par Chérifa Benghani



FLÉCHÉS N° 5524

LES SOLUTIONS

CROISÉS N° 5523

F	A	T	A	L	I	S	T	E	S
R	U	I	N	E	R	E	T	A	
I	R	R	I	T	E	S	A		
M	I	M	S	E	U	I	L		
O	F	L	A	G	R	A	S	A	
U	E	I	L	I	P	E	V		
S	R	I	U	L	E	D	E		
S	E	M	E	S	T	R	O	T	
E	S	R	E	S	T	A	N	T	
		A	S	S	I	E	T	T	E

FLECHES N° 5523

C	A	R	A	P	A	C	E
O	B	J	E	C	T	I	F
B	O	C	L	A			
L	O	U	P	E	S	C	R
I	T	O	L	E	R	E	R
G	R	E	L	E	E	I	
A	E	T	R	A	N	G	E
T	O	R	E	V	E	U	R
I	G	N	O	R	E	I	E
O	R	N	A	G	E		
N	E	S	J	U	I	N	
S	M	E	M	E	R	E	S

FOUILLIS N° 5523 MARMITE (Mare - Mite)

1	R	M	U	I	T	6	N	O	8	E	S	10	C	B	L	A
14	D	V	G	X	Z	P										

CODÉS N° 5523

1	R	3	U	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14													

1	R	3	U	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14													

17	7	8	9	10	2	15	6		16
7	1		14	11	1	6		17	9
18	6	1	6	5		4	9	11	10
7		3	4		9	1	6		13
6	14	9	7	5	5	6		6	7
8	9	5	5	6		9	12	6	
6	4		5		6	2	1	11	3
8	7	1	9	2	13	6	5		5
6	5		10	11	3	5		4	9
10	5		4	1	6	5	5	6	1
4	7	1	6	5		6		1	17
	6	5	5	9	7		6	1	5
4	1			12	1	7	5	6	
9	5	4	1	6	7	10	4	6	5
5		8	6	5	5		6	5	4

- ANGE - AVAL - BIEN
- BOUCAN - BOUDER
- BOULON -
- BROUILLER -
- CONCIERGE -
- COURAGE - CRIN -
- EPIEU - ESSE -
- FACE - FLASHER -
- FLEUR - FLIC - FOIE
- FORET - FRESQUE
- GARE - GROOM -
- HEURE - JAMAIS -
- JOUE - LUSTRE -
- MARCHÉ - MARE -
- METEO - MEUTE -
- NEIGE - NIECE -
- NOUGAT - ORAGE -
- OREE - PANTHERE -
- PAUVRETE - PORTE -
- PRISON - PUCE -
- ROUPIE - SAPER -
- SAUCE - SERPE -
- TERME - TISSER -
- TORSE - ULTIMATUM.

N	F	L	E	U	R	H	M	T	O	O	R	N	M	A
I	O	R	E	E	O	E	R	E	E	O	U	B	R	
R	E	I	P	U	O	R	A	T	D	U	T	R	E	C
C	P	A	R	R	O	G	E	U	G	A	I	H	I	P
E	S	E	G	F	E	M	O	A	M	T	S	L	A	U
C	N	A	C	U	O	B	T	I	A	A	F	U	P	C
E	P	R	E	S	R	O	T	N	L	E	V	O	R	E
I	G	A	R	E	N	L	F	F	G	R	R	E	C	E
N	E	I	G	E	U	T	E	R	E	T	L	U	P	R
O	C	N	I	S	S	G	E	T	E	L	A	R	J	E
L	A	B	T	I	A	I	E	R	I	S	I	E	O	H
U	F	R	A	R	C	E	L	U	M	S	Q	T	U	T
O	E	M	U	N	I	A	O	A	O	E	S	U	E	N
B	A	O	O	O	V	R	R	N	E	S	S	E	E	A
J	C	C	F	A	B	E	E	H	C	R	A	M	R	P

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er biffa.
- Mon 2e résista.
Mon tout, c'est de la tchatche !

Bélier 21-03 au 20-04
Vous aurez une pensée pour quelqu'un que vous pensiez avoir oublié.

Vous aurez la certitude qu'un rapprochement est possible et vous allez mettre en œuvre tout ce qu'il faut pour qu'une rencontre ai lieu.

Taureau 21-04 au 21-05
N'hésitez pas à utiliser votre pouvoir de persuasion pour obtenir ce que vous voulez, même s'il s'agit d'une personne importante. C'est le moment idéal pour demander une faveur car elle sera à votre égard dans de bonnes dispositions d'esprit.

Gémeaux 22-05 au 21-06
Il y aurait beaucoup à dire sur un sujet très épineux. Tournez votre langue sept fois dans la bouche avant de prendre la parole.

Cancer 22-06 au 22-07
Faites très attention à certains signes et indices révélateurs toute la semaine. Le moral et la forme physique sont là et vous avez confiance en vous.

Lion 23-07 au 23-08
Une importante décision à prendre risque de vous peser. Il faut bien mesurer toutes les possibilités de vous en sortir avec panache. Vos chances subissent une certaine érosion provenant des circonstances actuelles difficiles.

Vierge 24-08 au 23-09
Comme la chance en affaires vous précède, vous n'êtes pas tout à fait sûr d'être capable de bien gérer vos relations avec vos amis et collègues.

Balance 24-09 au 23-10
Vous aurez la tentation de vous investir dans une affaire que vous cernez mal. Votre hésitation à prendre une décision immédiate vous rend un grand service car ce n'était pas gagné d'avance.

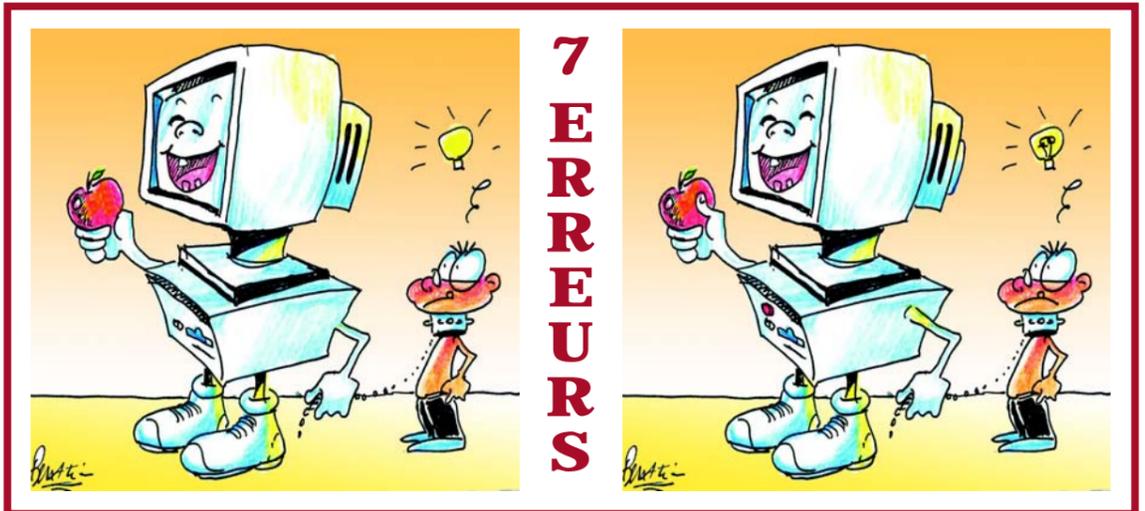
Scorpion 24-10 au 22-11
Vous aurez le moral des vainqueurs. Les circonstances du moment vous seront largement favorables. Une association avec des gens peu recommandables vous fait fuir.

Sagittaire 23-11 au 21-12
Votre vie personnelle va s'épanouir. C'est un nouvel essor pour vous. Vous prendrez le temps de vivre et vous allez profiter pleinement de vos capacités. Vous allez pouvoir enfin montrer ce que vous avez appris.

Capricorne 22-12 au 20-01
Si vos finances sont instables, le fait d'hésiter dans la façon de gérer votre budget n'arrange rien. Essayez d'organiser mieux la façon de gérer votre argent afin d'acquiescer la tranquillité d'esprit qui vous manque dans ce domaine en ce moment.

Verseau 21-01 au 18-02
Vous allez devoir prendre de sérieux engagements. Ne le faites surtout pas à la légère car il vous faudra les tenir. Plutôt que de vous engager dans une voie incertaine prenez le temps de réfléchir.

Poissons 19-02 au 20-03
La grande forme sera là. Vous trouverez sur votre route la compréhension d'une personne qui vous aidera à accomplir jusqu'au bout la mission qui vous est confiée. Abstenez-vous de faire des commentaires désobligeants si vous ne parvenez pas tout de suite à vos fins.



Report de la visite à Paris du chef de la diplomatie marocaine

La visite prévue vendredi à Paris du chef de la diplomatie marocaine Salaheddine Mezouar pour tenter de sortir de la crise diplomatique qui perdure depuis un an entre les deux pays a été reportée à une date non fixée, a-t-on appris mercredi de sources concordantes.

Le Quai d'Orsay a laconiquement confirmé le report de cette visite, qui avait été annoncée dans la matinée par un média marocain. Nous travaillons à identifier avec les autorités marocaines une nouvelle date pour cette visite, a déclaré le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, précisant que M. Mezouar était le bienvenu en France. Selon le site internet du quotidien marocain Akhbar al-Yaoum, la venue de M. Mezouar a été reportée en l'absence d'avancées dans les discussions entre Paris et Rabat, brouillés depuis presque un an et dont la coopération judiciaire est totalement gelée. M. Mezouar avait pourtant annoncé lundi qu'il se rendrait à Paris en fin de semaine afin notamment de rencontrer son homologue Laurent Fabius. Il avait à cette occasion exprimé la volonté ferme et sincère du Maroc de surmonter définitivement et durablement tous les obstacles qui pourraient entraver la pleine coopération entre les deux pays.

Vive tension au Yémen



Le Premier ministre yéménite, Khaled Bahah, a quitté mercredi la résidence du centre de Sanaa où il était bloqué depuis deux jours par des miliciens chiites après avoir négocié sa sortie, a annoncé un porte-parole du gouvernement. M. Bahah a pu quitter en voiture cette résidence, appelé le palais de République, vers une «destination sécurisée», a ajouté le porte-parole, Rajeh Badi, sans autres précisions. Des miliciens chiites lourdement armés avaient encerclé lundi soir la résidence de M. Bahah, quelques heures après des tirs ayant visé son convoi. Le convoi du Premier ministre avait essuyé des tirs de miliciens chiites après sa participation à une réunion avec le président Abd Rabbo Mansour Hadi. M. Bahah en était sorti indemne, selon la ministre de l'Information Nadia al-Sakkaf.

De violents combats ont opposé lundi et mardi des soldats gouvernementaux aux miliciens chiites dans plusieurs secteurs de la capitale, faisant au moins 18 morts et des dizaines de blessés, selon des sources médicales. Les miliciens ont fini par prendre le contrôle du palais présidentiel dans le sud de Sanaa.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Incidents de Berriane : quatre mandats de dépôt pour meurtre



Quatre individus présumés impliqués dans un meurtre, lors des échauffourées de Berriane (45 km au nord de Ghardaïa) en octobre dernier, ont été écroués mardi par le procureur de la République près le tribunal de Berriane, a-t-on appris hier auprès d'une source judiciaire près la Cour de Ghardaïa. Ces quatre individus ont été inculpés pour «création d'une bande de malfaiteurs», «attroupement armé sur la voie publique», tandis qu'un

membre de cette bande a été accusé en plus «d'homicide volontaire», a précisé la même source à l'APS. L'arrestation de ces individus est survenue suite à une enquête diligente par les éléments de la sûreté urbaine de Berriane, sur la base des résultats de la police scientifique, suite au décès d'un jeune d'une vingtaine d'années, après avoir reçu un projectile, souligne la même source. Des échauffourées récurrentes, émaillées

d'actes de vandalisme, de saccaage et d'incendie de locaux commerciaux et à usage d'habitation, avaient éclaté, en octobre dernier, entre groupes de jeunes dans la localité de Berriane. Ces heurts avaient causé le décès de trois jeunes et fait plus d'une centaine de blessés, pour la plupart des éléments des forces de sécurité déployées pour sécuriser les personnes et leurs biens, ainsi que des agents de la protection civile.

Mostaganem: 2 mois avec sursis à 6 mois de prison ferme pour 20 harraga

Le tribunal de Sidi Ali (Mostaganem) a prononcé, mardi soir, des peines de deux mois avec sursis à six mois de prison ferme à l'encontre de 20 candidats à l'émigration clandestine, a-t-on appris hier de source judiciaire. Le meneur du groupe a éclopé de six mois de prison ferme et les 19 autres de deux mois de prison ferme. L'organisateur de cette traver-

sée clandestine, originaire de la commune de Hadjadj (32 ans) étant en fuite, a-t-on indiqué.

Le parquet avait requis une peine d'un an de prison ferme à l'encontre de tous les éléments de ce groupe de candidats à l'émigration clandestine. Dans la nuit du 9 au 10 janvier en cours, les éléments du groupement territorial des gardes-côtes de Mostaganem avaient

réussi, au large de Mostaganem, à 15 miles au nord de Cap Ivy sur le littoral-est de la wilaya, à sauver ces harraga qui se trouvaient à bord d'une embarcation dont le moteur est tombé en panne. Ces jeunes, âgés entre 18 et 32 ans, originaires de la commune de Sidi Ali (50 km à l'est de Mostaganem) avaient pris le départ de la plage de Hadjadj.

Boko Haram met au défi «les rois d'Afrique» de l'attaquer

Jusqu'où ira Boko Haram ? Le chef du groupe islamiste nigérian, l'énigmatique Abubakar Shekau, a ouvertement défié les pays voisins du Nigeria de l'attaquer, au moment où ceux-ci appellent à la mobilisation pour neutraliser une organisation qui menace la stabilité de toute la région. Dans une vidéo revendiquant l'attaque sanglante contre la ville nigérienne de Baga début janvier, qualifiée de crime contre l'Humanité par Washington et Paris, le chef de Boko Haram a également évoqué en termes méprisants les présidents du Tchad, du Cameroun et du Niger, et les menace ouvertement. A l'adresse du Tchadien Idriss Déby Itno, qui a engagé son armée la semaine dernière au Cameroun voisin contre les islamistes, il lance ainsi: «Idriss Déby, les rois d'Afrique (...) je vous défie de m'attaquer maintenant. Je suis prêt». Il accuse aussi le président camerounais Paul Biya d'avoir «peur» et de «demander de l'aide» face à la multiplication des raids meurtriers de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun, frontalier des bastions nigériens des islamistes. A l'adresse du Nigérian, Mahammadou Issoufou, il lance: «tu vas voir. Président du Niger, tu vas voir». «Tu fais partie de ceux qui sont allés compatir avec (le président français François Hollande, le petit-fils de Charlie) Hebdo.



Une dizaine d'ex-militaires français partis faire le djihad en Irak et Syrie



Une dizaine d'anciens militaires français, dont certains issus des forces spéciales et de la Légion étrangère, ont rejoint les rangs des djihadistes en Irak et en Syrie sous différentes bannières, ont affirmé mercredi la radio RFI et le quotidien L'Opinion. Interrogé sur ces informations, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a apporté une confirmation partielle. «Les cas d'anciens militaires tentés par une aventure djihadiste sont d'une extrême rareté», a-t-il dit lors d'une conférence de presse portant sur les nouvelles mesures antiterroristes prises par le gouvernement français. «La DPSD (Direction de la protection et de la sécurité de la défense) va renforcer sa vigilance et les moyens affectés à la DPSD vont être augmentés», a-t-il ajouté. La plupart de ces anciens militaires combattent dans les rangs du groupe Etat islamique, croit savoir RFI. L'un d'eux commande un groupe d'une dizaine de Français qu'il a formés au combat dans la région de Deir Ezzor (Syrie), selon la radio. «D'autres sont experts en explosifs (...) Il s'agit de jeunes d'une vingtaine d'années, certains convertis, d'autres issus de culture arabo-musulmane», indique également RFI sur son site internet.

L'armée camerounaise libère un otage allemand

Un otage allemand enlevé en juillet 2014 par le groupe islamiste nigérian Boko Haram a été libéré au cours d'une opération de l'armée camerounaise avec le soutien de pays amis, a annoncé mercredi dans un communiqué la présidence camerounaise. Le président Paul Biya annonce qu'une opération spéciale des forces armées camerounaises et des services des pays amis a abouti cette nuit à la libération de Nitsch Eberhard Robert, citoyen allemand enlevé en juillet 2014 au Nigeria par la secte Boko Haram qui le détenait en otage depuis lors, précise le texte. A Berlin, le porte-parole du ministère allemand des Affaires étrangères, Martin Schaefer, a confirmé lors d'une conférence de presse la libération de l'otage allemand au Nigeria, précisant qu'il se trouvait désormais à Yaoundé. Le gouvernement fédéral (allemand) avait mis en place une cellule de crise qui a déployé beaucoup d'efforts pour travailler sur ce cas, a précisé M. Schaefer, qui adressé des remerciements particuliers au gouvernement du Cameroun pour son excellente coopération.

Le réseau 3G++ de Ooredoo disponible dans 32 Wilayas

Après avoir répondu avec succès à tous les audits techniques réglementaires, Ooredoo, qui a récemment été désigné meilleur opérateur d'Afrique du Nord lors des «African Telecom People Awards», est le premier opérateur autorisé par le Conseil de l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications (ARPT) à étendre son réseau 3G++ afin de compléter ses obligations de couverture au titre de la deuxième année d'exploitation dans 07 nouvelles Wilayas à savoir Annaba, Batna, El Bayedh, Laghouat, Guelma, El Tarf et Aïn Témouchent. Au terme de cette extension, Ooredoo sera le premier réseau 3G++ disponible dans 32 Wilayas représentant 80% de la population puisque 25 Wilayas sont déjà couvertes : Aïn-Defla, Alger, Béjaïa, Biskra, Blida, Bouira, Bumerdes, Chlef, Constantine, Djelfa, El Oued, Ghardaïa, Médéa, Oran, Ouargla, Sétif, Sidi Bel Abbès, Tipaza, Tlemcen, Naâma, Tizi-Ouzou, Mascara, Oum El Bouaghi, Tiaret et Relizane.

EDITORIAL

Par M. Abdou BENABBOU

L'AUTRE FACETTE DE LA CORRUPTION

Quand on aborde le phénomène de la corruption, on se limite toujours à n'y voir que les trafics et les échanges de reprochables procédés qui n'ont pour base que le seul argent. Un donnant-donnant et des passations de services monnayables que la loi réprime et qui se limitent à des trocs de passe-droits que la droiture et la civilité réprouvent.

La grande et large touche les transactions des importants marchés. La petite, mais non moins répréhensible, se niche au cœur des administrations et dans les comportements quotidiens et pluriels des administrés. Elle va de l'extrait de naissance vendu, au diplôme universitaire cédé. L'une comme l'autre n'est pas l'apanage des gens seuls d'ici et leur culture est un exercice planétaire qui ne date pas d'aujourd'hui.

Il en est cependant une troisième facette corrompue, plus dense et plus profonde, qui perfo-

re les âmes en avilissant sans restriction des pans de sociétés humaines pour désintégrer toutes la noblesse et la grandeur de la citoyenneté. Elle est la corruption des esprits.

Les idéologies triturées par la tromperie et imposées par les Etats, les stratégies politiques élaborées par le mensonge à la faveur de sombres et d'approximatifs intérêts font souvent des gouvernés et des gouvernants des corrupteurs et des corrompus. Faire sienne une thèse à laquelle on ne croit pas et y adhérer par complaisance ou par liens du sang ou encore au nom des hiatus sociaux ou civilisationnels, c'est présenter un bras d'honneur à toute l'hu-

manité. Annihiler la sagesse de la réflexion et céder sans conviction devant les offres de doctrines aux gains éphémères de groupes officiels ou clandestins est plus que de l'égoïsme. Elle est la plus perverse des corruptions.

Adhérer à l'usage du faux et à ses multiples visages est la pire espèce de la prostitution. C'est du commerce des âmes dont il est question.

Avec le chassé-croisé des vérités toutes faites et celles préfabriquées, les mensonges établis par grande ignorance et ceux élaborés avec mauvaise conscience, on finirait par croire que tout le monde est corrompu.

La seule manière de se prémunir contre les doctrines inculquées et les posologies des petites et grandes rapines déguisées, il ne restera que le respect de l'autre à farouchement adopter. Les générations futures et la postérité y auront tout à gagner.